

Juillet 2023

RECHERCHE N°20.31



Institut des Études
et de la Recherche
sur le Droit et la Justice

Pratiques et impacts des réponses judiciaires aux violences conjugales

Regards sur quelques initiatives locales en France

Sous la direction de

Jérôme COURDURIES
et Charlotte FISCHER



**RAPPORT DE
RECHERCHE**

Cette recherche est issue de l'appel à projet :
Les pratiques judiciaires relatives au traitement des violences conjugales.

Autrice

Charlotte FISCHER

Doctorante en anthropologie, LISST-CAS, Université Toulouse Jean Jaurès

Coordinateur :

Jérôme COURDURIÈS

Professeur des universités en anthropologie, LISST-CAS,
Université Toulouse Jean Jaurès

Remerciements

Cette recherche a été rendue possible grâce au financement de l'Institut des Etudes et de la Recherche sur le Droit et la Justice. Nous remercions sincèrement l'Institut pour sa confiance et son soutien financier qui nous a permis de mener à bien cette recherche. En raison de l'anonymat que nous souhaitons respecter nous ne nommerons pas les nombreuses personnes appartenant à diverses institutions et associations qui ont contribué à cette recherche. Nous les remercions chaleureusement de nous avoir fait confiance et d'avoir pris le temps de discuter avec nous et de nous avoir aidé à coordonner des séjours sur les ressorts judiciaires respectifs, souvent dans des périodes de grande tension.

Résumé :

Ce rapport intitulé *Pratiques et impacts des réponses judiciaires aux violences conjugales. Regards sur quelques initiatives locales en France* contribue à la documentation des dispositifs mis en place depuis le Grenelle des violences conjugales de 2019 et de l'évolution des pratiques judiciaires en lien avec ce contentieux. Le cœur du rapport consiste à exposer les différents axes des politiques pénales au sein de quatre tribunaux judiciaires au niveau correctionnel, c'est-à-dire l'articulation entre la législation, les directives émanant du ministère de la Justice et les pratiques localement mises en place. Le rapport souligne comment les politiques pénales servent à réunir le large réseau d'acteurs et actrices qui interviennent dans les affaires de violences conjugales afin d'améliorer la communication et de partager plus efficacement les aperçus et les connaissances sur les dossiers. Néanmoins, les cas d'études mobilisés dans le rapport montrent que quelques barrières persistent encore sur le plan bureaucratique et parfois aussi géographique, mettant en relief l'organisation parfois disparate des mondes judiciaires. Le rapport met aussi en lumière les pratiques qui montrent que les violences conjugales appellent à un traitement particulier : ces affaires sont souvent conçues par les magistrat·e·s comme un contentieux spécifique, parfois comme une des formes les plus récurrentes des violences faites aux femmes par les hommes, nécessitant quelques fois l'acquisition d'une connaissance spécialisée aux égards des dispositifs judiciaires mais aussi une connaissance de ce qui est enjeu pour les victimes. Le rapport entend également souligner les limites de la prise en compte du contexte « conjugal » et familial dans le traitement pénal de l'infraction dans les cas où les victimes et les familles ont besoin des solutions protectrices mais aussi pragmatiques, notamment lorsque des enfants sont concerné·e·s. Les solutions judiciaires qui ne sont pas pragmatiques à l'égard de la réalité des violences conjugales (c'est-à-dire les conséquences qui touchent à toute la famille), qui ne protègent pas les victimes de *toutes* les violences qu'elles subissent peuvent conduire non seulement au sentiment d'impunité chez les auteurs mais elles sont aussi vécues comme une violence supplémentaire pour les victimes.

La méthodologie d'enquête s'appuie sur une démarche ethnographique, caractérisée par une analyse inductive et un travail *in situ* de l'ethnologue. Elle a consisté en une série d'observations de plusieurs contextes comme, par exemple, les audiences correctionnelles, auprès des juges de l'application des peines, au sein des permanences téléphoniques au parquet et au sein des associations qui accompagnent les femmes et les victimes des infractions. En plus des discussions informelles, 38 entretiens semi-directifs ont été effectués. Deux tiers des entretiens ont été menés auprès des magistrat·e·s, un tiers auprès des partenaires à l'extérieur du tribunal (des médecins légistes, des acteur·rice·s associatifs, des avocat·e·s et des membres des forces de l'ordre).

Abstract:

The research report, *Pratiques et impacts des réponses judiciaires aux violences conjugales. Regards sur quelques initiatives locales en France*, contributes to the documentation of new policies adopted since the 2019 forum on domestic violence and changes in judicial practices pertaining to domestic violence-related crimes. The core matter of this report details the different axes of “criminal law policies” operating within four regional courts (*les tribunaux judiciaires*) at the “correctional” level; namely, the articulation between legislation, directives emanating from the Ministry of Justice, and policies that are locally implemented. This report highlights how these criminal law policies serve to gather actors from large networks of institutions implicated in these kinds of affairs. The aim of these policies is to improve communication and to share more efficiently and more effectively insights on legal cases. Nonetheless, case studies show the

persistence of certain barriers – notably bureaucratic and sometimes geographic – foregrounding the disparate organization that exists within judicial institutions. The authors shine a light on practices that demonstrate how domestic violence calls for a special kind of oversight; judges often consider these crimes as being specific to other forms of criminality, sometimes as one of the most recurring forms of violence perpetrated by men against women, necessitating specialized expertise in terms of what the law says but also necessitating an understanding of what is at stake for victims. This report also highlights the limits by which criminal procedures are able to fully grasp the “domestic” context in cases where victims and families are in need of protective solutions but also pragmatic solutions, most notably where children are concerned. Judicial solutions that don’t take into account the pragmatics of the reality of domestic violence, meaning the consequences for the whole family, and that don’t protect victims against the breadth of violence to which they are subject can ultimately lead to a feeling of impunity for the perpetrators and a feeling of furthered violence for victims.

The research methodology relies on an ethnographic account of judicial practices characterized by inductive analyses and an *in-situ* approach to detail the ways in which local actors turn their attention to cases of domestic violence. The authors carried out observations in various settings such as, for example, in courtroom proceedings, with sentence-enforcing judges, within the public prosecutor’s office, and with support organizations that assist women and victims of crime. In addition to informal discussions, the authors carried out 38 formal, semi-structured interviews in which 27 were recorded and then transcribed. Two thirds of the interviews were carried out with judges, the rest with extra-judicial partners such as forensic examiners, personnel of support organizations, lawyers and members of law-enforcement agencies.

Table des matières

I.	Introduction.....	6
II.	Les politiques pénales et l'action publique du parquet.....	15
A.	Accorder la « priorité » aux violences conjugales	17
1.	La célérité	18
2.	Les signaux d'alerte : évaluer dans un premier temps l'urgence et le danger	24
3.	Réponses pénales et la « barémisation » de la violence par conjoint	28
B.	Prévenir, protéger (et communiquer)	33
1.	Suivi dossiers « violences intrafamiliales ».....	36
2.	L'attribution d'un dispositif de protection – TGD.....	43
3.	Les ordonnances de protection – le circuit court et le parquet	45
4.	L'exécution des peines.....	48
III.	Les politiques pénales à l'échelle du ressort.....	56
A.	Les partenaires.....	57
1.	Les forces de l'ordre	59
2.	Les associations	66
3.	Les médecins légistes	72
4.	La communication entre deux territoires.....	76
B.	Le siège et les décisions pénales	80
1.	Les audiences dédiées : les enjeux, les débats et les possibilités	82
2.	Le BAR.....	88
3.	L'autorité parentale : la difficulté d'inter-compétence juridique.....	95
4.	Les doubles poursuites.....	102
IV.	Conclusion	105
V.	Bibliographie.....	117

I. Introduction

Le premier Grenelle des violences conjugales, à l'automne 2019, a été l'occasion d'inaugurer quelques initiatives qui ont eu vocation à s'appliquer à tout le territoire national. Mais localement, parfois depuis plusieurs années, des magistrat·e·s¹, en collaboration avec le·la personnel judiciaire, les forces de l'ordre et le réseau associatif, ont expérimenté des dispositifs avec l'espoir de parvenir à mieux recevoir les plaintes des victimes et d'être plus efficace dans le traitement des affaires.

Les faits de violence conjugale posent plusieurs difficultés en matière judiciaire, comme par exemple la question de la preuve, les retraits de plainte par les victimes ou encore la difficulté pour les victimes à s'exprimer dans l'espace judiciaire. Il y a aussi l'embarras de la justice devant une violence conjugale qui souvent ne peut être résumée à un acte circonscrit dans le temps mais qui relève davantage d'un processus de sédimentation parfois très ancien. De quelle façon est-ce que les magistrat·e·s prennent en considération (le peuvent-il·elle·s ?) l'épaisseur des non-dits et la honte ressentie par les victimes ? La question se pose donc de savoir comment la justice peut se saisir de l'aspect pluridimensionnel de la violence conjugale et de sa part invisible, difficilement objectivable, telle que par exemple l'exercice répété d'un harcèlement moral à l'égard de la victime ou la profération d'insultes et de menaces. Comment les professionnel·le·s de la justice peuvent-il·elle·s démêler les mécanismes intimes de la vie du couple et de la famille ? Est-ce que le droit est « équipé » pour se confronter au cycle de la violence que les victimes subissent pendant des mois, des années, voire des décennies ?

L'idée de ce projet de recherche intitulé *Pratiques et impacts des réponses judiciaires aux violences conjugales. Regards sur quelques initiatives locales en France*, a émergé début 2020 à l'issue d'un appel à d'offres lancé l'Institut des études et de la recherche sur le droit et la justice sur le traitement

¹ Nous avons opté pour une écriture inclusive afin de mieux décrire la réalité de ce que nous avons observé. L'invisibilisation du féminin dans la langue ne nous paraît pas adéquate au regard du problème que représente les violences exercées par des conjoints ou ex-conjoints, qui sont dans la très grande majorité des cas des violences exercées par des hommes sur des femmes et qui apparaissent comme le parangon de la hiérarchie persistante entre hommes et femmes et de la domination masculine. Par ailleurs, les professions exercées par nos interlocuteurs et nos interlocutrices ne sont plus exercées uniquement par des hommes : les femmes ont aujourd'hui largement intégré la magistrature, des hommes sont aussi des travailleurs sociaux, des femmes sont médecins (afin d'éviter toute confusion avec leur discipline, nous optons pour une médecin et non pour une médecine), policières, gendarmes. Cependant, nous avons conservé la règle de la majorité en ce qui concerne les mis en cause, les auteurs et les prévenus d'un côté, et les femmes-victimes des violences conjugales de l'autre, à quelques exceptions près, lorsque nous explicitons que c'est une femme mise en cause pour des violences conjugales. Ceci correspond également à la réalité des faits que nous avons observés.

judiciaire des violences conjugales. L'objectif était notamment de documenter et d'étudier des dispositifs mis en place depuis le Grenelle de 2019 et la perspective des justiciables devant ces dispositifs. Nous avons également souhaité nous intéresser aux préoccupations des juridictions françaises, dans la période récente, marquée par l'élan du Grenelle. Ce rapport qui conclut la recherche que nous avons menée s'appuie sur une démarche ethnographique, caractérisée par une analyse inductive et un travail *in situ* de l'ethnologue qui s'immerge auprès des acteur·rice·s dans le but de détailler le regard qu'il·elle·s portent sur ce contentieux et de recueillir des données sur les configurations juridictionnelles dans chacun des lieux que nous avons sélectionnés.

Le cœur de notre recherche consiste à exposer les différents axes des politiques pénales, c'est-à-dire l'articulation entre la législation, les directives émanant du ministère de la Justice et les pratiques localement mises en place. Nous avons organisé notre projet de recherche initial autour de cinq juridictions, chacune possédant des dispositifs différenciés en matière de traitement juridique des violences conjugales et dont le ressort géographique permet de toucher des profils de population aux caractéristiques socio-économiques diverses. À l'issue de l'enquête et au moment de la rédaction du rapport, nous avons souhaité mettre en lumière les pratiques qui montrent que les violences conjugales appellent à un traitement particulier : ces affaires sont souvent conçues par les magistrat·e·s comme un contentieux spécifique, parfois comme une des formes les plus récurrentes des violences faites aux femmes par les hommes, nécessitant quelques fois l'acquisition d'une compétence spécialisée. Nous avons également souhaité souligner les limites de cette prise en compte du contexte « conjugal » et familial dans le traitement pénal de l'infraction.

Nos conclusions sur le sujet ne peuvent pas aujourd'hui être définitives puisque, si nous avons entamé ce projet en printemps 2021 – presque deux ans après le Grenelle et au milieu d'une crise sanitaire qui a particulièrement bouleversé le fonctionnement du monde judiciaire – les approches vis-à-vis des violences par conjoint n'ont pas cessé de se transformer : lorsque nous avons fait le point avec lui six mois plus tard, le parquet qui nous a accueilli en mai 2021 avait déjà complètement revu ses priorités ; le tribunal judiciaire qui nous a reçus au cours de l'automne 2022 était en train d'élaborer des protocoles de réponses, certaines décidées seulement quelques semaines auparavant. Cela est révélateur de la politisation d'un contentieux, aux prises avec des

représentations sociales fortes et dans un contexte où le traitement judiciaire et pénal est envisagé comme un outil de prévention, de protection et de lutte.

Le terrain ethnographique

L'objectif de l'observation ethnographique *in situ* est de décrire les lieux, les espaces, et les pratiques où se rencontrent la sphère des professionnel·le·s judiciaires et les justiciables. Nous nous intéressons aux choses tangibles, comme les divers cadres des pratiques juridiques ou l'espace alloué dans les tribunaux aux justiciables et à leurs familles, pour en donner quelques exemples, mais aussi aux choses qui le sont moins, comme par exemple, la manière dont les cadres de temporalité pour les professionnel·le·s et les justiciables peuvent influencer la perception de la rapidité ou bien de la lenteur des mécanismes de la justice. Les pratiques juridiques quotidiennes que nous avons observées concernent globalement les actions et les gestes pour arriver à l'application du droit. Cela correspond aux comportements des différent·e·s acteur·rice·s ; les comportements formalisés par la professionnalisation mais aussi les comportements moins formels qui relèvent des particularités individuelles ou de la distinction d'une culture juridictionnelle à une autre.

Près de neuf mois ont été consacrés à une enquête de terrain dans quatre juridictions en France métropolitaine, aux profils géographique et socio-démographique contrastés. Nous avons souhaité garantir l'anonymat le plus grand possible pour nos interlocuteur·rice·s et respecter et la confiance qu'il·elle·s nous ont accordé lorsqu'il·elle·s ont accepté de nous recevoir et de nous parler dans le cadre de cette recherche. Nous avons donc doté chacun des ressorts juridictionnels d'un pseudonyme inspiré des noms empruntés à des reliefs français : Rochebrune, Ventoux, Ossau et Chaberton². Des chiffres bruts permettent de saisir l'ampleur de l'activité pénale au sein de chacun de ces tribunaux judiciaires : Rochebrune et Ventoux reçoivent en matière pénale 80 000 à 100 000 procès-verbaux par an, Ossau en reçoit autour de 40 000 et Chaberton 13 000. Chaberton est un tribunal judiciaire (TJ) dans une ville moyenne, dans un ressort que nous pouvons qualifier de rural. Chacun des deux TJ de Ventoux et Ossau se situe chacun dans une métropole urbanisée mais qui s'étend aussi sur des zones rurales et, finalement, Rochebrune est un TJ de la région parisienne.

² Une cinquième juridiction dans une ville moyenne a été contactée mais celle-ci nous n'a pas répondu à nos sollicitations.

Vu le thème de notre recherche, nous étions surtout accueilli·e·s par les parquets qui étaient soucieux de nous exposer leurs « politiques pénales » et de nous montrer le travail quotidien qu’entreprennent les procureur·e·s et les substitut·e·s face aux flux importants³ de dossiers de violences conjugales ou de violences intrafamiliales au sens large. L’épicentre de notre recherche concerne donc le traitement « correctionnel » de ce contentieux, c’est-à-dire le traitement des infractions notamment délictuelles ou bien les crimes dits « correctionnalisés »⁴. Nous avons aussi cherché à nous entretenir avec des juges correctionnels, des juges aux affaires familiales (JAF), des juges de l’application des peines (JAP) et des partenaires des tribunaux comme des associations socio-judiciaires, les forces de l’ordre et des unités médico-judiciaires. Notre fil rouge était de tâcher de retracer le parcours d’une victime, à partir du dépôt de sa plainte et les manières dont les éléments de cette dénonciation sont ensuite analysés, caractérisés, conservés et utilisés tout au long de la procédure.

Un temps important était consacré à l’observation des audiences⁵ correctionnelles (à juge unique, collégiale), des comparutions immédiates et des autres moments du traitement des violences conjugales qui passent aussi par des déferrements devant le·la procureur·e, des comparutions sur reconnaissance préalable de culpabilité (CRPC) ou des convocations par procès-verbaux (CPPV – simple ou avec contrôle judiciaire), et des compositions pénales. Nous avons également consacré du temps à l’observation des permanences téléphoniques ou des services du traitement direct où

³ Les tribunaux judiciaires avaient les uns et les autres leur propre façon d’aborder les chiffres (VIF ou seulement VC), ce qui rend la comparaison difficile entre les tribunaux (ce n’était pas l’objet central de notre étude). L’important est que du point de vue des juges avec lequel·le·s nous nous sommes entretenus, l’afflux de VIF et de VC est massif. Néanmoins on peut mobiliser des données statistiques comme celles d’Insee : « En 2019, **44 %** des plaintes pour violences physiques ou sexuelles enregistrées par les services de sécurité concernent des violences commises au sein de la famille » <https://www.insee.fr/fr/statistiques/5763591?sommaire=5763633#tableau-figure1> ou encore de l’Observatoire nationale des violences faites aux femmes qui indique que « le nombre de victimes de violences entre partenaires enregistré par les forces de sécurité a augmenté de 20 % entre 2020 et 2021, passant de 169 743 à 204 291. » <https://arretonslesviolences.gouv.fr/sites/default/files/2022-11/Lettre%20n%C2%B018%20-%20Les%20violences%20au%20sein%20du%20couple%20et%20les%20violences%20sexuelles%20en%202021.pdf>

⁴ À propos de la correctionnalisation des crimes, Rémi Rouméas écrit qu’elle « consiste à taire les circonstances criminelles d’un dossier, pourtant caractérisées, afin de le déverser vers les circuits correctionnels accélérés. Ce pouvoir discrétionnaire transforme notamment des viols en agression sexuelle, des tentatives d’homicide en violences volontaires et des vols à main armée en vol avec violence » (Rouméas, 2022)

⁵ Observation de 29 audiences *avec* l’énonciation de jugement

les magistrat·e·s trient et orientent les informations qui leurs sont relayées lors d'un échange rapide avec les services d'enquête⁶.

Une des particularités de l'enquête ethnographique tient au dialogue qui s'instaure entre l'ethnologue et les personnes qui l'entourent. Nous avons cherché à faire parler les personnes du travail qu'elles font, parfois de manière informelle lorsqu'on discutait des pratiques (auquel cas nos carnets de terrains accueillaient les notes les plus précises possibles afin que les propos tenus soit consignés), mais aussi en menant des entretiens plus formalisés. Ceux-ci étaient alors enregistrés puis transcrits. L'entretien ethnographique⁷ est un outil précieux pour ce projet qui vise à étudier un objet très politisé aujourd'hui. Les entretiens ethnographiques privilégient les rencontres et deviennent eux-mêmes des sources de données empiriques : il s'agit de considérer nos interlocuteur·rice·s comme des « sachant·e·s » qui détiennent un savoir construit sur la base de leur expérience du monde judiciaire. Ce mode d'entretien privilégie le point de vue des acteur·rice·s avec lequel·le·s l'ethnologue interagit. Certes préparés en amont avec la confection de guides d'entretien, les entretiens que nous avons menés étaient faits pour laisser, autant que possible, libre cours à la parole des professionnel·le·s. En somme l'objectif de l'entretien ethnographique, mené dans un contexte d'observation, est de conférer aux personnes davantage le rôle d'interlocuteur·rice que d'informateur·rice. Cette méthode nous a permis de saisir les effets d'évolution dans la réflexion de nos interlocuteur·rice·s. Leurs propos et l'expérience qu'il·elle·s rapportaient ont alors pu être appréhendés de manière dynamique.

Cette articulation entre l'observation et le recueil de discours sur les pratiques observées permet non seulement d'approfondir l'enquête, de préciser les fonctionnements et les rouages de la justice qui nous échappent – par manque de connaissance ou parce qu'une partie de la justice se fait toujours dans le secret –, mais aussi de faire ressortir les dynamiques entre la théorie et la pratique – ce que savent les magistrat·e·s et ce que font les magistrat·e·s –, deux choses qui sont constamment à l'œuvre dans le monde de la justice.

⁶ Pour chaque extrait d'observation/référence à des affaires réelles, nous avons effacé ou altéré des aspects identifiants de la vie de couple et jugés trop précis tout en conservant les données essentielles à l'analyse.

⁷ En plus des discussions informelles et des journées d'observations et d'accompagnement, nous avons effectué 38 entretiens formels et semi-directifs dont 27 ont été enregistrés (32 heures). Deux tiers des entretiens ont été menés auprès des magistrat·e·s, un tiers auprès des partenaires et des acteur·rice·s à l'extérieur du tribunal, c'est-à-dire des médecins légistes, des acteur·rice·s associatifs, des avocat·e·s et des membres des forces de l'ordre.

Finalement, le regard porté sur la manière dont opère la justice dans ces quatre juridictions pendant le temps de notre enquête de terrain (de mai 2021 à décembre 2022) est celui d'anthropologues de la parenté spécialistes de la famille, du couple et du genre, et d'anthropologues de la chose judiciaire, informés par les recherches menées dans leur discipline et en sciences sociales dans ces domaines en français et en anglais et qui n'en sont pas à leur première enquête ethnographique dans le monde judiciaire. Sur le terrain, avec ses interlocuteur·rice·s, l'anthropologue, parce qu'il·elle n'est pas juriste, a souvent été un·e interlocuteur·rice naïf·ve. Mais au fur et à mesure qu'il·elle gagnait en connaissance des subtilités judiciaires et en familiarité avec les spécificités du traitement des affaires de violences par conjoint dans chaque tribunal, il·elle pouvait aussi devenir un·e interlocuteur·rice informé·e, authentiquement intéressé·e par l'expérience des professionnel·le·s qui n'était pas là pour évaluer ni pour jauger de la qualité du travail accompli. Naïveté du regard ethnographique et familiarisation croissante avec le terrain, deux conditions qui ont permis de mener des observations partout où nous le jugions utile et d'échanger, dans un rapport de confiance, avec de nombreux·euses professionnel·le·s.

Les violences conjugales : une violence du genre

Notre perspective tient aussi compte de l'asymétrie du genre apparente dans ce contentieux : les hommes sont majoritairement auteurs des violences sur les femmes dans le couple. Selon l'Observatoire national pour les violences faites aux femmes, 95 % des personnes condamnées pour les violences entre partenaires sont des hommes, 87 % des victimes des plaintes enregistrées par les services de police et de gendarmerie sont déposées par des femmes⁸. Le *fléau* des violences conjugales auquel est confronté la France sont des violences infligées aux femmes par les hommes. Cette asymétrie nous incite à voir le genre non comme une catégorie qui place les femmes du côté des victimes et les hommes du côté des auteurs mais comme une cadre d'analyse pour mieux comprendre le phénomène.

Depuis plus de vingt ans des enquêtes statistiques documentent l'asymétrie de genre dans les violences conjugales. La première enquête sur les violences envers les femmes en France, dirigée par Maryse Jaspard, a montré qu'une femme sur dix (Jaspard, 2007, p. 36) a subi des violences au sein de son couple au cours de sa vie. Vingt ans plus tard, l'enquête Virage indique que ce chiffre

⁸ [Lettre n°18 - Les violences au sein du couple et les violences sexuelles en 2021.pdf \(arretonslesviolences.gouv.fr\)](#)

est stable et ne recule pas (Brown, Debauche, Hamel, & Mazuy, 2020). Les enquêtes démontrent comment les violences au sein du couple ne sont pas vécues de la même manière par les femmes et par les hommes, que les femmes subissent plus fréquemment les faits répétés, graves (Brown, Dupuis, & Mazuy, 2020, p. 189) et tout au long de leur vie (Brown, Dupuis, & Mazuy, 2020, p. 253) alors que les hommes atteints par des violences du couple déclarent des faits isolés et d'une moindre gravité. Les violences au sein du couple ont un plus grand impact sur les parcours de vie des femmes, avec une dégradation de leur santé mentale plus importante : « C'est l'une des grandes différences liées au genre dans les faits rapportés par les femmes et les hommes. Les faits déclarés par les hommes sont de moindre gravité et n'installent pas chez eux de sentiment de peur dans l'espace privé et intime » (*ibid*, p. 203). L'objet qui nous concerne est ainsi largement une violence du genre où l'objet premier est la femme dans le couple ; les enfants qui endurent au premier degré ces violences sont aussi des victimes. C'est une violence qui s'appuie sur les inégalités des hommes et des femmes en société, des hiérarchies apparentes au sein du couple hétérosexuel, qui traverse les strates sociales mais où la précarité joue un rôle fondamental à l'accès aux ressources. Cela ne signifie pas qu'aucun couple homosexuel ne connaît la violence exercée par le ou la conjoint·e ; quelques recherches ont été menées sur le sujet (Lavoie & Thibault, 2016). Mais dans le cadre de la recherche de terrain menée ici, aucun cas n'a été rencontré. Dans le cadre de ce rapport, nous avons voulu démontrer comment les pratiques prennent en compte, ou pas, l'expérience spécifique des femmes en couple.

À propos du contexte : covid, bouleversements judiciaires

Ce projet s'inscrit aussi dans le contexte particulier lié la crise sanitaire du Covid-19. La crise ne nous a pas réellement empêché de mener notre recherche mais a pu parfois retarder le déroulement de l'enquête ethnographique. La crise sanitaire a peut-être généré un contexte particulier pour la justice dans un certain nombre de domaines : le stock des dossiers accumulés à l'occasion de la fermeture des tribunaux ; une forte circulation des magistrat·e·s qui devaient, dans l'urgence, remplacer des collègues touché·e·s par le virus ; les éléments manquants dans certains dossiers car le contact interpersonnel fut réduit à « l'essentiel » ; ou tout simplement la difficulté et l'exaspération engendrée par une communication fragmentée pendant les audiences lorsque le port

de masques de protection posent une difficulté supplémentaire à la compréhension d'autrui – notamment pour ceux et celles qui ne sont pas habitué·e·s à prendre la parole en public.

Pour certains magistrat·e·s, la diminution des infractions dans l'espace public lors des périodes de confinement coïncidant avec l'augmentation des affaires de violences intrafamiliales a néanmoins « fait bouger les choses » (vice-procureure, 2022) : la crise a agi comme un « microscope » sur des affaires endémiques dans la société française. C'est-à-dire qu'elle a révélé la nature et les conséquences des rapports hiérarchiques au sein du couple comme l'a laissé entendre une vice-procureure qui évoquait la manière dont les femmes en couple étaient majoritairement celles qui sacrifiaient leur travail en dehors de l'espace domestique pour s'occuper à temps plein du travail à l'intérieur du foyer. Pour d'autres magistrat·e·s, la crise sanitaire et la subséquente vulnérabilité qu'ont connu les foyers français ont montré que la violence s'installait là où on rencontre de la misère, du stress et des tensions : les rapports hiérarchiques placés plutôt au second plan et les discours à propos des couples toxiques et incompatibles ont alors été exposés en pleine lumière.

La crise sanitaire n'était pas un objet de notre recherche mais elle a été néanmoins la toile de fond d'une grande partie de notre recherche. En témoigne par exemple la médiatisation sans précédent de la violence conjugale pendant les périodes de confinement, désignée parfois comme une seconde « pandémie » ⁹ mondiale. Si une augmentation des signalements a été constatée lors des périodes de confinement successifs, la crise sanitaire et le repli des couples et des familles dans les espaces domestiques ont surtout « renforcé des dynamiques existantes – notamment spatiales » et n'a rien « bouleversé » quant aux rapports conjugaux en France (San Martin, Tillous, Bulteau, Delage, & Torres, 2021, p. 90).

Globalement, les relations sur les quatre terrains de notre enquête ethnographique ont été très cordiales avec nos interlocutrices et interlocuteurs. Les violences conjugales sont aujourd'hui très politisées et il y existe une pression importante, tout à la fois médiatique et ministérielle, ressentie par les magistrat·e·s qui traitent directement des affaires de violences conjugales et qui se sentent parfois vulnérables et surexposé·e·s à la critique alors qu'ils et elles dénoncent unanimement un manque de moyens dans de nombreux secteurs – judiciaire, policier, social et clinique. Un manque de moyens qui les empêche souvent de répondre aux particularités de ce contentieux et dans des

⁹<https://www.unwomen.org/fr/news/in-focus/in-focus-gender-equality-in-covid-19-response/violence-against-women-during-covid-19>

conditions optimales. Il a parfois été difficile de « manœuvrer » au travers des polémiques politiques pour instaurer un dialogue ouvert et dans des conditions de confiance avec nos interlocuteur·rice·s. Cependant, nous pensons que la dimension politique du sujet et ces négociations de discussion ont donné une véritable profondeur à nos conversations et se sont elles-mêmes avérées des indices importants quant à la nature du travail des fonctionnaires du monde de la justice aujourd'hui.

Ce rapport est organisé selon deux parties. La première partie traite des axes des politiques pénales et du travail quotidien des parquets auprès de leurs partenaires privilégié·e·s, notamment en matière de « priorisation » des violences conjugales et du point de vue des modalités de prévention et de protection mises en place. La seconde expose les axes d'intervention des partenaires sur le ressort (et parfois entre les ressorts) et les interventions du siège, démontrant par-là les limites de « politiques pénales » volontaristes.

II. Les politiques pénales et l'action publique du parquet

Parler en termes de politique pénale était utile pour nous car elle évoquait simplement et efficacement nos intérêts auprès de nos interlocuteur·rice·s et soulignait notre intérêt pour l'action judiciaire en matière de violences conjugales. Nous avons souhaité observer les petits moments de la vie judiciaire, nous immerger et voir ce à quoi ressemble, concrètement, une prise de décision au sein du parquet c'est-à-dire avec quels outils, auprès de quel·le·s interlocuteur·rice·s, avec quels supports, etc. La notion de « politique pénale » met l'accent clairement sur le travail des parquets qui sont, dans les juridictions de grande ou de moyenne taille, inondés de violences intrafamiliales, ce contentieux représentant une proportion importante d'affaires traitées. Cette manière d'introduire notre travail a naturellement engagé le parquet plus que le siège pour discuter et observer des changements et des nouvelles initiatives mises en place.

Comme le soulignent Philip Milburn et Christian Mouhanna dans leur présentation du dossier « Le parquet et les politiques pénales en France » de la revue *Droit et Société*, « la dimension ordinaire de l'activité de la justice pénale [...] rangée sous l'appellation générique de “politiques pénales” [...] dissimule en réalité une pluralité de processus à l'œuvre, mécanismes procéduraux, institutionnels et sociologiques, pour lesquels le ministère public joue un rôle central » (2010, p. 8). Aujourd'hui les violences conjugales viennent occuper une place prioritaire pour l'Etat, le ministère de la Justice et plusieurs juridictions qui sont submergées de procédures et de dossiers concernant les violences conjugales et les violences intrafamiliales au sens large. Pour les tribunaux, les politiques pénales concernent d'abord le parquet, la·le procureur·e de la République et ses substitut·e·s qui, face à des plaintes et des infractions pénales, négocient et organisent des réponses adaptées et efficaces pour traiter le stock de dossiers anciens et les nouveaux dossiers en cours. Les politiques pénales sont alors fortement structurées par le programme du gouvernement mais aussi par des préoccupations locales, parfois même individuelles qui viennent donner un accent particulier aux réponses pénales prises habituellement au sein d'un service. Par exemple, dans des régions qui observent un lien fort entre la délinquance et la consommation d'alcool, les axes de soin et de la réhabilitation sont considérés comme prioritaires avant l'éventuelle réinsertion et occupent une place importante dans les discours des magistrat·e·s et des acteur·rice·s locaux·ales ; la consommation excessive d'alcool, de stupéfiants et les pathologies qui y sont associées sont des facteurs aggravants et parfois à l'origine des violences intrafamiliales dans un

premier temps. Mais les politiques pénales répondent aussi à « l'opinion publique » comme l'explique le substitut de procureur, Monsieur Renoir¹⁰, référent violences conjugales à Ventoux, qui, lui, ressent une pression pour répondre aux « sensibilités » d'un public qui s'exprime concernant les violences faites aux femmes et particulièrement les féminicides conjugales. Les partenaires – entités politiques locales, associations, services de sécurité, presse – sont mentionnés comme ayant tous une part à jouer dans l'attention qui est donnée à certains contentieux. Dans un premier temps, les politiques pénales définissent l'orientation de l'action du parquet dans les différentes juridictions françaises avec, toujours, ce dialogue entre les préoccupations locales et les directives de la chancellerie.

R : Après il n'y a pas que la politique au sens politicien, il y a aussi l'opinion publique. C'est-à-dire que je trouve de plus en plus que l'opinion publique est très sensible aux questions de ce qu'on appelle les féminicides, de violences conjugales de manière générale. On est dans une société qui tolère de moins en moins des violences et en particulier de moins en moins des violences conjugales. Donc je pense qu'il n'y a pas que forcément la question des politiques publiques, il y a aussi la question de la sensibilité de l'opinion publique.

F : Est-ce que vous pouvez être un peu plus clair sur la manière dont le parquet va objectiver l'opinion publique ?

R : Alors nous on lit – ça c'est plutôt le procureur de la République [...] lui il va avec le procureur Général, [...], eux, ils vont être sensibles par plusieurs biais : il va y avoir d'abord la lecture de la presse, la presse quotidienne, mais il va y avoir aussi toutes les réunions qui vont être faites avec les partenaires. Le parquet va réunir les partenaires, les COPIL [les comités de pilotage]. Il y a plein de réunions comme ça où justement les partenaires nous disent que, parce que la police veut, parce que le maire veut attirer un certain nombre d'attention sur la délinquance, etc.. (M. Renoir, substitut de procureur)

Dans la pratique, une politique pénale sert aussi à harmoniser les réponses des parquets·ère·s au sein d'une juridiction. Cela veut dire donner des indications sur les manières de répondre *et* apporter une justification à cette réponse. Par exemple dans une ville qui ressent une forte dégradation des biens publics et privés, les jeux de tag peuvent être considérés très sérieusement dans les réponses formulées par la hiérarchie du ressort qui, avec les partenaires, considère que la justice pénale a un rôle à jouer pour freiner, empêcher et limiter ce genre de délits¹¹. Dans le cadre de la violence conjugale et au sein des ressorts qui se sont saisis des problématiques que pose ce contentieux, nous voyons clairement une structure et un raisonnement qui explique « comment répondre » dans le but de réduire la récidive *et* afin d'assurer la protection des victimes. Si chaque

¹⁰ Tous les noms ont été changés

¹¹ Comme nous l'avait expliqué un parquetier au service du traitement direct lorsqu'il traite une garde à vue pour une histoire de graffiti, orientant le dossier vers une voie qu'il dit légère.

magistrat·e conserve l'indépendance du discernement au cas par cas, tout en respectant en principe, la procédure du code et sa hiérarchie, les politiques pénales servent, en pratique, à réduire la part de la subjectivité dans certains domaines de la justice et à systématiser les réponses, qu'elles soient au stade de la pré-sentencielle ou dans la réquisition d'une sanction.

Cette harmonisation des moyens de réponses et de motivations prend plusieurs formes selon les ressorts et la culture judiciaire en place. Nous avons retenu 5 axes, voire 5 préoccupations, communes et transversales aux politiques pénales : la priorisation, la prévention, la protection, la pénalisation, la pédagogie.

Au-delà d'un discours politique de la direction du parquet, les politiques pénales qu'on nous a exposées au cours de cette recherche avaient des traits et des organisations diverses d'une juridiction à une autre, dépendant des initiatives préexistantes sur le territoire, de la disponibilité d'effectifs, mais aussi des partenaires historiques avec qui l'échange et le développement des pratiques se sont cristallisés au cours des années. Sur le terrain, les politiques pénales se manifestent dans les actions quotidiennes du parquet avec des missions précisément établies – comme la distribution des TGD – et dans l'organisation des acteurs et des actrices afin de mettre en place les différents axes : comment assure-t-on la protection d'une victime de violences conjugales dont l'ex-conjoint n'est pas actuellement poursuivi ? Comment définir une réponse pénale adéquate ? Comment prévenir la récidive une fois que la peine a été purgée ? Quels dossiers méritent une attention aiguë ?

A. Accorder la « priorité » aux violences conjugales

A travers toutes les juridictions, accorder la priorité aux violences conjugales revient souvent sur la mise en place organisationnelle qui traite *premièrement* les infractions concernant les violences par conjoint ou bien qui segmentent les violences intrafamiliales (VIF)¹² dans une équipe dédiée et donc où la question de la « priorisation » face aux autres contentieux ne se pose pas. Tous les ressorts n'ont pas opté pour un traitement à part de ce contentieux, comme à Ventoux¹³ (où il y a

¹² Si les violences intrafamiliales historiquement concernent les violences sur les mineur·e·s et les enfants en famille, il y avait une tendance à résorber les violences conjugales dans ce contentieux ; cela avait pour effet de parler des violences intrafamiliales comme une catégorie générale au sein de laquelle il y a des violences par conjoint, violences sur mineurs, violences par mineur (et donc enfant en danger), *ie.* violences « entre » les membres de la famille.

¹³ Nous avons observé un intérêt plutôt pour la formation des substitut·e·s novices qui vont pouvoir traiter un grand nombre de contentieux dans des permanences « généralisées ».

néanmoins des services dédiés à des infractions de type économique/financière ou dites « mineurs ») et à Chaberton (où il y a seulement 4 parquetier·ère·s sur tout le ressort). Cependant, à Rochebrune, il existe un service spécialement dédié au traitement *global* des affaires de la famille et de la protection de l'enfance ; à Ossau, l'idée est de faire circuler les parquetier·ère·s sur un poste dédié aux contentieux VIF/mineurs afin d'éviter l'épuisement mental de l'équipe¹⁴. Unanimement les magistrat·e·s du siège comme du parquet avec qui nous avons discuté ont vu le bénéfice d'une sensibilisation plus ou moins formalisée – qu'elle se fasse à travers les formations professionnelles ou à travers l'expérience de terrain – même si les opinions divergent sur les limites d'une spécialisation qui serait trop restreinte à un certain nombre de magistrat·e·s.

1. La célérité

Monsieur Renoir, substitut à Ventoux et référent de violences conjugales au parquet, nous a expliqué sa vision double de la « priorisation » :

« En fait la priorisation ça veut dire deux choses : La première chose, c'est qu'on *va aller plus vite*. Ça veut dire qu'on va arrêter d'avoir des mains courantes, des renseignements judiciaires, qu'on va arrêter d'avoir un temps long de traitement de l'enquête, qu'on ne peut plus accepter l'absence d'enquête. La deuxième chose c'est qu'une fois que c'est traité, il va y avoir une réponse pénale qui va être *un peu plus sévère*. Et c'est là qu'on se rend compte que les violences conjugales sont de plus en plus priorisées, c'est-à-dire qu'on va faire en sorte de les *juger plus vite et de juger "plus"*. Donc ça veut dire qu'on va faire moins d'alternatives et qu'on va passer plus de convocations sous contrôle judiciaire et de comparutions immédiates. » (M. Renoir, substitut du procureur, Ventoux, 2021)

Dans cet extrait d'entretien, Monsieur Renoir nous expose ce qu'implique la priorisation sur son ressort avec d'abord la *célérité* et la réduction du temps qui s'écoule entre un signalement de violence et l'enquête. Cela implique d'entendre rapidement les victimes, de faire une enquête de voisinage, de faire une réquisition auprès du·de la médecin légiste, d'entendre le·la mis·e en cause et tout·e autre potentiel·le témoin, d'analyser les matériaux probatoires et les lieux où les violences se sont passées, d'exploiter les données informatiques, et de vérifier les antécédents vis-à-vis la partie mise en cause. Cette célérité nécessite le travail des forces de l'ordre qui reçoivent les signalements et les plaintes et les oblige à s'organiser de leur côté afin de traiter dans l'immédiateté les premières pistes de l'enquête et de notifier immédiatement à la permanence *téléphonique* du parquet (et de ne plus faire des renseignements judiciaires par courrier). Et tout cela dans un délai

¹⁴ Si les référent·e·s VIF/violences conjugales restent dans ce poste pendant un certain temps (c'est-à-dire plus de 6 mois), nous avons observé une réticence généralisée à vouloir consacrer sa carrière à ce contentieux qui est vu comme « trop lourd » et qui implique un charge mentale importante, l'exception étant les magistrat·e·s qui nous ont parlé d'une vocation à travailler autour des différentes facettes de la famille.

très court, notamment lorsque le·la mis·e en cause est placé en garde à vue. La priorisation n'est donc pas restreinte à l'échelle du parquet et doit également se faire *de concert* avec les services d'enquête qui notifient au parquet la potentielle infraction à la loi (ou bien inversement, c'est le parquet qui notifie aux forces de l'ordre). Ce n'est qu'à ce moment-là que le parquet peut prendre en main le rythme de l'enquête et insister sur la rapidité et l'exhaustivité des investigations sur le moindre signalement concernant des violences conjugales ou des violences intrafamiliales.

Plusieurs temporalités sont concernées dans le traitement pénal de violences conjugales : 1) le temps qui s'écoule entre les multiples gestes de violences¹⁵ ; 2) le temps entre les violences en elles-mêmes et leur dénonciation auprès des forces de l'ordre ; 3) le temps entre le moment où les forces de l'ordre sont alertées de la violence et le moment où elles s'engagent à entendre, enquêter et recueillir des données sur la violence dénoncée ; 4) le moment où le parquet est également alerté de la violence ; et 5) tout ce qui concerne les décisions judiciaires et la suite des procédures pénales déclenchées. La troisième et la quatrième temporalité ici mentionnées concernent les premières initiatives d'une procédure pénale – c'est-à-dire les moments qui font basculer les violences conjugales de la sphère de l'intime et de la vie privée à la sphère publique et où les institutions judiciaires de l'Etat deviennent responsables¹⁶ pour trouver des solutions et pour protéger les victimes des infractions commises.

Concrètement, aller plus vite au niveau du parquet nécessite d'abord qu'il y ait une réduction des temporalités entre le moment où un signalement est fait et les premières investigations. Dans les observations faites au sein des permanences téléphoniques et en parcourant les dossiers archivés, nous avons pu constater une grande variabilité dans le temps écoulé entre une première plainte et l'audition des personnes mises en causes, des potentiel·le·s témoins, et parfois même une audition

¹⁵ Par exemple lorsque la partie plaignante dénonce plusieurs incidents au cours de la relation

¹⁶ A l'égard de la Convention d'Istanbul ratifiée par la France en 2014 et où les violences conjugales à l'égard des femmes *sont* des violences faites aux femmes: « La Convention prévoit notamment une obligation de diligence voulue des États à prendre les mesures législatives et autres dispositifs nécessaires afin de « prévenir, enquêter sur, punir et accorder une réparation pour les actes de violence » (art. 5), l'obligation des États de soutenir le travail des organisations non gouvernementales (art. 9), une obligation de prévention (art. 12 s.), d'adopter des mesures de protection (art. 18 s.), etc. Le champ d'application de la Convention est par ailleurs large, et englobe les violences psychologiques, physiques, sexuelles (y compris le viol), les mariages forcés, les mutilations génitales féminines, l'avortement et la stérilisation forcée, le harcèlement sexuel (art. 32 s.). Les États parties à la Convention, comme la France, ont donc une obligation internationale en matière de prévention et lutte contre la violence à l'égard des femmes. » (Collin, 2019)

complète de la victime (dans le cas où la victime n’a pas été entendue au moment du signalement¹⁷) avec une amélioration nette depuis les dossiers globalement « post-Grenelle ». Les traces laissées dans les dossiers décomptent les jours qui s’écoulent entre les différentes étapes ; les plaintes sont déposées des semaines, des mois, et même parfois des années avant une première audition du mis en cause qui est, dans ces situations, souvent convoqué en audition libre ; il n’est pas rare qu’il ne comparaisse pas du tout et que la victime écrive aux services qu’elle ne veut plus poursuivre la procédure. Puis, il y a des plaintes qui sont laissées sans réponses. Depuis fin 2021, on nous a indiqué que les services du ministère de l’Intérieur ont été enjoins par leur hiérarchie de « faire couler le stock » littéralement en revenant sur les plaintes qui n’ont jamais été traitées, certaines datant de plusieurs années¹⁸ et qui sont en attente d’une réponse judiciaire¹⁹. Et il y a le stock de courriers, moyen de communication qui perdure dans les commissariats et les gendarmeries, c’est-à-dire des procès-verbaux transférés *par courrier* pour compétence ou pour renseignement malgré le caractère très grave des dénonciations. Ces constats ne sont pas des secrets ; ils font partie d’une journée ordinaire au sein des tribunaux, au parquet comme à l’audience.

« Faire couler le stock », extrait d’une observation à la permanence téléphonique de Rochebrune (2022):

L’OPJ fait un compte-rendu d’une plainte déposée en 2017 pour des menaces de mort répétées. En 5 mois 80 messages vocaux ont été laissés avec des menaces de mettre le feu à sa maison, des violences et des insultes racistes. Après avoir repris contact avec Madame dans la semaine (au présent), elle mentionne un événement en 2018 où ils se sont croisés et il y a eu des violences physiques. Il n’y a pas eu de témoins, il n’y a pas eu de consultation à l’unité médico-judiciaire. Elle souhaite maintenir sa plainte mais dit que depuis leur divorce il y a deux ans, elle n’a pas eu de nouvelles de Monsieur. Le mis en cause n’a pas d’antécédents sur son casier judiciaire. Il reconnaît une partie des faits.

La substitute de procureur fait un rappel à la loi.

¹⁷ Les enquêteur·rice·s peuvent privilégier un temps de recul lorsque les personnes sont traumatisées ou trop saisies par l’émotion pour bien détailler l’événement ou les événements en question. Il se peut aussi que la victime ne soit pas prête à collaborer avec les enquêteur·rice·s et reste muette sur son expérience. Dans les situations particulièrement complexes, les services d’enquête peuvent planifier une rencontre dans un deuxième temps lorsqu’il·elle·s estiment qu’il n’y a pas eu de flagrant délit et si la victime se montre disponible pour venir discuter plus longuement. Finalement, parfois les victimes ne sont simplement pas entendues.

¹⁸ Nous avons assisté au traitement de dossiers de 2016 concernant les violences conjugales.

¹⁹ Les tribunaux judiciaires ont pris la parole récemment pour expliquer les vagues de classements sans suite qu’ils sont contraintes à faire, et dénoncent aussi le manque de moyens qui persistent dans les services judiciaires <https://france3-regions.francetvinfo.fr/occitanie/haute-garonne/toulouse/crise-au-tribunal-judiciaire-de-toulouse-2000-affaires-classees-sans-suite-faute-de-moyens-2706626.html>

Les politiques pénales servent à attaquer en premier ligne ce problème. Sur Rochebrune, Ventoux et Ossau, des directives strictes sont données aux forces de l'ordre sur la mise en place d'une garde à vue systématique et dans le délai le plus court lorsque les violences sont évoquées dans le cadre conjugal. La discrétion des services d'enquête est néanmoins conservée mais surtout tolérée lorsqu'ils font comparaître le mis en cause en audition libre s'ils estiment qu'il y a un niveau de dangerosité minimale de la situation, par exemple, lorsque le couple est séparé depuis quelques temps et la violence dénoncée est ancienne. C'est au moins la réponse qu'on nous a donné lorsqu'on a soulevé la question du délai évident entre la date du signalement et le moment où le parquet est saisi. Malgré tout, ces tribunaux ont essayé de mettre la pression sur le caractère urgent des faits de violences conjugales, dans lesquelles la dangerosité potentielle d'une situation est parfois difficile à jauger à partir des premières paroles d'une victime.²⁰ La garde à vue systématisée lorsqu'il y a « évocation » de la violence, le plus rigoureusement appliquée à Ossau, n'est pas sans critique, notamment au vu des conditions problématiques des espaces de détention et du traitement des mis en cause. Or les garde à vue systématisées permettent de lever l'ambiguïté de l'urgence car les investigations doivent être menées avant la fin de la garde à vue afin de caractériser l'infraction.

La célérité prend aussi en considération le bien-être de la victime qui s'est elle-même lancée dans un parcours de séparation. Traiter ces affaires avec célérité est vu comme un moyen de réduire la lenteur d'une procédure pénale permettant à la victime de poursuivre sa séparation en sécurité et avec sérénité. Pour les femmes, le moment du départ ou de la séparation est souvent accompagné d'une aggravation de la violence de la part de leurs partenaires et elle est *vécue* comme telle (Brown, Dupuis, & Mazuy, 2020, p. 205; Myhill, 2015, p. 368). La séparation peut aussi résulter d'une surexposition à la précarité lorsque les femmes partent et se retrouvent sans hébergement ou

²⁰ « La priorisation » enlève l'ambiguïté quant à l'appréciation du danger de la situation. Les trames et les grilles d'évaluation du danger, qui ne sont pas systématiquement employées par les forces de l'ordre, servent néanmoins aux enquêteur·rice·s comme des pistes pour agir ; par exemple, lorsqu'il est indiqué que l'auteur détient des armes et qu'ainsi une fouille de domicile est ordonnée. Elles servent comme des appuis pour communiquer les informations significatives au parquet comme lorsque les violences sexuelles sont évoquées sans que cela ne fasse l'objet de la plainte ; ainsi elles *peuvent* permettre d'envisager des investigations plus poussées (est-ce qu'il y a d'autres violences qui peuvent être caractérisées ?) ; elles servent également à notifier les agent·e·s des forces de l'ordre que c'est une situation qui nécessite de la célérité et un éloignement sans délai par le biais d'une garde à vue. Il est important de noter que les directives dans les parquets observés ne sont pas systématiquement adoptées par les forces de l'ordre qui conservent une liberté d'appréciation importante quant à l'urgence et au danger. Les magistrat·e·s de la permanence ont rarement ces grilles sous les yeux au moment de l'orientation d'une plainte même si ces grilles peuvent venir étayer plus tard la décision de distribuer un TGD, par exemple. Finalement, il est aussi important de noter que ces grilles d'évaluation du danger ne sont pas probatoires et peuvent faire objet d'interprétations diverses, question que nous traitons dans la partie II.A.2.

dans des logements inadaptés à leurs besoins, comme par exemple, éloignés des lieux de travail ou des ressources de soins dont certaines ont besoin (Mulla, 2016).

La célérité apporte finalement un avantage pour l'enquête et le recueil d'informations précieuses comme les traces de violences sur le corps repérées par les médecins légistes, les traces dans les lieux où la violence s'est passée et la libération de parole des tiers qui peuvent, ultérieurement, subir des pressions extérieures à ne pas dénoncer les faits. La célérité a toutefois des limites lorsque la personne victime des violences est toujours dans une démarche de culpabilisation ou qu'elle n'est pas encore décidée sur sa vie future, impossible de la concevoir sans son conjoint. Si les magistrat·e·s du parquet sont conscient·e·s que la libération de la parole se fait parfois progressivement, un des objectifs de la célérité est d'éviter que le silence soit imposé aux victimes lorsque les forces de l'ordre refusent de prendre les plaintes ou ne communiquent pas les plaintes au parquet.

Les politiques pénales à l'échelle du ressort sont énoncées lors des réunions ou dans les conférences de presse, mais c'est véritablement dans la pratique au sein de la permanence et dans l'interlocution des magistrat·e·s du parquet avec les services de l'enquête que les exigences sont formalisées concrètement : les parquetier·ère·s insistent, ou non, sur la rapidité des enquêtes, la nécessité de faire une garde à vue, d'aller chercher le mis en cause qui n'a pas comparu pour une audition libre, exigent que l'enquête de voisinage soit faite, qu'on entende les proches du couple, que les messages électroniques soient exploités, etc. Cette relation n'est jamais agonistique, ou au moins nous avons rarement été témoins d'interactions qui ont dégénérées parce que, par exemple, l'OPJ informe le parquet qu'aucun fonctionnaire n'a pensé prendre les photos de Madame qui refuse, d'ailleurs, une visite à l'unité médico-judiciaire alors que son corps portait des traces visibles de contusions compatibles avec ses dénonciations. La relation peut être néanmoins tendue lorsqu'à l'autre bout de fil – c'est-à-dire du côté des services d'enquête – les demandes sont considérées comme trop exigeantes au vu d'un manque de moyens importants.

Des attentes différentes, extrait d'une observation à la permanence téléphonique de Rochebrune (2022) :

L'OPJ explique à la substitute du procureur qu'ils ont pris une main courante pour une affaire de violences par conjoint parce que « Madame ne voulait absolument pas porter plainte » mais, finalement la femme est revenue et a admis que ce n'était pas la première fois mais la troisième fois qu'il y a eu des violences. L'OPJ évoque un œil au beurre noir, des violences graves et répétées dénoncées. Aucune photo n'a été prise.

La substitute insiste pour qu'il demande à Madame de revenir et lui dit qu'il doit « absolument prendre des photos ». Elle leur demande de faire une enquête de voisinage.

Substitute : Il y a des enfants à domicile ?

OPJ : Oui. Deux enfants – 3 ans, l'autre a 8 ans.

Substitute : Donc l'enfant à 8 ans, il est audible.

OPJ : La mère craint les représailles.

Substitute : Oui, donc on va l'écouter à l'école.

OPJ : Ça va être compliqué.

Substitute : D'accord il faut essayer de la convaincre.

A la fin de l'échange, la substitute évoque avec nous les difficultés avec certains commissariats sur le ressort. « Quand je travaille avec eux, je sais que je dois être très précise. C'est stressant d'être sûre que le compte-rendu est complet et objectif... c'est difficile d'en tirer des informations sur les enfants, si elle a peur, si c'est dans un contexte de séparation. Il faut les convaincre d'aller plus loin. » Mais, elle admet qu'ils ont des problèmes de moyens, de stock et sont parfois incompetents et finalement que « ce n'est pas de la mauvaise volonté ».

L'accent sur la célérité et la rapidité ne fait pas néanmoins consensus au sein du corps des magistrat·e·s – certain·e·s doutant de la véritable urgence des plaintes qui relèvent de conflits ou de disputes qui seraient mieux résolus par la séparation et si besoin, la médiation d'un·e JAF. D'autres encore craignent que la pression qu'exerce le temps d'une garde à vue fasse que les magistrat·e·s et les enquêteur·rice·s travaillent à un rythme qui ne permet pas d'apprécier la complexité d'une affaire de violence conjugale. Or ces arguments tendent tous vers la minimisation des violences, vers la réduction de la majorité de violences par conjoint à des conflits restreints à un temps et à un contexte donné, et vers la non prise en compte d'une possible réitération. A Chaberton, par exemple, la référente VIF qui était anciennement référente VIF dans un tribunal judiciaire d'une région particulièrement touchée par les violences conjugales et les féminicides conjugaux, nous explique qu'elle ne voit pas très bien l'intérêt à systématiser la garde à vue (GAV) sur le ressort parce que les VIF à Chaberton relèvent surtout de la misère sociale et d'une consommation d'alcool excessive et que ce n'est pas du même ordre que ce qu'elle a vu ailleurs. Selon cette vice-procureure, il n'y a pas de nécessité de la mettre en place pour confronter les violences conjugales sur ce ressort petit et très rural. Si le ressort est confronté à d'autres difficultés liées à la ruralité comme l'accès aux ressources et un manque d'effectifs, il ne rencontre pas un problème de stock. La célérité, dès la saisie d'une plainte n'est donc pas ici forcément conçue comme bénéfique pour la victime, l'enquête et les opportunités de poursuite et demeure un outil pour les flagrants délits.

2. Les signaux d'alerte : évaluer dans un premier temps l'urgence et le danger

Sur toutes les juridictions, le travail de célérité s'accompagne aussi d'un nécessaire travail de hiérarchisation : trouver une manière de qualifier les infractions pour répondre aux nouvelles exigences mais aussi prendre en compte la grande diversité des affaires dans ce contentieux. Si les magistrat·e·s aujourd'hui essaient de considérer toute affaire de violence par conjoint comme « grave », toute affaire, néanmoins, n'est pas renvoyée en comparution immédiate, toute victime ne se voit pas attribuer un dispositif de protection tel que le téléphone grave danger.

Ce travail de hiérarchisation est comparable à un travail de pronostique. Une fois les violences dénoncées et lorsque les éléments qui éclairent le contexte de la vie du couple sont recueillis, les parquetier·ère·s doivent orienter le dossier et répondre tout en tenant compte du nombre d'effectifs et dispositifs disponibles. Autrement dit analyser les données concrètes pour mettre en place une réponse efficace mais aussi *anticiper* ce qui n'est pas encore arrivé pour assurer la protection de la victime qui est dans une situation délicate.

Le flux de dossiers – aujourd'hui en augmentation – présente une difficulté en amont pour les procureur·e·s qui se voient obligé·e·s de réfléchir différemment sur des incidents qui passaient autrefois par des voies « alternatives » comme des rappels à la loi et des compositions pénales accompagnées d'un stage de responsabilisation. Constat affirmé par plusieurs de nos interlocuteur·rice·s dans les différents secteurs du tribunal, les magistrat·e·s s'interrogent sur des affaires qui n'étaient pas toujours considérées comme un objet de la justice pénale en priorité. La question de la hiérarchisation des dossiers n'est ainsi plus contrainte par la gravité objective des faits (avec une ITT²¹ supérieur à 8 jours, par exemple) mais par une multitude de critères, le premier étant justement le contexte de la conjugalité – circonstance aggravante comme principe pénal depuis 2006 (Couturier, 2011).

« Après, c'est toujours compliqué de dire tel dossier par rapport à tel autre mais, enfin, globalement les violences conjugales sont quand même des infractions qui sont préoccupantes et aussi, évidemment parce qu'elles sont dans la sphère conjugale qui doivent être normalement dans la sphère de protection, d'équilibre, de tranquillité, de liberté absolue. Par nature ces dossiers-là, ils sont prioritaires. Et ensuite, à l'intérieur des dossiers on essaie de voir les faits qui sont commis par récidive légale. Evidemment c'est plus inquiétant, les faits où les prévenus auront des antécédents judiciaires notamment en matière de violences, notamment en matière de menace de mort, porte d'armes, des choses comme ça. Ou bien des condamnations qui révèlent des addictions de stupéfiant et alcool parce qu'on sait aussi sociologiquement qu'il y a quand même beaucoup de prévenus qui passent à l'acte dans les situations de consommation toxique.

²¹ L'incapacité totale de travail

Ce qu'on regarde aussi c'est la date des faits ; on a des faits qui sont parfois très anciens et d'autres non, donc on peut regarder leur date. Et dans la date il y a aussi le fait de savoir si ce sont des faits ponctuels, un fait de violence, un ou deux, ou alors si c'est une période de violence donc là c'est vrai que c'est important pour savoir si on va prioriser un dossier par rapport à l'autre. » (Mme Turner, Vice-procureure, Ventoux, 2021)

La récidive légale, les antécédents et la consommation « toxique » d'alcool ou de drogues du mis en cause soulignent l'intérêt de faire remonter en priorité certains dossiers par rapport aux autres. D'autres signaux sont apparus de manière plus ou moins formelle, évoqués par nos interlocuteur·rice·s – notamment du côté du parquet – comme par exemple, le déplacement de la victime vers le commissariat, qui est parfois lu comme une indication d'une situation inquiétante. Nos interlocuteur·rice·s auprès du parquet ont tou·te·s constaté une transformation récente très importante dans les mentalités de leurs collègues : une plainte retirée n'est pas le signe de l'apaisement de la situation ou la preuve de l'instrumentalisation de la justice par une plaignante. Au contraire, le retrait de plainte est aujourd'hui largement reconnu comme une indication de l'emprise, une peur de représailles, ou de la vulnérabilité et de l'isolement de la plaignante.

Or ces signaux d'alerte font objet d'interprétations différentes : dans certains cas, au lieu d'être des éléments sur lesquels on peut s'appuyer pour justifier une enquête plus approfondie, des mesures d'éloignement plus contraintes, etc., ces éléments prennent un tout autre sens. Il n'y a pas ainsi une « normalisation » des critères de hiérarchisation ou des signaux d'alertes partagés au sein de la communauté des magistrat·e·s. Autrement dit, les indicateurs de la dangerosité ne font pas partie d'une culture de référence commune à travers les juridictions.

Prenons pour exemple cet extrait de nos observations (2022) où les signaux d'alerte sont discutés pour éclairer la zone grise entre l'opportunité de poursuivre l'enquête et la possibilité de nuire à la vie d'une femme qui, depuis sa dénonciation initiale, s'est refermée sur elle-même et ne souhaite plus collaborer avec la justice :

Les signaux d'alerte vus entre une stagiaire et une magistrate, extrait d'observations (2022) :

La stagiaire fait un résumé de l'affaire : Une femme avec deux enfants a déposé plainte un an auparavant pour violences conjugales. Elle indique au moment de la dénonciation qu'elle ne souhaite pas « déposer plainte », elle veut juste « fuir » son conjoint. 10 mois plus tard la procureure de la République a eu connaissance de la plainte et elle demande que Madame soit réentendue par les enquêteurs ainsi qu'une expertise psychologique soit faite. 2 mois plus tard (donc un an depuis sa première plainte), lorsque Madame est

réauditionnée, les policiers la décrivent comme « très réticente à vouloir parler » et ayant « très peur qu'il y ait vengeance ». Le frère de Madame, aussi entendu lors de l'enquête préliminaire dit qu'il n'a rien vu [en termes de violences] mais qu'il n'était pas non plus au courant de sa vie et qu'il « en a marre d'entendre leurs histoires ». En ce qui concerne les violences, Madame est très précise sur les types de violences qu'elle a subies mais « elle n'a pas fourni des certificats ».

La stagiaire et la magistrate discutent des options de poursuite possibles et se mettent d'accord sur la possibilité de *produire* une situation négative, stressante, voire dangereuse pour la femme si le mis en cause est convoqué en audition libre. La magistrate propose à la stagiaire deux options : 1) arrêter là [classement sans suite], 2) entendre Monsieur en audition libre.

La stagiaire réfléchit sur les détails de l'affaire. Elle note qu'à la suite de sa deuxième audition (10 mois après sa première plainte) l'avocat de Madame a aussi écrit à la procureure en soutien de sa cliente qui refuse de coopérer avec la police. La lettre explique que depuis sa première plainte, le couple s'est séparé et il n'y a plus eu d'incidents. La stagiaire note aussi que le tout premier signalement s'est fait par la plateforme en ligne « donc ça montre bien qu'elle cherchait une porte de sortie et qu'elle n'a pas forcément voulu porter plainte ».

La magistrate demande après l'histoire criminelle de Monsieur mais la stagiaire indique que sur les éléments fournis, il n'y a pas sa date de naissance – elles ne peuvent pas regarder son B1.

La stagiaire détaille les violences que Madame a explicitées et qui remontent à 2004 et encore à 2009 – elles seront donc prescrites – puis en 2018 il l'aurait bousculé pour qu'elle tombe au sol et l'aurait retenue (incident suite auquel elle aurait appelé son frère). En 2021, la liste s'élargit : elle a parlé de violences morales, d'un traqueur placé sur son portable sans sa connaissance (deux fois), d'humiliations, et du contrôle de ses activités à l'extérieur de la maison.

La magistrate sort de son rôle de mentor : « Je n'aime pas le traqueur. On va le [mis en cause] faire entendre. On va ressaisir les enquêteurs de chez elle. Réentendre Madame et lui demander qu'elle nous communique l'adresse de Monsieur ». Pour expliquer sa décision à la stagiaire, elle raisonne : « Si c'était juste une gifle à un moment de séparation qui s'était régularisée [on aurait pu arrêter-là] ... mais moi, je n'aime pas ce traqueur ».

La stagiaire note que Madame ne veut pas forcément porter plainte mais qu'elle veut juste fuir son conjoint. Pour la stagiaire, la place de la justice n'est pas forcément caractérisée si la femme ne souhaite pas porter plainte, malgré les dénonciations des violences. Or, *nous* avons plutôt envie de dire qu'une femme qui n'arrive pas à quitter son conjoint – peu importe que la violence soit caractérisée à ce stade ou non – est déjà un indicateur que quelque chose ne va pas. Une femme qui cherche à « fuir », ce n'est pas la même chose qu'une femme qui cherche à « partir ». Si c'est le traqueur qui retient l'attention de la vice-procureure et transforme un dossier « gris » en dossier « alerte », il y a d'autres signaux qui auraient pu être soulevés pour justifier que l'enquête se poursuive : une intensification de la violence au moment de la séparation du couple, l'accumulation des formes de violence – c'est-à-dire violence physique, humiliation, et contrôle.

Puis la peur de la vengeance, la présence des enfants sont aussi des éléments qui sont souvent évoqués comme des « signaux » permettant de creuser plus loin. Et finalement, il en va de même pour le premier signalement qui s'est fait sur une plateforme discrète, ce qui peut suggérer que c'est une femme qui a connaissance des supports récemment mis en place pour les femmes en danger. Mais la problématique au cœur de la discussion entre la stagiaire et la magistrate – la possibilité de produire une situation dangereuse pour la victime – démontre bien le « *double bind* » (Bateson, 2000) que les violences conjugales posent lorsque les plaintes ne sont pas traitées : intervenir pour protéger la victime, ne pas intervenir pour protéger la victime.

Cet exemple qui illustre aussi le partage de savoirs judiciaires entre une stagiaire qui n'a pas encore intégré l'ENM et une magistrate référente de violences conjugales témoigne de la complexité des affaires de violences conjugales qui sont amenées à l'attention du parquet et qui nécessitent une lecture fine des déclarations de la victime dès sa première dénonciation. L'exemple démontre aussi l'importance de la célérité – ici le parquet est averti de la situation 10 mois après la plainte initiale ; ce délai a causé l'hostilité de la plaignante qui ne souhaite plus dialoguer avec les policier·ère·s et qui donne pour raison la peur des représailles (mais que nous entendons aussi comme un manque de confiance dans le système judiciaire qui s'est resté immobile pendant dix mois). La toute première prise de plainte ne tient pas compte des éléments probatoires comme les traces de violence physique ou des données informatiques suite à une exploitation téléphonique – il y a sans doute un risque que l'infraction ne soit jamais caractérisée au vu des lacunes de l'enquête. Finalement cet extrait est aussi très intéressant sur le plan de la prise de décision. Reçu par la voie des *courriers* que la stagiaire a été chargée de trier, traiter et présenter à la vice-procureure, cette affaire a déjà fait objet d'une première décision pénale à la permanence après la deuxième audition de Madame : un classement 21²². Une fois classée, la plainte a fait son retour au parquet afin d'être validée par la magistrate qui a pris la décision. Dans ce cas-là, la magistrate revient sur sa décision initiale et demande plus de renseignements.

Nous avons pu discuter avec la magistrate sur ce choix initial de classer sans suite la plainte. Elle nous explique qu'elle a pris cette décision sur la base du compte-rendu d'enquête, moyen de communication essentiel entre les parquetier·ère·s à la permanence et les OPJ où ces dernier·ère·s essaient de faire le sommaire d'éléments *pertinents*. Selon la magistrate, le compte-rendu n'a pas

²² Infraction insuffisamment caractérisée

fait mention d'un traqueur, ni de l'étendue de la violence, ni de son intensification. Si elle l'avait su, elle ne l'aurait jamais classée sans suite dans un premier temps.

3. Réponses pénales et la « barémisation » de la violence par conjoint

Le second volet de la priorisation est celui d'une augmentation de la sévérité de la réponse : moins d'alternatives, plus de poursuites. Cela peut se faire au niveau pré-sentenciel en plaçant le mis en cause sous contrôle judiciaire avec des obligations et des interdictions de contact et des mesures de protection pour les victimes. La sévérité se poursuit également, en théorie, lorsque le parquet fait ses réquisitions devant un·e juge demandant des peines plus importantes et mobilisant plus d'effectifs (du côté du service pénitentiaire ou du tribunal si l'auteur est suivi en milieu ouvert).

Les deux formules « plus vite » mais aussi « plus sévère » résument d'une certaine manière les politiques pénales dans nombre de tribunaux. Mais comment saisir cette idée de la sévérité des réponses pénales à l'échelle qui nous intéresse, nous, les ethnologues – c'est-à-dire au niveau de la prise de décision au cas par cas ? Qu'est-ce qui détermine cette sévérité ? Mais aussi, qu'est-ce qui la rend légitime ? Le substitut du procureur Monsieur Renoir nous a donné déjà un premier élément de réponse lorsqu'il nous dit qu'il y a moins d'orientation envers les alternatives et plus de réponses fermes qui appuient sur les contrôles judiciaires, les convocations à comparaître devant le tribunal et les comparutions immédiates pour les flagrants délits. Nos questionnements au cours des journées de suivi ou pendant des moments de discussion cherchaient à saisir *comment* les décisions pénales sont prises sur le contentieux des violences conjugales et de saisir le regard des parquetier·ère·s sur les divers éléments d'un dossier qui sont apportées à leur attention.

Penchons-nous sur ce petit extrait qui souligne l'ignorance de la chercheuse au tout début de son terrain et qui, après avoir observé des audiences correctionnelles, cherchait à comprendre la grande diversité des réquisitions du côté du·de la ministère public, et plus précisément cherchait à savoir si les parquetier·ère·s s'appuient sur une grille ou un barème qui les aide à rendre cohérent et constant leurs choix – comme par exemple les « *sentencing guidelines* »²³ imposé par la branche judiciaire de Westminster au Royaume-Uni ou les barèmes qui sont imposés dans d'autres infractions comme les infractions routières (Gerry-Vernières, 2019).

Fischer : Quelle est la procédure pour le parquet pour choisir une peine, pour choisir une sanction ?

²³ <https://www.sentencingcouncil.org.uk/offences/>

Sisley : A l'audience vous voulez dire ? Comment on fait pour choisir une peine ? [elle rit] C'est notre métier en fait. On a été formé pour ça. On a notre expérience aussi, c'est-à-dire qu'on a vu plein de situations et on s'appuie aussi sur des choses qu'on a vues précédemment pour se dire, tel comportement pour tel dossier, ça mérite telle ou telle peine.

La réponse de Madame Sisley, vice-procureure et ancienne référente de violences conjugales à Ventoux, décrit le travail du parquet – précisément les prises de décisions pénales – comme le produit de la formation professionnelle du·de la parquetier·ère. Cette réponse est bien évidemment peu satisfaisante car nous pouvons constater d'une année à une autre comme d'une décennie à une autre que la réponse pénale vis-à-vis les violences conjugales a évolué. Même si le taux de classements demeure stable, la manière dont le parquet confronte les violences conjugales avec la collaboration des services de sécurité et d'enquête s'est beaucoup transformée bien que « la formation » pour sensibiliser les magistrat·e·s soit mineure. Mais plus loin dans notre discussion avec Madame Sisley, nous avons une réponse plus concrète de la politique pénale qui s'est cristallisée dans les derniers mois sur Ventoux et qui dépend de multiples facteurs et en premier lieu la lecture des « signaux d'alerte » qui témoigne d'une dangerosité ou non de l'auteur et qui a un effet sur l'orientation des affaires.

« Si on arrive à caractériser l'infraction il y a plusieurs paliers de sanction, plusieurs orientations pénales possibles. On peut [en premier palier] faire des rappels à la loi, par le délégué du procureur, ça veut dire qu'on fait convoquer le mis en cause devant le délégué du procureur pour faire un rappel à la loi. Ça, on le fait très souvent. Ce qu'on fait le plus souvent maintenant quand ce n'est pas très grave, quand c'est la première fois – enfin, « quand c'est pas très grave » [elle signe des guillemets], c'est toujours grave, enfin, quand il y a pas de – quand les faits semblent être un fait isolé, vraiment un geste, une claque, un fait isolé qui ne s'est jamais produit avant avec un auteur qui reconnaît les faits, on va faire une composition pénale avec un stage [...] Donc vient après le deuxième palier, on va dire : on convoque le mis en cause à l'audience. S'il reconnaît les faits, ça va être par exemple une double convocation CRPC/COPJ c'est-à-dire une comparution sur la reconnaissance préalable de culpabilité où le parquet propose la peine, la personne l'accepte et après c'est validé par un juge, donc ça, c'est le deuxième palier. La peine qui est proposée comprendra la plupart de temps ce stage et peut être en plus quelques mois d'emprisonnement avec sursis ou une amende. Voilà, ça, c'est le pallier un peu intermédiaire, mais, toujours pareil, quand les gens reconnaissent les faits. Quand les gens ne reconnaissent pas les faits, ou bien s'ils reconnaissent les faits mais qu'on se dit qu'il y a une situation de danger, c'est-à-dire si on se dit qu'il faut évincer la personne du domicile, on va encore monter d'un cran et ça va être une CPVCJ, c'est-à-dire une comparution par procès-verbal assortie d'un contrôle judiciaire. Donc [ensuite] la comparution immédiate ça va être pour des faits plus graves ou bien les récidivistes. » (Madame Sisley, Vice-procureure, Ventoux, 2021)

Le travail d'immersion nous a laissé le temps de réfléchir et poser des questions sur les enjeux précis, parfois à l'échelle du ressort, mais aussi à l'échelle d'un·e parquetier·ère ou d'un dossier,

relevant l'importance relative de certaines cultures juridictionnelles et les éléments précis d'un dossier qui sont remontés par plusieurs voies aux parquetier·ère·s.

Seul Ossau nous a présenté et nous a parlé d'une grille de réponses attendues par le procureur de la République au moment où nous avons fait notre enquête. Cela ne veut pas dire que les autres juridictions répondaient de manière incohérente – le principe de l'harmonisation des réponses était bien acquis parmi l'ensemble de parquetier·ère·s à Ventoux ainsi qu'au sein du service dédié à Rochebrune. A Chaberton, vu le faible nombre de parquetier·ère·s sur ce ressort de petite taille, la question de l'harmonisation des réponses n'était pas un enjeu très fort et la direction se concentrait plutôt sur la mise en place de dispositifs et de circuits de communication entre les acteurs et les actrices du ressort.

A Ossau, la grille de réponses pénales, plutôt qu'un barème au sens strict, établissait clairement pour tous les acteur·rice·s du parquet les réponses attendues par le procureur de la République avec, par exemple, une réponse pénale minimale (composition pénale avec stage de responsabilisation « Violences Intrafamiliales ») et des directives strictes en ce qui concerne les différents aspects de la situation (antécédents, gravité, présence des enfants, reconnaissance de culpabilité, évincement du mis en cause). Cette grille permet de complexifier et de rendre plus flexibles les réponses des parquetier·ère·s, indiquant clairement les choix et les réponses possibles pour confronter la grande variabilité des violences conjugales. Les éléments multiples qui composent la « sévérité » et la « dangerosité » sont traités au même titre que la personnalité de l'auteur et celle de la victime. Par exemple, selon cette grille, une CRPC²⁴ simple ou avec déferrement est réservée pour les auteurs ayant reconnu les violences avec ou sans ITT *mais* la CRPC simple est réservée uniquement pour les situations où les auteurs n'ont pas d'antécédents, où les faits sont anciens et où il n'y a pas d'enjeu d'éviction ou de séparation des deux parties. La CRPC avec déferrement est à privilégier pour les situations plus complexes où le scénario d'une interdiction de contact et des peines complémentaires est aussi envisagés. Dans ce deuxième cas, l'association qui prend en charge localement les auteurs et qui anime les stages va être sollicitée pour une enquête de personnalité rapide afin d'identifier si les auteurs ou les mis en cause ont les

²⁴ Comparution sur reconnaissance préalable de culpabilité

moyens de se faire héberger (pour minimiser le risque qu'ils rentrent à la maison partagée avec la victime).

En principe, à Ossau, toute infraction caractérisée et qui pourrait engager des poursuites est suivie par l'administration judiciaire d'une manière ou une autre car à Ossau, il ne peut plus, en théorie, y avoir de simples rappels à la loi. Si, depuis 2023, les rappels à la loi ont été supprimés pour l'avertissement pénal probatoire, lors de notre terrain, pour les autres ressorts, les rappels à la loi ont été même privilégiés voire mis en place « très souvent »²⁵. A Ventoux, les rappels à la loi faisaient partie des réponses possibles et une association de défense de droits de femmes à Ventoux nous a indiqué qu'elles préparent les femmes-victimes pour les rappels à la loi malgré le caractère grave des faits car ils sont souvent prononcés sans qu'il y ait d'interdiction de contact ou d'évincement de l'auteur. A Rochebrune, nous avons pu assister à une matinée à la Maison de la Justice pour observer les rappels à la loi avec une déléguée du procureur pour des violences, souvent avec plusieurs jours d'ITT et devant des auteurs qui reconnaissaient peu leur culpabilité. Certains se confiaient devant la déléguée et parlaient des antécédents, des violences anciennes voire habituelles. Sur les 6 rappels à la loi que nous avons observés, 4 étaient pour des hommes pour des violences physiques diverses à l'égard de leur compagne ou ex-compagne. Les 4 partageaient des enfants avec la victime : un qui, selon lui, ne pouvaient plus tolérer les insultes de son ex-compagne avec laquelle il partage un enfant et l'a « poussée » avec le « front » et l'a « tapée » à l'œil, un homme qui a donné plusieurs gifles à sa femme en présence de ses enfants, un homme âgé qui harcèle son ex-compagne, et un homme qui a étranglé et giflé sa conjointe. Aucun n'a reconnu sa culpabilité même s'ils reconnaissaient une partie des faits, chacun a évoqué le fait qu'ils étaient victimes d'une justice sexiste envers les hommes. Seul l'homme âgé a eu une interdiction de contact, deux ont eu une obligation de faire un stage de sensibilisation, et celui qui a reconnu d'étrangler sa conjointe n'a eu aucune obligation. Une femme était convoquée pour les violences par conjoint – co-convoquée avec son mari – elle seule a reconnu sa co-culpabilité. Nous ne pouvons pas tirer d'analyses trop conclusives sur cette demi-journée d'observation mais la déléguée du procureur nous a expliqué que c'était une journée comme les autres, sans surprise. Puis il faut aussi ajouter que Rochebrune est une juridiction sur une agglomération urbaine très dense qui est confrontée à des problématiques de stock et de manque d'effectifs. Hiérarchiser et

²⁵ A savoir que les « rappels à la loi » ne peuvent être prononcés si l'auteur ne reconnaît pas les faits, autrement dit, les faits sont toujours caractérisés *et surtout* reconnus.

orienter les affaires vers les alternatives là où ailleurs ils pourront faire l'objet d'une CRPC correspond aux politiques pénales qu'on retrouve dans les très grands ressorts (Aubert, 2010).

La mise en barème ou la *barémisation*, en plus d'harmoniser les réponses du parquet, rend aussi plus « serein » le travail des substitut·e·s et vice-procureur·e·s qui ressentent une pression dans leur travail qui, pour les plus ancien·ne·s, est inédite mais qui, pour les plus novices, a toujours existé au service de l'action publique. Plusieurs parquetier·ère·s nous ont parlé de la difficulté à trouver des procureur·e·s ou des substitut·e·s prêt·e·s à prendre sur eux·elle la responsabilité d'un·e référent·e violences conjugales et du fait que les magistrat·e·s adhèrent mal au travail des violences au sein de la famille, qui nécessitent une certaine forme d'investissement. Cela peut paraître étonnant d'entendre que les magistrat·e·s s'attachent difficilement à un travail qui constitue une si grande partie des infractions commises en France, mais témoigne néanmoins d'un malaise professionnel et peut-être personnel à travailler sur ce contentieux : la peur de faire une erreur qui leur revient (on mobilise souvent l'exemple d'un féminicide conjugal qui arrive après un classement sans suite) mais aussi parfois de la difficulté de plonger dans les vies intimes des personnes. Cette réticence ou peut-être « frilosité » était néanmoins moins présente chez les juges aux affaires familiales, les juges de l'application des peines, ou bien les juges des enfants qui, au contraire, ont souvent fait carrière dans les domaines familiaux. Si, comme l'explique Madame Cassat dans l'extrait d'entretien ci-dessous, il subsiste toujours « un reste d'appréciation », les grilles ou les barèmes permettent d'établir clairement les réponses attendues par sa direction et peut, par défaut, orienter son choix là où peut-être il aurait pu être proposé une réponse moins sévère.

« Mais c'est vrai que traiter les violences conjugales, ça ne se fait pas toujours de façon sereine parce qu'il y a un emballement médiatique. Ce n'est pas *que* médiatique, parce que c'est aussi politique. Le fait qu'on ait à rendre des comptes et qu'on soit interrogé sur des – enfin, on sait que s'il y avait quelque chose qui se passait, on serait interrogé sur telle ou telle situation, telle ou telle décision qu'on a prise et le fait d'avoir des consignes très précises aussi, ça nous permet de nous dire, là, j'ai fait comme ce qu'on m'a demandé de faire. Et donc aussi, s'il se passe quelque chose, ce ne sera pas moi qui serai seule responsable – donc, je pense que ça apporte aussi un peu de sérénité. Le fait d'avoir mon cadre bien précis à appliquer et ça peut donner l'impression que je suis un petit robot qui applique les directives mais finalement, maintenant que je sais quels sont les traits principaux de la politique pénale du procureur, je suis aussi amenée à m'en détacher. Et, évidemment, une situation ne rentre pas totalement dans une case donc malgré tout, j'ai toujours un reste d'appréciation. Mais il y a quand même ces directives très claires qui font que ça a aussi beaucoup modifié les affaires qui... Moi, j'ai le sentiment, mais encore une fois, je n'étais pas là avant, j'ai l'impression, en discutant avec les collègues, que malgré tout, le fait qu'on ait une politique pénale de lutte contre les violences conjugales qui soit aussi claire et aussi volontariste – il y a beaucoup plus d'affaires, finalement, qui sont

judicialisées et qui sont amenées devant un tribunal que d'affaires qui sont amenées devant un délégué du procureur pour une alternative aux poursuites. » (Mme Cassat, substitute du procureur, Ossau, 2001)

Il peut être intéressant de noter que la barémisation de la justice peut aussi être utile dans des moments « mouvementés » où par exemple, il y a une forte circulation de magistrat·e·s, lors des crises sanitaires, lorsqu'un service est tendu et doit s'appuyer sur les efforts des remplaçant·e·s, ou bien simplement pendant le week-end, les jours fériés ou le soir. Par exemple, le service dédié à Rochebrune rencontre néanmoins des difficultés lors des week-ends – la vice-procureure chef du service nous a parlé ouvertement de cette complication et nous a dit assurer une relecture tous les lundi matin des décisions prises par des membres extérieur·e·s à son service qui ont assuré des remplacements. Nous avons pu voir en temps réel ce travail de rattrapage lors d'une journée au bureau d'aide aux victimes où une stagiaire s'inquiète de la décision prise par le parquet le week-end pour un déferrement dans l'après-midi – une CPPV avec placement sous contrôle judiciaire. Or, à partir des éléments apportés par la victime, il était étonnant pour la stagiaire de ne pas voir comme réponse une comparution immédiate avec un mandat de dépôt (plusieurs antécédents judiciaires, aucun respect des interdictions, une violence d'extrême gravité avec une histoire longue d'addiction à des opioïdes, une victime vulnérable avec des handicaps psychologiques importants). La stagiaire doit tenir compte des émotions de la victime qui « est dans une panique totale ». Mais en même temps, il est délicat pour elle, qui est seulement stagiaire, de s'interroger sur les décisions d'un·e magistrat·e et de s'assurer que cette personne avait bien accès à tous les éléments pertinents de l'enquête. Quelques heures plus tard, la stagiaire reçoit un mail du juge des libertés et de la détention l'avertissant que le mis en cause va paraître en comparution immédiate et il y a eu une requalification de l'infraction.

B. Prévenir, protéger (et communiquer)

La prévention et, d'un grade plus important encore, la protection constitue un travail important au sein du parquet avec la mise en place de nouvelles initiatives et l'amélioration de circuits de communication afin qu'ils soient plus efficaces. La prévention et la protection se situent tout au long de la prise en charge judiciaire pour éviter que les violences se produisent dans un premier temps, s'aggravent, ou se reproduisent ensuite. Le parquet joue un rôle central lorsqu'il est alerté d'une situation « inquiétante » – ce qui peut déclencher un contact avec les personnes concernées. Plus directement, le parquet peut aussi mettre en place des mesures coercitives d'éloignement et

d'interdiction de contact et distribuer des dispositifs tels que le TGD lorsqu'il y a un risque de réitération ou d'aggravation des violences. Le parquet n'est pas le seul service au sein du tribunal à prendre en charge la protection, puisque les cabinets de JAF et les cabinets de JAP jouent aussi des rôles importants. Mais c'est le parquet qui est en position de réunir les éléments essentiels d'un dossier afin d'éclairer le contexte des situations pour les autres acteur·rice·s.

Depuis 2014, un des grands axes de la lutte contre les violences « au sein du couple », et qu'on retrouve dans un circulaire du ministère de la Justice du 24 novembre 2014, était de désigner un·e référent·e de violences « commises au sein du couple »²⁶ afin de garantir la communication mais aussi « un traitement diligent et cohérent des signalements de personnes en situation de danger au sein du couple. Ce magistrat a vocation à participer aux actions de formations des professionnels et aux actions diverses de communication en direction du public. Il assure l'interface avec les associations d'aide aux victimes. ». Le·la référent·e, désigné·e comme référent·e « violences conjugales » ou référent·e « violences intrafamiliales » de manière interchangeable sur le terrain, est aujourd'hui toujours « le point contact » pour ses collègues au sein du tribunal mais aussi pour ses partenaires extra-juridictionnels (les associations, les forces de l'ordre, l'ordre des médecins, l'éducation nationale, etc.)²⁷. Les référent·e·s sont aussi souvent chargé·e·s de mettre en place des nouvelles initiatives et de consolider la communication avec les autres secteurs du monde judiciaire, qui ont, eux aussi, évolué sur ce contentieux. Les rôles accordés aux référent·e·s changent d'une juridiction à une autre en fonction de leur place dans la hiérarchie, de l'organisation du service, des politiques pénales et des moyens de chaque juridiction.

Dans les parquets organisés sur un fonctionnement généraliste comme à Ventoux²⁸, Ossau, ou encore Chaberton, les référent·e·s participent aussi au fonctionnement général du parquet et ne sont pas spécifiquement dédiés au contentieux de violences conjugales exclusivement (ou le contentieux VIF/mineur plus largement). Les référent·e·s avec qui nous avons pu discuter n'étaient

²⁶ [Circulaire du 24 novembre 2014 d'orientation de politique pénale en matière de lutte contre les violences au sein du couple et relative au dispositif de téléassistance pour la protection des personnes en grave danger](#)

²⁷ Néanmoins, nous pouvons noter que la mise en place de juristes assistant·e·s ou de chargé·e·s de mission a aussi pour effet de distancier encore les magistrat·e·s de leurs partenaires pour qui l'interlocuteur·rice est devenu le·la juriste assistant·e/chargé·e de mission. Si ces dernier·ère·s sont très compétent·e·s pour répondre aux partenaires ou pour faire le lien avec les référent·e·s et d'autres magistrat·e·s, nous pouvons penser à la valeur symbolique de l'intervention directe d'un·e magistrat·e qui va pouvoir parler directement à des victimes qui reçoivent des TGD ou des BAR, les avocat·e·s, les acteur·rice·s associatifs, etc.

²⁸ A Ventoux il y a deux référentes au parquet

pas *a priori* des « spécialistes » dans le domaine des violences conjugales mais nous ont souvent dit être intéressé·e·s ou passionné·e·s par ces questions alors qu'il·elle·s n'ont pas préalablement suivi une formation professionnelle dans la matière (évoquant parfois des cursus ponctuels au cours de l'ENM qui étaient globalement considérés comme insuffisants). L'apprentissage se fait sur le terrain et à travers une formation personnelle et individualisée ; les magistrat·e·s nous citaient les tribunes de presse qui se sont développées sur le sujet des féminicides conjugales dans les dernières années, des travaux de psychologues, notamment sur les notions d'emprise et, occasionnellement, les écrits du magistrat Edouard Durand.

Depuis septembre 2022, nous avons vu se généraliser sur le territoire français l'introduction des juristes assistant·e·s en matière de violences conjugales. Leurs tâches pouvaient inclure la préparation des historiques judiciaires des mis en cause (les antécédents, procédures en cours) lorsqu'une enquête était ouverte où il y avait une garde à vue à la permanence, l'alimentation des dossiers pour préparer l'audience, le suivi des dispositifs et les mesures de protection, et la coordination avec les autres acteur·rice·s de la justice et ses partenaires. Vers la fin de notre terrain, dans certaines juridictions, nous trouvions également un·e juriste assistant·e dédié·e aux violences conjugales pour le siège. Les juristes assistant·e·s s'impliquaient dans le travail très chronophage qui est la relecture des évaluations de victimes, des procès-verbaux d'audition, les évaluations SPIP, etc., pour souligner les éléments inquiétants et qui signalaient la dangerosité ou l'urgence d'une situation. Un filtre en quelque sorte pour le·la magistrat·e qui n'a pas forcément le temps de lire les évaluations et les PV d'audition, les juristes assistant·e·s peuvent aussi servir à enrichir le service qu'ils intègrent : à Ossau et à Rochebrune, les juristes assistantes avaient des connaissances préalables du domaine des violences conjugales, ayant travaillé dans le monde associatif.

Les référent·e·s et les juristes assistant·e·s ne sont pas les seul·e·s acteur·rice·s qui portent le traitement judiciaire des violences conjugales, or il·elle·s sont souvent ceux et celles qui assurent une prise en charge quotidienne au sein du parquet et veillent à l'application des politiques pénales déterminées par le·la procureur·e de la République. Par exemple, nous allons voir que dans, une juridiction, l'initiative de mettre en place un protocole de haute vigilance pour les sortants de détention dans les maisons d'arrêt était à l'origine le fruit d'une collaboration avec le directeur adjoint de la maison d'arrêt, ses collègues au tribunal et l'association d'aides aux victimes. Les services de greffe sont aussi impliqués dans l'organisation des dossiers VIF et doivent gérer et

s'assurer que les documents pertinents arrivent à la connaissance des acteur·rice·s compétent·e·s. Finalement, les associations sur le ressort, comme les associations porteuses des TGD ou des BAR, celles qui gèrent les contrôles judiciaires, celles qui fournissent des évaluations de victimes/auteurs, etc., sont indispensables pour *l'exécution* d'une grande partie de nouvelles initiatives.

Les volets de la protection et de la prévention contre les violences conjugales sont inextricables de l'activité quotidienne des parquets où, pour fonctionner, il faut une communication constante et efficace sur des situations multiples, qu'il s'agisse de la sortie imminente de détention d'un auteur de violences conjugales ou du signalement d'une violation d'une ordonnance de protection.

1. Suivi dossiers « violences intrafamiliales »

a) Les « sortants » de détention

Tous les parquets sur lesquels nous avons mené notre enquête se sont emparés de la question du suivi des sortants de prison, ciblé comme un moment critique dans les parcours des auteurs *et* des victimes. Des protocoles de « vigilance » visent à évaluer les détenus pour les VIF dans un premier temps et à remettre un rapport au parquet et aux juges de l'application des peines avant leur sortie imminente de détention. Le but est d'évaluer la dangerosité d'une personne condamnée et de vérifier si des mesures supplémentaires de contrôle ou de restriction pourraient être envisagés. C'est aussi un moment pour prendre contact avec la victime afin de l'aviser que l'auteur des violences va sortir, de faire le point sur son état d'esprit et de faire remonter des éléments pertinents aux magistrat·e·s compétent·e·s. Par exemple, depuis la détention de l'auteur, est-il entré en contact avec la victime ? Y a-t-il eu de sa part des menaces, des pressions ou un contact menaçant de ses proches ? Et c'est tout simplement un moment pour renforcer la reconstruction de la victime du côté associatif et de voir où elle en est au niveau des étapes civiles c'est-à-dire sur les questions de la séparation, du divorce et de la coparentalité. C'est aussi un moment pour renforcer le support judiciaire et instaurer ou reconstruire la confiance entre les victimes des violences et les acteur·rice·s judiciaires en leur promettant d'être attentif·ve·s et « vigilant·e·s » en matière de récidive et de prévention.

A Ventoux, ce protocole de vigilance à l'égard des détenus était particulièrement développé, rassemblant de nombreux·ses acteur·rice·s pour communiquer les informations clés, centralisées autour du service pénitentiaire et puis renvoyées auprès des acteurs et actrices compétentes

(parquet, JAP, association d'aide aux victimes). Au moment où l'enquête nous amenait à Ventoux, les postes de chargé·e de mission et de juristes assistant·e·s n'avaient pas encore été créés et c'était le directeur adjoint et les greffier·ère·s de la maison d'arrêt qui prenaient en charge cette tâche toutes les deux semaines. Leur travail consistait à isoler les dossiers VIF, s'assurer qu'une évaluation se faisait au niveau SPIP et à classifier (à un niveau 1 ou 2) la dangerosité des sortants à partir de plusieurs critères : 1) si la peine était mixte²⁹ ou une sortie sèche ; 2) l'évolution de l'auteur par rapport aux faits commis³⁰ ; 3) son rapport aux soins ; 4) la réitération d'actes violents en détention (verbal/physique) avec d'autres détenus, le personnel, la/les victimes. Le niveau 1 signifie un niveau faible ou modéré de dangerosité sur la base de ces critères ; le niveau 2 signifie un risque de réitération et de vengeance³¹.

Le liste des sortants de détention à l'échelle de la maison d'arrêt est ensuite transmise au parquet et aux juges de l'application des peines : le parquet, de son côté, alerte l'association compétente qui va faire le lien avec la victime pour l'alerter de la sortie de détention de l'auteur, discuter de son état d'esprit à ce moment crucial, et voir s'il y a eu des violations d'interdiction ou des menaces de la part de l'auteur. Les juges de l'application des peines, de leur côté, vont également revoir ce qui est avisé par les services de probation – par exemple, des obligations supplémentaires à la sortie de détention ou des mesures de suivi plus ou moins strictes. Du côté du parquet, c'est un moment décisif pour réévaluer la nécessité d'un TGD pour la victime et lui demander si elle accepterait un BAR dans le cas où le JAP l'estimerait nécessaire. C'est aussi un moment pour voir si une nouvelle infraction a été commise, par exemple, la violation d'une interdiction de contact (article 434-41, Code pénal) ou de nouvelles violences, ce qui peut déclencher des poursuites pénales. Du côté du JAP, c'est un moment pour remettre un BAR lorsque le risque de dangerosité est élevé.

L'importance d'identifier et de qualifier la dangerosité des auteurs condamnés est récurrente dans le travail quotidien des ressorts (et à la maison d'arrêt à Ventoux) où les acteur·rice·s responsables des décisions sont préoccupés par l'isolement des cas « très graves » afin de ne pas épuiser les effectifs ou le stock des matériaux (TGD, BAR), mais aussi afin de préserver une certaine tension sur cette notion de dangerosité : dispenser un TGD est un geste symbolique, certes pour la victime,

²⁹ Avec sursis

³⁰ En appuyant sur le travail fait avec le SPIP

³¹ A notre connaissance, Ventoux était la seule juridiction à mettre en place une telle évaluation en amont

mais aussi pour les forces de l'ordre et les autres acteurs et actrices du monde judiciaire qui seront alerté·e·s et immédiatement de l'urgence afin d'agir. Tout auteur ne peut être considéré comme dangereux et toute victime ne peut être considérée comme vulnérable en vue de cette « managérialisation » des effectifs.

Pour le directeur adjoint, il est important de justifier le niveau 2 car c'est, selon lui, « beaucoup plus intrusif » et cela nécessite souvent que le lien noué avec la victime soit assez poussé, ce qui n'est pas toujours vécu sereinement par la victime qui a mis l'expérience derrière elle et qui n'a pas d'envie de la revivre. Mais cela peut aussi être intrusif pour le détenu qui a purgé une peine et qui est en voie de la réinsertion. Néanmoins, les protocoles de vigilance poussés peuvent coïncider avec la réinsertion lorsqu'on reconnaît que la réinsertion est un processus, parfois très long.

A Chaberton, le travail nécessitant ce protocole de vigilance s'est mis en place tout récemment en septembre 2022 mais ne réunit pas aussi efficacement les acteurs et les actrices clés qui interviennent ensemble mais différemment : par exemple la chargée de mission au parquet reçoit le liste des sortants de la maison d'arrêt, isole les sortants « VIF », vérifie les interdictions, les obligations et les derniers comptes-rendus SPIP. Ensuite, elle contacte l'association compétente pour que cette dernière notifie aux victimes la sortie de l'auteur. Le parquet peut également demander une évaluation de la victime [EVVI] faite par l'association s'il a été alerté d'un comportement inquiétant et, en retour, l'association peut potentiellement faire remonter les informations déclarées par les victimes. Comme à Ventoux et sur les autres juridictions, c'est un moment pour évaluer la nécessité d'un dispositif de protection comme le TGD ou le BAR. Or, pour ce deuxième, il faudrait dialoguer avec le cabinet de la JAP qui, de son côté, effectue aussi un travail de recensement des dossiers VIF des sortants. Parfois ces deux pôles, parquet et JAP, peuvent partager leurs listes mais souvent ils les traitent indépendamment et ne centralisent pas le contact avec les différents organismes de prise en charge. La chargée de mission nous avait indiqué qu'elle vérifiait, puis revérifiait, et encore revérifiait les listes, les variations de nom, des multiples entrées qui se ressemblent afin d'être sûre qu'elle n'avait pas fait d'erreur ou qu'elle n'ignorait pas une erreur d'un autre fonctionnaire (erreur de qualification, d'exécution des peines, etc.). C'est un travail d'une demi-journée toutes les deux-semaines à Chaberton, ressort de petite taille et qui, nous pouvons facilement l'imaginer, est une charge importante de travail pour les plus grands ressorts.

La conception de ce protocole de haute vigilance témoigne des difficultés que rencontrent les ressorts sur le suivi à moyen et à long terme des personnes condamnées pour violences conjugales. D'abord sur le manque de suivi des sortants de prison : une fois sortis, il n'y avait pas de mécanismes pour ressaisir les dossiers, surtout les dossiers qui ne faisaient pas l'objet d'une période de mise à épreuve au-delà d'une période d'incarcération³². Et, au niveau de la classification et des traces laissées, les dossiers n'avaient pas toujours la bonne qualification qui aurait pu permettre de les extraire et de les isoler efficacement (un problème qui s'est depuis amélioré globalement) afin d'apporter un regard attentif aux auteurs de violences conjugales *et* aux victimes. Le protocole repose sur l'accès aux traces administratives des sortants (les évaluations SPIP, les comptes-rendus d'incidents, etc.) *et* des victimes (les coordonnées, les identifiants, l'association de suivi, etc.). Parfois manquent les bonnes coordonnées de la victime ou tout simplement on ne retrouve aucune trace permettant de la contacter, ce qui renforce la nécessité de réfléchir en amont à l'importance d'inscrire les coordonnées de la victime dès sa première audition *et* tout au long de son parcours judiciaire (sans non plus rendre ces traces accessibles à l'auteur) en tenant compte du fait que les victimes des violences conjugales sont très susceptibles de changer d'adresse ou de numéro de téléphone pour se protéger. Pour que les protocoles de vigilance fonctionnent, il faut que les traces existent dans un premier temps mais soient aussi *mises à jour entre temps*. Si la personne est déjà suivie localement par une association d'aide aux victimes, il n'y a pas de difficulté à la retrouver. Néanmoins, toutes les victimes ne souhaitent pas continuer à bénéficier de cet accompagnement associatif ou peut-être n'ont-elles même jamais eu de lien avec une association. Veiller systématiquement à demander et redemander les coordonnées et les bons identifiants des personnes concernées reste prioritaire pour ces protocoles – même si pour certaines personnes, l'inexistence de traces est inévitable.

Finalement, sans doute parce que ces protocoles exigent une charge de travail importante, nous voyons qu'ils ne sont pas encore étendus à tout le territoire français comme c'était censé être le cas depuis février 2022 (décret n° 2021-1820)³³. Chaberton par exemple a mis en place un

³² « Là par exemple, j'en ai un, alors que ce n'étaient pas dans le tableau [du protocole de vigilance des sortants], mais là pareille on a ces informations par petites gouttes. Ce n'est pas encore un circuit très, très bien rodé. Ça passe par une protocolisation d'information qui est toujours compliquée. Mais, j'en ai un qui est encore en détention, qui va sortir dans deux semaines. Alors il ne faisait pas partie de ce tableau mais il a de mesures en milieu ouvert derrière : l'interdiction de contact avec la victime. Je l'ai reçu, je l'ai fait extraire, je l'ai fait entendre et j'ai effectivement ajouté aujourd'hui le bracelet antirapprochement. » (Monsieur Bruch, JAP, Ventoux, 2021)

³³ <https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000044572011>

protocole, commencé en septembre 2022 seulement au moment où une nouvelle référente au parquet s'est consacrée à réorganiser les réponses pénales et où une chargée de mission a été spécifiquement dédiée à cette tâche. A Ventoux, qui a mis en place ce protocole depuis 2019, avant le Grenelle, on a dû attendre jusqu'à 2022 pour que la maison de détention soit aussi incluse dans ce protocole de vigilance (et non seulement la maison d'arrêt). Si la mise en place paraît longue, ce n'est pas toujours parce que les acteurs et actrices locales n'y ont pas pensé ; le directeur adjoint de la maison d'arrêt sur le ressort de Ventoux nous avait déjà signalé en 2021 son regret que, lorsque les détenus sont transférés à d'autres centres – par exemple pour les périodes de détention à longue durée – son établissement perdait la trace car il n'y avait pas, au moment de notre entretien en 2021, la moindre centralisation de données. La difficulté de mettre en place des protocoles de vigilance à la sortie de détention paraît être largement bureaucratique et administrative et où une barrière semble être l'harmonisation d'un large réseau d'acteur·rice·s qui ne partagent pas toujours les mêmes préoccupations, ni les mêmes façons de travailler.

Ce suivi de sortants de prison est essentiel pour identifier les personnes qui auront besoin d'un dispositif de protection ou bien pour identifier les auteurs qui n'ont pas respecté leurs obligations et les interdictions dès leur mise en détention. Il est important non seulement pour la victime qui est en train de se reconstruire et qui peut potentiellement vivre la sortie comme une atteinte à sa sécurité mais aussi pour l'auteur des violences conjugales qui est souvent convoqué pour la première fois par le SPIP et plus rarement par le JAP, des semaines voire des mois après sa sortie de détention. Les protocoles de vigilance renforcent l'implication des acteur·rice·s qui sont censé·e·s suivre les auteurs de violences conjugales en leur donnant des pistes claires et concrètes pour agir.

b) Dossiers « victimes »

A Ossau, le suivi de dossiers se fait à l'échelle du pénitencier mais également du côté du parquet avec un suivi hebdomadaire des dossiers spécifiquement analysés autour des victimes, hiérarchisés par la référente et la juriste assistante en relation avec l'urgence du dossier. En binôme, elles prennent le temps de discuter de chaque dossier aux différents stades de la poursuite ou en faisant le point quelques mois après qu'une décision judiciaire a été rendue ou bien, minoritairement, en l'absence d'une condamnation ou d'une poursuite mais lorsqu'une situation est apparue comme inquiétante :

« On apprécie la nécessité d'un dispositif mais ça va aussi un peu plus loin que ça parce que ce suivi victime, il déclenche une prise de contact entre une victime et l'association et ensuite, souvent, l'association est un canal, un relais par lequel la victime nous fait remonter des informations. C'est souvent par ce biais qu'on a l'information que telle personne n'a pas respecté son interdiction de contact ou son interdiction de paraître, n'a pas respecté son contrôle judiciaire. Et donc, le suivi victime se traduit aussi par une relance d'enquête parce que telle ou telle victime a vu la personne condamnée à tel endroit alors que ce n'est pas possible, ou qu'il lui a envoyé une lettre. Là, pour information, on a 225 dossiers de suivi victimes qui sont réellement actifs. Evidemment, on a eu plus que 225 victimes de violences conjugales et il y a eu plus de 225 victimes dont la situation a été appréciée. Mais là, les 225 dossiers dont je parle, ce sont des dossiers où l'on se pose encore la question de l'attribution d'un dispositif de protection. Ou alors l'évaluation est encore en cours où on se dit qu'à l'instant T la victime, elle est peut-être encore sous emprise et qu'on préfère la réinterroger, mettons, six mois plus tard, pour savoir ce qu'il en est et où on se dit que, 'à voir' l'évolution de la situation. » (Madame Cassatt, substitute du procureur, Ossau, 2021)

La référente et la juriste assistante considèrent un certain nombre de dossiers : est-ce que le contact avec la victime était réussi ? Le TGD fonctionne-t-il bien ? Le TGD a-t-il été déclenché et pour quelle raison ? La notification de sortie de prison était réussie ? etc. Un dossier par exemple, concernait un cas où l'auteur est sorti mais où « la situation reste très inquiétante ». La femme a refusé un dispositif de protection mais le parquet, par le biais de l'association locale d'aide aux victimes, assure un contact avec elle toutes les deux semaines. Ou dans un autre cas, lorsque le parquet a été averti, sans preuve, qu'une personne en liberté ne respecte pas son sursis, la référente va insister pour que les rapports d'aide aux victimes et le rapport SPIP soient renouvelés et surtout plus détaillés. Nous voyons que ces moments assurent le suivi des condamnés et la protection de la victime en dépit des dispositifs tel que le TGD ou le BAR. Il peut même y avoir des cas où les interdictions de contact ne sont pas prononcées, le couple souhaite revivre ensemble mais où le parquet et les associations assurent un contact prolongé avec la victime.

Le suivi de ces dossiers « victimes » déplace le regard de l'administration judiciaire qui typiquement travaille la prévention de la récidive du côté des auteurs déjà condamnés afin de, désormais, travailler la prévention et la protection à partir de la relation avec les « victimes ». Dans ces suivis, le terme « victime » est utilisé au sens large, c'est-à-dire qu'on mobilise l'idée qu'une personne qui déclare avoir subi des violences a le droit d'être entendue en dépit de son statut en tant que victime d'une infraction déclarée par le tribunal mais aussi, que les parcours de ces personnes peuvent être différents pour chacun ; il y a dans ce suivi de dossiers l'idée aussi qu'une femme qui souhaite renouveler sa relation avec une personne condamnée pour des violences conjugales n'est pas abandonnée par la justice.

Ce suivi de dossiers victimes était unique à Ossau au moment où nous avons fait notre enquête mais correspond à une philosophie plus généralisée à Ossau où la direction nous a parlé constamment d'« aller vers » les victimes, de se saisir de la libération de la parole quand elle se fait et d'encourager les femmes à porter plainte et à signaler les violences, y compris les violences qui risquent d'être classées sans suite.

Les protocoles de suivi des dossiers comme à la sortie de détention ou auprès des victimes permettent d'isoler des moments critiques où les dispositifs peuvent être distribué³⁴, mais ils soulignent également et paradoxalement comment ces moments dits « critiques » peuvent facilement passer inaperçus.

« C'est pour dire que, jusqu'à présent, dans la procédure pénale on prend considération de la victime au moment de l'audience. Après la condamnation c'est fini. On considère que bon, ben là la justice, ce n'est plus le problème de la justice. Et là où les protocoles de suivis sont intéressants c'est que justement, on reprend attache avec la victime au moment où le mis en cause sort de la détention. Et c'est souvent au moment de la sortie de prison que c'est un enjeu, c'est un moment crucial et c'est – je trouve ça intéressant que l'institution judiciaire assure une sorte d'assurance de prévention pour la victime. » (Madame Sisley, Vice-procureure, Ventoux, 2021)

La place de la victime/plaignante dans le contexte des procédures pénales ont connu des bouleversements importants au cours des dernières années et notamment en matière de violences faites aux femmes, comme par exemple les violences sexistes et sexuelles, les violences conjugales et les violences faites à l'égard des enfants, même si nous pouvons rester critique sur les effets concrets que cette parole peut avoir sur la construction de la vérité juridique (Danet, 2008). Si le·la ministère public représente les intérêts de la société tout entière du point de vue d'une infraction pénale, en réalité, les violences conjugales impliquent une vigilance sur la manière dont la réponse pénale peut aussi protéger l'individu victime de l'infraction. Partie civile en audience, le but c'est que la victime ait une place pour s'exprimer et pour se faire reconnaître en tant que victime et voir ses intérêts protégés notamment en matière de préjudices. Mais, tout au long de la procédure, nous entendons des questions dirigées vers la position de la victime : « qu'est-ce qu'elle envisage par la suite », « a-t-elle peur ? », « est-ce qu'elle veut garder contact avec l'auteur/le mis en cause ? » avec, dans les juridictions les plus activement participatives dans la lutte contre les violences conjugales, des éléments sur la personnalité de la victime pour que le·la ministère public, le·la juge

³⁴ Si les autres juridictions oscillaient entre 2, 3 ou 4 BAR en circulation sur le ressort, à Ventoux, les protocoles de vigilance et de suivi ont leurs preuves : 12 dispositifs TGD + 9 BAR ont été livrés en 2021 grâce au protocole de vigilance des sortants de prison.

correctionnel et finalement le·la juge de l'application des peines puissent, en théorie, le prendre en compte.

2. L'attribution d'un dispositif de protection – TGD

« Il n'y a pas de 'moment' pour donner un TGD, on donne un TGD quand c'est nécessaire. Si on voit une femme aujourd'hui à l'aide aux victimes qui dit 'Mais écoutez-moi. J'ai très peur. Ça ne va pas de tout.' On va évaluer la situation mais, si on peut, on va le lui donner. Il n'y a pas – il y a des moments un peu charnières où effectivement on se dit bon, attention, on sait qu'il y a des violences, on sait qu'il y a des interdictions de contacts... Mais, par exemple, les interdictions de contacts ne sont pas que prononcées aux moments correctionnels, elles sont aussi prononcées par les juges aux affaires familiales dans le cadre des ordonnances de protection. Ordonnances de protection pour lesquelles le parquet donne un avis. Mais s'il y a une ordonnance de protection, la victime peut aussi avoir un TGD. Il n'y a pas un bon moment... » (Madame Sisley, Vice-Procureure, Ventoux, 2021)

Quand Madame Sisley dit dans cet extrait qu'il n'y a pas « de bon moment » pour donner un TGD et que le parquet l'attribue quand c'est nécessaire, elle fait état des circuits de communication entre, par exemple, les associations d'aide aux victimes ou toute association qui accompagne les victimes et le parquet afin de faire remonter les informations et souligner le danger couru par une personne vulnérable. Néanmoins, l'essor de l'attribution des dispositifs de protection tels que les TGD mais aussi les BAR est en partie dû à l'ouverture des canaux d'attribution, c'est-à-dire les moyens par lesquels le parquet parvient à isoler les moments où la question peut être posée de la vulnérabilité d'une personne et de la nécessité d'une protection renforcée, ou bien à se demander, au vu de sa personnalité, si une personne mise en cause ou condamnée a besoin d'un suivi renforcé. Les TGD et les BAR portent tous les deux ces deux aspects : protection renforcée pour la victime, suivi renforcé pour le mis en cause/l'auteur des violences.

Le TGD³⁵, ressemblant à un smartphone et qui géolocalise la victime et la met en contact avec un service de gestion qui, ensuite, alerte les forces de l'ordre, est un dispositif de prévention *et* de protection lorsqu'on estime que le moindre contact entre l'auteur des violences et la victime est une situation dangereuse. Cela est d'abord mesuré par rapport à la supposée dangerosité de l'auteur, c'est-à-dire que la personne condamnée ou mise en cause pour violences est une personne qui pourrait rechercher la victime et qui risquerait de ne pas respecter les interdictions de contact. La dangerosité est, deuxièmement, mesurée par rapport à la sécurité et la sérénité de la victime, c'est-à-dire que si le parquet estime que la victime sera rassurée avec un outil sécuritaire

³⁵ Voici un aperçu ponctuel de la distribution des TGD au moment de notre enquête : Ventoux, 35 TGD fin 2021 ; Ossau, 22 TGD fin 2021 ; Rochebrune, 35 TGD début 2022 ; Chaberton, 12 TGD fin 2022.

supplémentaire, lui permettant de se reconstruire, le TGD est aussi « bon » à attribuer. Pour les TGD, leur attribution peut se faire à tout moment lorsque l’auteur ou le mis en cause est soumis à des interdictions de contact comme lors d’un placement sous contrôle judiciaire ou dans le cadre des peines complémentaires. Il peut, de manière exceptionnelle, être attribué à une personne lorsque le mis en cause est recherché par les forces de l’ordre.

Ensuite, le parquet essaie de s’assurer que les personnes victimes de violences sont dans une démarche de séparation et de rupture avec le mis en cause ou le condamné :

« Et moi, pour délivrer un téléphone grand danger, il y a besoin que ça soit clair, j’ai besoin que la victime soit au stade où elle dit non, je ne veux plus jamais le voir. Parce que le téléphone grave danger il n’est donné que s’il y a une interdiction de contact qui était prononcé par la justice alors. [...] Ce qui est davantage compliqué, c’est qu’on a parfois des victimes, il y a une interdiction de contact qui a été prononcée par la justice, que ce soit par un tribunal correctionnel ou par le juge aux affaires familiales par une ordonnance de protection, mais, la victime n’est pas prête, la victime dit « non, je ne veux pas vraiment perdre le contact » donc je ne vais pas lui donner le téléphone grave danger car ça ne sert à rien. C’est complètement inutile. Donc oui il faut qu’il y ait quand même une certaine forme de clarté pour que la protection existe. »
(Madame Sisley, Vice-procureure, Ventoux, 2021)

Si les obligations liées à la vie familiale de la victime et de l’auteur, comme la garde partagée d’enfants, ne doivent pas exclure la personne de l’accès au TGD, cette situation peut rendre les choses plus complexes pour des raisons pragmatiques. Dans le cas par exemple où l’auteur conserve ses droits parentaux vis-à-vis de ses enfants avec peu de restriction de visites (la garde alternée est conservée et la maison de la victime ou l’auteur des violences a été jugée comme un point d’échange d’enfants approprié et/ou lorsque les services intermédiaires sont inaccessibles), le TGD ne pourrait pas être attribué à cette personne qui va voir régulièrement son ex-conjoint, rendant inefficace le critère du danger établi par le parquet. Le TGD n’est pas simplement un moyen de protéger la victime lorsqu’elle se sent en danger et s’il y a des interdictions de contact (qui peuvent être énoncées sans que « l’échange de bras » soit interdit) mais aussi un moyen, moins efficace que le BAR, d’être sûr que l’auteur respecte les interdictions³⁶.

³⁶ Il existe des alternatives aux TGD comme des applications téléphoniques telle que App’elle ou Monshérif qui sont attribuées par des associations et ne nécessitent pas une décision de la justice, ni une interdiction de contact. Ces applications à télécharger sur le portable personnel permettent de géolocaliser la personne qui le détient, d’enregistrer et de capter ce qu’il se passe afin qu’une personne « de confiance » soit alertée d’une situation de violence et puisse à son tour alerter les forces de l’ordre. Ces applications permettent un certain niveau de protection pour la personne qui est toujours en contact avec l’auteur des violences, comme dans les cas de coparentalité. Il faut néanmoins souligner que ces applications téléphoniques sont lourdes pour les téléphones portables personnels. Autrement dit, les portables des anciennes générations ne supportent pas les exigences technologiques nécessaires au fonctionnement des

Sur toutes les juridictions, le TGD était considéré comme un outil efficace qui fonctionne bien et qui permet un niveau de réassurance tant pour la personne qui la porte que pour les magistrat·e·s et les acteur·rice·s des associations porteuses du dispositif. L'attribution d'un TGD permet un suivi renforcé de la victime qui, en plus d'un TGD, est accompagnée par toute une équipe associative qui va régulièrement faire le point avec la personne et s'assurer que le dispositif est utile. Dans ce sens le TGD permet un canal d'information privilégié entre des personnes qui ont été ciblées comme à risque *et* le parquet qui va veiller attentivement à des incidents de récidive et de réitération d'une infraction.

Puis il y a la part du symbolique : à Rochebrune, Ventoux et Ossau, c'était le référent violences conjugales qui attribuait les téléphones grave danger, permettant d'instaurer une conversation avec ces personnes que la justice considère comme étant en danger. A Rochebrune, cette rencontre était envisagée comme d'abord symbolique et permettant de donner de la confiance à la personne vulnérable et, peut-être, à restaurer sa confiance dans le système qui est censé la protéger : « Nous vous croyons. Nous réagissons et nous *allons* réagir pour vous protéger », dit le référent violences conjugales à une victime de violences dont l'auteur sort prochainement de détention. A Rochebrune, on nous avait expliqué que la procureure-adjointe de la République s'assurait d'une rencontre dans un second temps avec les victimes après que les éléments pratiques du TGD ont été dressés pour ouvrir un discours plus généralisé sur la place de la justice dans le parcours futur de la personne. Il serait difficile d'imaginer que ce moment n'impressionne pas les femmes qui n'ont pas toujours été écoutées par les institutions de l'Etat. L'association porteuse de Rochebrune a aussi souligné l'importance de ces moments-là surtout quand les femmes arrivaient à s'exprimer sur leurs frustrations avec le système. Or cette pratique a disparu au cours de notre terrain au moment de la nomination d'un nouveau procureur de la République.

3. Les ordonnances de protection – le circuit court et le parquet

Bien que l'ordonnance de protection (OP) soit de l'ordre du droit civil avec des exigences plus souples au niveau de la caractérisation de la violence (Jouanneau & Matteoli, 2018), elle engage l'implication de plusieurs acteur·rice·s dans un délai très court. En principe, lorsqu'il y a une requête pour une ordonnance de protection, le parquet est systématiquement saisi par le·la juge

applications. S'il y a une impulsion pour que ces applications soient encore plus distribuées, il faut tenir compte des inégalités financières qui peuvent entraver l'accès à un tel outil.

aux affaires familiales pour donner son avis sur la remise d'une ordonnance de protection, ayant lui-même accès aux enquêtes pénales anciennes ou en cours et au casiers judiciaires des deux parties qui peuvent venir éclairer une histoire de violence individuelle et dans le couple (la transmission d'un casier judiciaire à un·e juge aux affaires familiales n'étant pas strictement encadrée dans le droit). Le parquet intervient encore à la fin pour s'assurer que les autorités compétentes sont alertées d'une OP – sa violation constituant une infraction pénale qui nécessite une réponse adaptée.

A Ventoux, par exemple, une vice-procureure à la cour d'appel nous a expliqué la manière dont elle envisage l'avis qu'elle donne aux JAF qui va au-delà des éléments fournis par les deux parties et doit inclure également les éléments de procédures pénales anciennes ou en cours. Si cela est pertinent lorsque les procédures pénales apportent des éléments essentiels au contexte du couple – reconnaissances des violences, récidive, problèmes liés à la consommation d'alcool etc. – elle peut aussi résoudre le problème que les demanderesse rencontrent fréquemment et qui tient au manque de transparence du dossier pénal et au problème d'accès aux éléments clés – les certificats médicaux, les procès-verbaux d'audition, etc. Pour Madame Turner, le classement sans suite ne compromet pas la délivrance d'une ordonnance de protection – il peut toujours y avoir des éléments qui ne permettent pas la caractérisation des faits au niveau correctionnel et apportent néanmoins de la clarté sur la « vraisemblance » des violences conjugales : les cris entendus par les voisins, les lésions constatées par un·e médecin légiste, etc. :

« Les classements sans suite par exemple, n'excluent pas le bénéfice d'une ordonnance de protection et heureusement, c'est précisé dans la loi, c'est-à-dire que ce n'est pas parce que la procédure pénale a été classée que la victime n'aura pas droit à une ordonnance de protection. Mais quand même dans les classements sans suite, compte tenu des procédures [...] en considérant que sur le plan pénal ce n'est pas suffisant pour engager des poursuites *et* obtenir une condamnation mais par contre, là en termes de vraisemblance de violences, ce sera beaucoup plus intéressant pour le JAF d'avoir cette procédure-là avec tous les éléments » (Madame Turner, Vice-Procureur, Ventoux, 2021)

A Rochebrune un « circuit court » s'était établi, rassemblant le barreau, les JAF, le bureau d'aide aux victimes et le parquet afin de mobiliser dans le délai de 6 jours toutes les parties susceptibles d'aider une victime à déposer une requête d'ordonnance de protection mais aussi afin de respecter les principes du contradictoire à l'œuvre dans les procédures civiles. La vice-procureure, chef du service des infractions familiales à Rochebrune, nous a expliqué que le parquet est aussi destinataire de toutes les requêtes et doit rendre un avis dans le délai prévu (6 jours) : les

greffier·ères du service reçoivent la requête et il·elle·s procèdent à une recherche d'antécédents du défendeur *et* du demandeur sur le logiciel intra juridique et auprès des commissariats locaux (la greffière que nous avons accompagné nous concède que le délai de 6 jours n'est pas toujours respecté par les commissariats). Les greffier·ère·s effectuent une recherche du casier judiciaire et transmettent les B1 et les éléments pertinents au·à la JAF³⁷. Si l'OP est livrée, elle est mise à exécution au service d'exécution des peines en s'assurant notamment que la personne objet de l'ordonnance est inscrite au fichier des personnes recherchées et sur le fichier national des personnes interdites d'acquisition et de détention d'armes (soit transmis aux organismes compétents) et que les commissariats locaux sont avertis.

A Chaberton, la mise en place d'un circuit court pour la prise en compte des OP était en cours d'élaboration lorsque nous étions sur le terrain : la référente et la chargée de mission discutaient de la possibilité pour la chargée de mission d'être destinataire des requêtes d'OP. Cette personne allait ensuite effectuer une recherche B1 et d'antécédents et de procédures en cours afin de les transmettre rapidement au parquet et à la référente violences conjugales pour que le parquet puisse émettre son avis sur la requête.

Les ordonnances de protection, si elles relèvent des procédures civiles, sont aujourd'hui de plus en plus envisagées en conjonction avec le parquet. L'idée est de rassembler et de mettre à disposition les éléments qui peuvent exister là où les deux parties n'y ont pas forcément accès. Cela nécessite un circuit de communication efficace qui puisse permettre que les informations circulent mais aussi que l'exécution de l'ordonnance de protection soit assurée et que l'infraction délictuelle que constitue sa violation soit prise en compte par les parties compétentes – services de sécurité et parquet.

³⁷ A Ventoux, une vice-procureure nous a parlé de la possibilité de rendre les casiers judiciaires aux JAF même si cela n'est pas strictement encadré par la loi : « Je sais que dans certaines juridictions, le ministère public apporte aussi le casier judiciaire des auteurs de violence. Alors ça c'est plus discutable parce qu'on ne sait pas vraiment si on a le droit de le faire en dehors d'une procédure pénale. A la fois l'intention est louable, c'est-à-dire que notamment quand ça révèle des violences antérieures, des addictions, comme je vous disais, des condamnations pour des menaces ou pour des rebellions, enfin ce n'est pas neutre notamment du point de vue de l'évaluation de la dangerosité et du danger pour la victime. Mais la Chancellerie considère qu'on a n'a pas le droit en l'état de communiquer le casier judiciaire mais je pense que ça serait une très bonne évolution législative parce que je ne vois pas dans le principe qu'est-ce qui prive la cour, qui est une juridiction, de connaître un élément qui est accessible à tous les magistrats, parce que je trouve qu'en termes d'évaluation de la dangerosité évidemment c'est un élément qui peut entrer en ligne de compte. » (2021)

4. L'exécution des peines

Les juridictions étant chargées de répondre à un stock de plaintes qui nécessite de premières réponses pénales, l'autre aspect de cette problématique survient dans le cadre de l'exécution des peines, qui relève du travail du greffe attaché au service du parquet. A Rochebrune, le service du parquet dédié aux infractions et crimes de la famille a mis en place une greffière qui avait pour but de faire exécuter des peines en attente pour des dossiers VIF. Au moment où nous étions sur le terrain, la greffière « dédiée » à cette mission occupait le poste déjà depuis trois mois. Quand la greffière a commencé, les dossiers remontaient à 2019 et étaient donc en attente depuis deux à trois ans. Lors de notre séjour à Rochebrune, arrivant à la fin de sa mission, elle exécutait les dossiers en attente de trois ou quatre mois. Sa mission était une véritable mission de rattrapage. Son travail consistait, par exemple mais pas exclusivement, à faire des demandes d'inscription au fichier des personnes recherchées (FPR) lorsqu'il y avait des interdictions de contact ou de paraître dans certains lieux, à inscrire les peines au casier judiciaire de la personne condamnée et à saisir le SPIP et le JAP. A partir de l'exécution « informatique » des peines, la greffière écrivait aux acteur·rice·s pertinent·e·s : elle allait faire un avis au commissariat local de la victime et de l'auteur en joignant le jugement (pour assurer qu'il y a une trace lorsque la personne n'est pas encore inscrite au FPR) ; elle écrivait à l'association qui prenait en charge les stages de prévention et de responsabilisation que la personne condamnée avait besoin de suivre « dans un délai de 6 mois » ; auprès du fichier national automatisé des empreintes génétiques (FNAEG) lorsqu'il y a un prélèvement biologique à effectuer (et où ensuite, la personne condamnée devait être convoquée). Finalement la greffière devait saisir le·la JAP lorsqu'il y avait une période de sursis probatoire et composer un dossier, un pour le·la JAP et un pour le SPIP, avec le jugement, le B1, l'enquête de personnalité du mis en cause, le compte-rendu de l'enquête, le procès-verbal de déferrement devant le·la procureur·e, le procès-verbal de notifications d'obligations.

Avant l'exécution des peines, les condamnations n'apparaissent pas sur les casiers judiciaires des condamnés même si le·la procureur·e peut toujours retrouver les traces des procédures en cours et qu'il y a des voies informelles pour mettre en place des suivis lorsque le·la ministère public saisit sans délai le JAP. Or inévitablement le JAP travaille surtout sur « saisine ». Ce constat n'est pas nouveau, un rapport d'inspection sur l'exécution des peines a été remis au ministère de la Justice

en 2009³⁸, faisant constat du manque de moyens et des difficultés sur le plan organisationnel. Le temps d'attente des exécutions de peines fait partie des grandes difficultés de la justice française mais il a été peu évoqué du point de vue de ses conséquences au niveau des violences conjugales et de l'impunité des auteurs de violences qui peuvent contourner facilement les interdictions. Autant de situations auxquelles les SPIP et les JAP doivent faire face, comme dans l'extrait ci-dessous d'une observation auprès d'un juge de l'application des peines. Le circulaire du ministère de la Justice de 9 mai 2019 permet de revenir sur l'importance des circuits courts qui ne sont, néanmoins, pas toujours mis en place³⁹.

Observations auprès du juge de l'application des peines, Rochebrune, 2022 :

Un homme se présente au cabinet du JAP. Sans rendez-vous, Monsieur explique qu'il a manqué sa première convocation (deux mois précédents) car il était à l'étranger pour le travail. Le JAP prend le temps de relire son dossier pour des faits de violences par conjoint remontant à 2017 lorsque Monsieur a été interpellé puis convoqué pour paraître devant le tribunal correctionnel sans être placé sous contrôle judiciaire. Le jugement devant le tribunal correctionnel a eu lieu en 2020 (entre temps, Monsieur a eu un enfant avec la victime), moment où il se voit condamner à 6 mois d'emprisonnement assortis d'un sursis probatoire (durée inconnue) avec interdiction de contacter la victime, de paraître à son domicile, avec obligation de soins, de travail et d'effectuer un stage sur les violences sexistes et sexuelles.

Vers la fin de 2021, le SPIP est saisi par le bureau d'exécution des peines et le convoque pour la première fois. Trois mois plus tard le SPIP comprend que le couple vit ensemble et que l'ensemble des interdictions et obligations n'ont pas été respectées à part l'obligation de travail. Sur le conseil du SPIP, Monsieur formule une demande de main levée des interdictions.

Trois mois après cela (présent), Monsieur rencontre le JAP pour la première fois – 5 ans après les faits dénoncés, 2 ans après sa condamnation et 3 mois après que le SPIP a été mis au courant.

Dans cet extrait ci-dessus, nous voyons comment le temps d'attente en matière d'exécution des peines conduit à une impunité totale du condamné qui n'a pas respecté son contrôle judiciaire, ni les interdictions de sa peine, mais aussi à des choix compliqués pour les juges de l'application des peines. Après ce rendez-vous, le JAP nous a expliqué le cheminement de sa pensée et la manière

³⁸ <https://www.vie-publique.fr/rapport/30586-evaluation-du-nombre-de-peines-demprisonnement-ferme-en-attente-dexecu>

³⁹ « En lien avec les JAP, je souhaite que soit défini au stade de l'exécution des peines un circuit de priorisation de ces dossiers, afin de permettre une prise en charge effective du condamné et d'éviter des retards injustifiés de nature à hypothéquer la mise en œuvre effective des mesures de protection de la victime prononcées par le tribunal et pour limiter le risque de réitération » <https://www.legifrance.gouv.fr/circulaire/id/44706>

dont il poursuivra avant de prendre une décision. Pour lui, dans ce poste depuis un mois seulement, c'est une situation « compliquée car les éléments sont positifs » : Monsieur est en voie de réinsertion, il n'y a pas eu de réitération des faits, selon ses déclarations, mais « il faut aller au bout de l'enquête : il faut écouter Madame [la victime], entendre l'avis du procureur » et s'assurer qu'il n'y a pas d'autres procédures en cours. Toute personne raisonnable peut comprendre le dilemme auquel fait face le JAP qui ne voit pas forcément, dans ce contexte, l'intérêt ni le bénéfice d'envoyer en prison cet homme, supposément en voie de réinsertion. Néanmoins, les délais relatifs aux exécutions des peines ont des conséquences multiples : l'inexistence d'un suivi judiciaire, l'abandon total de la victime, la remise en question de la légitimité judiciaire. On ne peut pas exclure qu'il y ait aussi d'autres conséquences puisque le JAP ne dispose que de la parole de cet homme qui assure que tout se passe très bien chez lui.

Un juge de l'application des peines à Ventoux nous a parlé de sa propre « politique personnelle » qu'il adapte aux dossiers de violences conjugales et de violences sexistes et sexuelles, évoquant aussi le problème des délais de traitement par manque de moyens et d'efficacité dans les tribunaux :

« Si, une fois que la condamnation a été dite par le tribunal de façon assez solennelle, c'est-à-dire, après une audience où on est entendu, c'est contradictoire, les choses ont été dites très fermement, 'Alors voilà, vous avez telle ou telle obligation/interdiction à respecter'. Si un mois plus tard, deux mois plus tard, trois mois plus tard, six mois plus tard, il ne se passe rien... C'est pire que tout dans ce domaine-là, parce que c'est le sentiment que non seulement on peut continuer, je dirais, à manipuler de cette manière la victime, à rester dans ce cercle d'emprise, mais aussi il ne se passe rien finalement. Donc ça crée encore plus ces sentiments, finalement de puissance, d'impunité puisqu'il ne se passe rien. Et si vous ne sortez pas ces dossiers là pour les enregistrer prioritairement... moi, j'ai eu un cabinet où il y avait trois, quatre, cinq, six mois, huit mois, un an de délai d'enregistrement pour qu'un dossier soit pris en charge concrètement. Donc ça, c'est terrible parce qu'il ne se passe rien. Donc, il peut avoir les interdictions de contact qui sont violées, il [le condamné] peut reprendre attache avec elle [la victime], et donc, du coup, ça, il faut absolument les prendre en charge rapidement pour que la décision de justice fasse sens sur le plan juridique, sur le plan symbolique, à tous les niveaux. » (Monsieur Bruch, Juge de l'application des peines, 2021).

Du côté des victimes, elles sont dépourvues de moyens lorsqu'elles ont besoin de se faire protéger mais que l'exécution des peines n'a pas été formalisée et que les acteur·rice·s compétent·e·s n'ont pas été averti·e·s des interdictions. Ayant passé quelques journées auprès des associations d'aides aux victimes dans différentes juridictions, la première chose qui nous a frappé c'était le manque d'accès à des éléments d'un dossier, un manque qui est incapacitant si les plaignantes ou les victimes souhaitent faire des démarches dans le domaine du droit civil ou auprès des forces de l'ordre.

Tenir les victimes au courant d'une procédure qui les concerne directement est une manière de combattre les difficultés liées au manque d'effectifs au sein des tribunaux et leur permet de prendre en main leur propre protection. Si les victimes sont avisées de la date d'audience, elles ne sont que rarement avisées – ou de manière systématisée – des autres décisions, que ce soit un classement sans suite de la plainte, de la mise sous contrôle judiciaire, des interdictions de contact ou d'apparaître sur certains lieux, de la mise en détention voire, dans certains ressorts encore, de la sortie de détention. La manière d'avoir accès à ces informations est loin d'être anodin vu la manière dont sont accueillies les personnes qui téléphonent aux tribunaux. La notification de la victime permet d'abord d'instaurer un lien avec le parquet par le biais d'une association et permet secondairement de donner accès à un document aux victimes et aux plaignantes, que ce soit par courrier ou par courrier électronique, sur lequel elles peuvent s'appuyer pour avoir plus de renseignements si besoin, ou demander l'intervention des forces de l'ordre au sujet d'une violation d'interdiction de contact comme dans l'exemple d'une avocate à Ventoux :

« J'ai eu un problème là, il y a 10 jours avec une femme. Alors elle, son mari venait d'être condamné pour des violences conjugales. Il avait l'interdiction de l'approcher. Et vingt jours après, il est venu chez elle. Donc elle m'appelle, complètement paniquée. Je lui ai dit, 'Écoutez, vous devez avoir un téléphone grave danger parce que si votre mari à peine condamné – il a 8 mois de sursis, il vient de passer au tribunal, il a l'interdiction de vous approcher – et il vient chez vous, c'est que c'est quelqu'un qui est dangereux. C'est que vraiment l'autorité de la justice ne fonctionne pas sur lui. Donc, on va demander un téléphone grave danger.' Et là, les emmerdements ont commencé. Comment on joint un procureur ? Je n'ai pas réussi de toute la journée à joindre quelqu'un. Le standard n'a jamais répondu de toute la journée. Moi, je ne pouvais pas aller au tribunal. J'ai dit à ma cliente d'aller au tribunal, mais on lui a dit qu'elle ne pouvait pas monter dans les services du procureur. Donc, j'ai fini par faire tous les numéros possibles et je suis tombée sur quelqu'un au téléphone. Il m'a passé, je me suis fait engueuler, je me suis fait jeter, etc. Et au bout du compte, elle a eu son téléphone grave danger à 10 heures du soir. Mais j'ai passé une journée entière et on n'a pas...en fait, si vous voulez, le maillon faible, c'est le procureur, en fait, c'est *l'accès* au procureur. » (Madame Nerval, avocate, Ventoux, 2021)

Ce que Madame Nerval nous explique dans cet entretien relève de l'exécution des peines et de la formalisation d'un jugement mais surtout, les *effets* et *conséquences réelles* de la lenteur que peut prendre la circulation des informations. Dans ces situations-là seulement le·la procureur·e a accès au dossier et peut confirmer auprès des gendarmes que l'auteur est en infraction de la loi et que la victime est en danger. Les forces de l'ordre restent immobiles face à la personne plaignante car ils ne voyaient pas l'auteur-condamné sur le FPR. Si le stock, le manque de moyens et d'effectifs sont des barrières pragmatiques à l'exécution des peines et à la circulation des informations, la notification instantanée de la victime d'un jugement résoudrait, en partie, cette situation endémique dans l'administration judiciaire. Elle apporterait également de la confiance à une

personne qui a été reconnue comme victime de violence conjugale mais qui peut penser que la justice reste immobile devant le danger qui la menace.

Si les associations font une partie du travail en notifiant et en tenant au courant les victimes des décisions judiciaires, ce travail n'est pas systématisé pour tout type de décision. A Ventoux, il y avait des notifications de classement sans suite dans le cadre des situations « délicates » – par exemple lorsque les faits n'étaient pas caractérisés mais certains signaux d'alerte étaient néanmoins repérés. Cette notification se faisait par le biais de l'association d'aide aux victimes qui prenait le temps d'expliquer pourquoi il y avait eu un classement et qui pouvait orienter la victime vers d'autres pistes de soutien et de support, le but étant de signifier que les « portes ne sont jamais entièrement fermées ». Il est également prévu une notification entreprise par les associations d'aide aux victimes lors des comparutions immédiates (pour toutes les victimes d'une infraction) pour voir si elles souhaitent se constituer partie civile. Or les décisions de la comparution immédiate n'ont été que rarement transmises. Au moment où nous étions sur le terrain, le ressort de Ventoux n'avait pas mis en place la notification des comptes-rendus de jugement, par exemple, cela dépendait notamment des associations qui accompagnaient certaines personnes et qui allaient, sur demande, chercher les décisions, ce qui constitue un temps important de travail parce que la solution la plus simple est d'assister aux audiences-mêmes. A Rochebrune et Ossau, les associations d'aide aux victimes essaient aussi de reprendre les condamnations dans le cadre des comparutions immédiates ou bien lorsqu'une personne est mise sous CJ pour notifier aux victimes les interdictions et les obligations de l'auteur et elles sont destinataires de tous les classements sans suite. Pour Chaberton, on nous a exposé simplement les notifications de classements sans suite assurées par une association d'aide aux victimes.

Dans cette première partie nous avons voulu décrire les pratiques judiciaires liées aux cinq axes transversaux des politiques pénales dans plusieurs ressorts judiciaires : la priorisation, la prévention, la protection, la pénalisation, la pédagogie.

Nous avons vu que c'est surtout la priorisation qui occupe la place la plus importante pour les parquets dans le but de surmonter les obstacles de la lenteur et de l'engorgement des tribunaux et

afin d'améliorer le traitement global des violences conjugales. Si la priorisation offre des bénéfices pour le traitement des dossiers, notamment la prise en charge rapide des plaintes et l'intervention rapide des signalements, elle répond surtout à des difficultés inhérentes à la justice française quant aux manques de moyens, déplaçant le problème ailleurs. Elle suppose aussi un travail de hiérarchisation des dossiers qui repose sur la lecture parfois rapide, trop rapide, de ce qui constitue une urgence et un danger puisque si certains signaux d'alerte sont perçus de façon très partagée comme étant très inquiétante (la possession des armes, par exemple), le niveau d'urgence est surtout mesuré par rapport à la létalité ou la possible létalité des gestes. Il y a un risque à ne pas prioriser certains dossiers au motif qu'ils n'ont pas, dans ce sens, l'avantage d'être « assez » sévère (les violences psychologiques et morales, par exemple).

Pour ce qui concerne la protection, et qui est souvent pensée de pair avec la pénalisation, les magistrat·e·s ont un grand nombre d'outils à leur disposition pour protéger les victimes d'un point de vue juridique et peuvent s'appuyer sur les diverses peines, peines complémentaires et dispositifs comme le TGD ou le BAR, mobilisés dans le but de faire passer le message aux auteurs que l'éloignement et la cession de tout contact avec les victimes ne sont pas des conseils facultatifs. Or il est évident que l'application de ces peines et de ces dispositifs relève de tout un parcours. Il peut y avoir des violations, et ainsi, l'institution judiciaire doit pouvoir réagir. L'engagement judiciaire peut parfois s'affaiblir après l'énonciation d'une peine, que ce soit pour des raisons purement bureaucratiques (parce que les informations ne sont pas remontées à la bonne personne) ou pour des raisons d'inactivité (par exemple, l'intervention suite à une violation d'interdiction de contact n'est pas considérée comme prioritaire et ainsi, de fait, il n'y a pas de réponse) ou bien pour d'autres raisons encore que nous avons pu observer : parce qu'un dossier n'a pas été signalé comme urgent ou « inquiétant », parce qu'on considère que le fait de se retrouver devant le domicile de la victime n'est pas « vraiment » une violation, parce qu'on considère que le fait que l'auteur ne respecte pas l'accord concernant la prise de relai dans l'hébergement des enfants et décide finalement de passer récupérer les enfants directement chez la victime, n'est pas non plus une violation de contact, etc. C'est ainsi tout l'intérêt des protocoles de suivi qui permettent de renforcer les manières dont les acteur·rice·s judiciaires interviennent pour protéger les victimes tout au long du parcours judiciaire.

La pénalisation, quant à elle, nous engage à parler aussi de la compétence des acteur·rice·s : « l'arsenal juridique » comme il était qualifié sur le terrain comporte aussi une connotation négative et une critique vis-à-vis de l'Etat français qui légifèrerait trop, rendant le Code pénal illisible. Nous avons surtout échangé avec des magistrat·e·s, « expert·e·s » dans le domaine, mais on nous a parlé toutefois d'un manque de connaissances parmi des collègues qui n'ont pas l'habitude de travailler sur ce contentieux. Cette question est double puisque c'est un contentieux qui recèle certes des particularités (le manque de preuves significatives, les liens familiaux et la place des émotions et obligations, les inégalités entre les hommes et les femmes) mais qui est aussi un contentieux de masse et relevant de l'ordinaire d'une juridiction. Ainsi la spécialisation des magistrat·e·s est potentiellement un piège puisqu'elle suppose de former un petit groupe de magistrat·e·s au lieu de former toute la magistrature à propos d'un phénomène qui relève de la vie ordinaire d'une femme sur dix en France.

Forcément, parler de la prévention dans le cadre de la criminalisation des violences conjugales est un peu paradoxal : s'il y a un contexte de danger, cela signifie qu'on est plutôt sur de la protection. Néanmoins, Ossau était la seule juridiction à avoir mis en place un véritable dispositif de prévention pré-sentenciel par le biais d'un suivi des dossiers *victimes* qui ouvre un canal entre le parquet et les associations qui accompagnent les femmes, y compris celles qui ne bénéficient pas forcément (ou qui ne bénéficient plus) des dispositifs de protection ou des décisions judiciaires, à leurs yeux, favorables.

Finalement, la pédagogie a été peu traitée dans cette première partie puisqu'elle est intervenue surtout à une étape post-sentencielle lorsque les auteurs doivent accomplir des stages de sensibilisation (hors de la portée de notre enquête) ou bien elle est souvent évoquée dans le cadre des audiences dédiées (et que nous traitons plus tard). Néanmoins une autre facette de la pédagogie existe déjà en germe, qui est celle de la pédagogie envers les femmes-victimes, qui parfois apprennent aussi quels sont leurs droits à travers le contact avec la justice (phénomène repéré également par des anthropologues comme Engle-Merry dans son étude ethnographique des audiences VIF aux Etats-Unis (Engle-Merry, 1994), auprès des acteurs et actrices associatives qui travaillent avec la justice ou bien dans le contact avec les forces de l'ordre qui peuvent aussi leur expliquer la manière dont la justice peut intervenir, les pièces qui peuvent être importantes, etc. Ce volet de la pédagogie n'a pas été pensé comme tel sur les ressorts mais elle existe tout de même

lorsque la communication avec les justiciables est bonne et qu'on leur explique pourquoi une plainte a été classée sans suite, quelles sont les pistes qu'elles pourraient néanmoins poursuivre pour se protéger, etc. Ce travail peut être considéré comme la charge des associations. Toutefois, nous relevons que cette perspective minimise la place des institutions judiciaires et des services de l'intérieur pour beaucoup des femmes vulnérables qui se tournent vers ces institutions pour de l'aide et particulièrement lorsqu'elles ont des enfants à charge *et* qu'elles veulent les protéger aussi.

Les politiques pénales, bien qu'étant *a priori* le domaine des parquets, impliquent tout·e·s les acteur·rice·s d'un ressort et les partenaires à l'extérieur du tribunal comme les magistrat·e·s à l'extérieur du parquet. Nous allons donc explorer les effets et les conséquences de ces politiques pénales à l'échelle du ressort ; elles invitent aussi à repenser la compétence géographique et territoriale qui n'est pas toujours réaliste lorsque plusieurs institutions de différents ressorts géographiques doivent travailler ensemble.

III. Les politiques pénales à l'échelle du ressort

Si les parquets dans un grand nombre de territoires ont mis en œuvre de nouvelles pratiques et ont renforcé les directives de la chancellerie, le traitement judiciaire des violences conjugales est une question qui implique la participation de plusieurs institutions, qu'elles relèvent des services du ministère de l'Intérieur, du champ de la santé, du monde associatif ou du ministère de la Justice⁴⁰. Chaque institution est organisée avec sa hiérarchie propre et avec ses propres codes de conduite, parfois complémentaires comme entre les OPJ et le parquet, et parfois de manière antagoniste, comme lorsque la justice se confronte au secret professionnel des médecins libéraux ou des travailleur·euse·s sociaux·ales pour qui le principe du secret professionnel gouverne leur déontologie professionnelle.

Le traitement judiciaire des violences conjugales est aussi une question interterritoriale puisque les vies personnelles des justiciables ne se limitent pas à un espace géographique, obligeant les acteur·rice·s judiciaires et les partenaires d'un ressort à dialoguer avec leurs homologues sur un autre territoire, tantôt par exemple où habite la victime, tantôt où habite le mis en cause ou l'auteur des violences. Or si les politiques pénales, élaborées et contenues dans le cadre d'une compétence géographique, ont tâché d'améliorer la communication inter-institutionnelle sur un même ressort géographique, la communication interterritoriale demeure un problème et entrave l'efficacité du traitement de ces affaires. Chaque ressort judiciaire est confronté à des particularités propres du point de vue de sa démographie propre, du caractère urbanisé ou rural de la zone géographique et des conditions de vie matérielles de la population. Et les tribunaux doivent aussi interagir avec d'autres tribunaux qui n'ont pas « les mêmes habitudes » ni les mêmes protocoles de traitement et où les voies de communication ne sont pas les mêmes. Une politique pénale à l'égard des violences conjugales bien rodée dans une juridiction peut facilement être confrontée à des lacunes ou des différences (ou même une absence) de politique pénale dans un autre ressort voisin ou à l'autre bout du pays. Il est évident qu'il existe un accès inégal et un traitement judiciaire inégal à travers le pays dans plusieurs domaines, mais cette inégalité est exacerbée lorsque les difficultés d'un bon

⁴⁰ Nous pouvons également citer l'Education nationale, bien que nous n'ayons pas inclus cette perspective dans notre enquête.

traitement tiennent à un manque de communication et d'échange d'informations entre les acteur·rice·s judiciaires de différents territoires.

Finalement et de plus en plus, les compétences du droit civil et du droit pénal sont brouillées, comme lorsque le tribunal correctionnel est censé statuer sur la suspension de l'exercice de l'autorité parentale ou de manière moins formelle lorsqu'un parquetier demande une interdiction de contact et de paraître au domicile alors que l'auteur et la victime ont en commun des enfants. Ainsi nous avons souhaité réfléchir au traitement judiciaire des violences conjugales lorsque ces compétences entrent en confrontation avec elles-mêmes.

Si aujourd'hui la lutte globale contre les violences faites aux femmes, et nous pouvons aussi ajouter les violences envers les enfants, ont soulevé certaines barrières à la preuve (comme la levée du secret médical), créer des rapports et des partenariats est un travail complexe qui nécessite de prendre en compte les différences ontologiques entre les acteur·rice·s mais aussi les points qu'ils ont en commun.

A. Les partenaires

Objet de fierté sur le parquet d'Ossau, son « schéma départemental » nous a été présenté. Il rassemble, dans une tentative d'exhaustivité, tous les acteur·rice·s du département et du ressort qui pourraient intervenir dans le cadre de la lutte globale des violences faites aux femmes. L'objectif était de reconnaître les acteur·rice·s dans leur singularité avec des modalités d'action très éloignées de celles de la justice, tout comme dans leur interconnaissance, c'est-à-dire la manière dont ces acteur·rice·s peuvent travailler en parallèle ou en complément avec la justice, apportant des renseignements ou prenant en charge de nouvelles initiatives.

« Sachant que la première opérationnalité en matière de lutte contre les violences faites aux femmes, c'est *l'interconnaissance*. C'est-à-dire que chacun sache qui fait quoi, pourquoi, dans quelles limites, avec quel financement, voilà. Que chacun soit amené à dépasser les représentations professionnelles qu'il va avoir sur le champ professionnel voisin. Ce sont toujours les limites qu'on voit, par exemple, dans la fameuse triangulation entre la justice, le social et la santé. Ça, c'est trois acteurs qui ont toujours eu historiquement beaucoup de mal à se parler. » (M. Degas, Chef du cabinet, Ossau, 2021)

A Ossau, ce schéma a pris la forme d'une lutte contre les violences « faites aux femmes », en adoptant une posture destinée à prendre en compte la complexité des violences qui concernent majoritairement celles-ci : c'est-à-dire les violences conjugales, les violences sexuelles et les violences envers les enfants témoins et souvent aussi objets de violences dans le couple. Ce schéma

à Ossau, à l'initiative du procureur de la République, identifie les acteur·rice·s divers·e·s et varié·e·s et dessine des protocoles de réponse, les actions envisagées, les points de contact et les objectifs qui ne sont pas strictement judiciaires. Les quatre axes du schéma comportent 1) l'éducation à l'égalité femmes/hommes et la prévention primaire des violences faites aux femmes, 2) la prise en compte des victimes, 3) la prise en compte des auteurs et la prévention de la récidive et 4) la prise en compte des enfants mineur·e·s. Ce schéma permet de coordonner la communication entre les acteurs et actrices du territoire, d'exposer ces acteur·rice·s aux pratiques de la justice et de sensibiliser, en retour, les acteur·rice·s judiciaires à des projets menés en dehors du tribunal.

Du point de vue du parquet à Ossau, la lutte contre les violences conjugales est en partie une lutte contre la délinquance et la criminalité – c'est-à-dire que les réponses pénales doivent être adaptées à l'infraction – mais aussi une lutte pour le bon traitement et le bon accueil des femmes victimes de violences. Ainsi, dans une première étape, il faut *repérer* les violences faites aux femmes là où elles restent désormais cachées, de libérer la parole des femmes mais aussi d'être à l'écoute des femmes et de les assurer qu'elles ne parlent pas dans le vide. Le procureur de la République et son équipe ont réfléchi à des zones où les femmes peuvent dénoncer la violence et ont envisagé des ponts de parole entrent ces zones et la justice ; aux rendez-vous médicaux, dans l'espace professionnel, auprès d'une personne de confiance, etc. :

« Il faut essayer de prendre chaque acteur social comme il est dans sa culture et de l'attirer, en respectant sa culture, vers quelque chose... en lui faisant toucher du doigt l'intérêt général qu'il y a à ce que chacun modifie un petit peu ses pratiques. Je ne sais pas si c'est clair, mais c'est pareil, je dirais, avec les assistants sociaux pour qui le secret professionnel est une sorte d'absolu. Donc il faut prendre chaque acteur – vraiment, il ne faut pas le prendre bille en tête en disant, 'voilà maintenant on va faire comme ça, parce que sinon c'est mort' – Il faut fédérer en disant que 'ben, vous, peut-être, on pourrait faire ça *pour* vous, ou ça *avec* vous.' Et ce que j'essaie de faire depuis deux ans et demi, c'est d'essayer de fédérer. Et ça, *#metoo* a permis des choses, qui n'auraient pas existé avant. Je prends un exemple : on a lancé une réflexion avec le patronat. Moi, j'ai parlé avec le responsable du patronat du département et j'ai dit, 'voilà moi j'aurais besoin que vous m'aidiez parce que la parole parfois elle se libère dans l'entreprise, sur le lieu de travail.' Et donc ça c'est le dispositif des porteurs de parole⁴¹ : d'essayer de récupérer le matériau là où il est. Il m'a écouté et m'a dit 'okay, on va voir ce qu'on peut faire ensemble.' Avant *#metoo* il se serait bien demandé si je ne suis pas un peu tombé sur la tête d'aller voir le patronat pour parler des violences conjugales. » (Monsieur Pissarro, procureur de la République, Ossau, 2021)

⁴¹ Dispositif qui permet à une personne de confiance de prendre contact pour la victime avec les forces de l'ordre.

S'il privilégie l'interconnaissance *entre* les partenaires, le schéma départemental configure les violences faites aux femmes – et où les violences conjugales occupent une place importante – autour de leur poursuite pénale qui reste néanmoins le grand objectif du procureur. En quelque sorte il oriente les différents acteur·rice·s du territoire à réévaluer leurs pratiques à travers un prisme où la réponse juridique devient une priorité lorsque la violence est repérée.

Plus généralement, dans les autres juridictions que nous avons étudiées, des conventions sont signées entre les partenaires clés afin de s'accorder sur les pratiques ; le but étant qu'une communication durable se met en place entre les acteur·rice·s qui ont potentiellement des positions contradictoires sur les façons d'agir et les ontologies du travail. Cependant, il reste à savoir comment les larges réseaux d'acteur·rice·s transmettent les nouvelles pratiques à l'ensemble de ces membres ? et comment cela fonctionne dans la pratique.

1. Les forces de l'ordre

La possibilité de mettre en place une politique pénale qui donne une priorité aux violences conjugales s'appuie directement sur la capacité et la volonté des forces de l'ordre de répondre rapidement et efficacement aux signalements de violences conjugales, que le signalement soit fait par une personne tierce (voisinage, éducation nationale, etc.), qu'il soit fait grâce à une plainte déposée par la victime, ou que le parquet demande des renseignements sur une situation qui a été portée directement à sa connaissance.

Il existe certes des directives venant du ministère de l'Intérieur, mais on retrouve aussi des directives sur le traitement rapide des violences conjugales venant directement du·de la procureur·e de la République. Par exemple, à Ossau, la capitaine d'une brigade de police dédiée au traitement des violences intrafamiliales, violences sur mineurs et sur personnes vulnérables, nous a parlé des ordres du procureur de la République qui demandent que toute « évocation » de violence dans le cadre conjugal soit traitée en « flagrance » et que la permanence soit avertie sans délai : « maintenant, on est obligé de faire une procédure judiciaire et d'en aviser le procureur. C'est ça la différence, voilà, c'est ça. C'est que maintenant, c'est obligatoire. C'est tout de suite, tout de suite, tout de suite. On le fait obligatoirement. » Nous constatons néanmoins qu'en pratique, la mise en place de ces directives n'est pas si simple ; les plaintes prennent parfois des mois à être portées à l'attention du parquet ou bien les agent·e·s de police doivent faire le choix de hiérarchiser les plaintes, privilégiant d'autres contentieux qui peuvent être traités « prioritairement » en

parallèle, comme le trafic de stupéfiants et la délinquance liée à la consommation excessive d'alcool et de drogues. C'est le cas dans beaucoup de juridictions où nous avons travaillé.

Le rapport parquet-services d'enquête est néanmoins un rapport de hiérarchie ; c'est le parquet qui dirige les enquêtes et qui a le pouvoir de demander des renseignements sur des situations mais c'est aussi un rapport de collaboration lorsqu'il devient nécessaire de caractériser une infraction. Pour cela, il faut que les forces de l'ordre aient déjà une connaissance pour ce qui constitue une infraction et que les agent·e·s soient capables de transmettre et de communiquer les éléments *pertinents* pour que le parquet puisse prendre une décision. Mais cette connaissance et cette évaluation préalable ne leur permettent pas de prendre les décisions à la place d'un·e parquetier·ère⁴², en décidant, par exemple, qu'il n'y a pas eu d'infraction à la loi lorsqu'une femme vient au commissariat pour dénoncer des insultes quotidiennes de la part de son ex-conjoint, là où par exemple, une enquête aurait pu dévoiler des messages malveillants et où le·la parquetier·ère aurait pu caractériser l'infraction sur la base de ces messages.

Les formations

A Ventoux et à Rochebrune, on nous a parlé des formations régulières mises en place au cours de l'année afin d'améliorer la collaboration entre les forces de l'ordre et le parquet. Ces formations peuvent être utiles pour sensibiliser les fonctionnaires de la police et de la gendarmerie aux particularités des violences conjugales – aux notions d'emprise, de réticence et de vulnérabilité de la victime –, pour rappeler qu'une certaine prudence et une forme de délicatesse sont nécessaires lorsqu'on accueille ces personnes victimes de violences ou lorsqu'on intervient sur un lieu lors d'un différend familial. Ces formations sont aussi une occasion de rappeler aux forces de l'ordre les exigences de leur travail : l'importance de prendre des photos des lieux et de la victime, de poser des questions sur la détention d'armes à la maison (ou l'accès à des armes), sur la vie intime, sur la présence d'enfants à la maison, etc. et finalement l'importance de communiquer ces éléments aux OPJ et au parquet⁴³.

⁴²Les recherches menées auprès des forces de l'ordre ont relevé comment les forces de l'ordre *anticipent* les décisions du parquet (Pérona, 2018).

⁴³ Par exemple, lors d'une intervention par le référent VIF auprès des gendarmes en formation à Ventoux, le référent explicite qu'il faut toujours communiquer sur les violences sexuelles et la mention de viol même en « absence » de preuve car ce sont les violences « très graves » et le·la juge d'instruction pourrait être saisi.

A Ventoux, on nous a dit que les formations mensuelles s'étaient mises en place depuis fin 2021 grâce, en partie, aux levées des restrictions liées à l'épidémie de covid-19 mais aussi grâce à une augmentation des effectifs dédiés aux violences conjugales au sein du parquet (désormais 2 référentes VIF et une juriste assistante). Le but de ces formations était d'améliorer la prise en charge des plaintes pour violences conjugales et la collaboration avec la permanence téléphonique du parquet afin que de bonnes informations soient systématiquement transmises. La formation explicite la politique pénale du ressort (la priorisation des violences conjugales) et les contours des violences conjugales « en tant qu'infraction pénale⁴⁴ ». Puis, de manière pressante, les référentes accomplissent aussi un travail avec les services d'enquête afin de prioriser, hiérarchiser et traiter rapidement le stock dans les commissariats – c'est-à-dire les *plaintes* non-traitées depuis 2018⁴⁵.

A Rochebrune, on nous a expliqué que les référentes VIF interviennent tous les trimestres devant les fonctionnaires de police qui reçoivent deux jours de formation en collaboration avec les associations et les psychologues. L'intérêt de ces formations nous a été présenté comme une manière de partager les perspectives sur les aspects sensibles des violences intrafamiliales au sens large et pour améliorer le niveau de réponse auprès des agent·e·s de la police et de la gendarmerie. Les cellules et des unités spécialisés dans ces types de violences prennent en charge une partie des dossiers mais en réalité, les violences conjugales font partie du travail quotidien de tout agent·e qui peut être le premier visage de la justice pour les personnes victimes de violences conjugales.

Un autre objectif de ces formations est d'inviter les agent·e·s à être plus réactif·ve·s et à anticiper les directives du parquet. Il s'agit de normaliser les pratiques des forces de l'ordre : faire des enquêtes de voisinage et auprès des personnes de confiance, repérer les traces immédiatement et encourager la victime à se rendre à un rendez-vous auprès du·de la médecin légiste que les agent·e·s vont systématiquement requérir. Nous avons parfois eu l'impression que les commissariats ou gendarmeries étaient en attente des directives malgré le caractère de flagrance, par exemple lorsqu'un courrier de renseignement judiciaire est transmis à une de nos juridictions, évoquant un geste de violence au moment de passage de bras de l'enfant. Selon le compte-rendu d'incident, les gendarmes se sont rendu·e·s sur place après que la victime les a appelés et il·elle·s ont constaté que les histoires des deux parties se contredisaient. Or finalement les parties n'ont

⁴⁴ C'est-à-dire de briser le stéréotype selon lequel seulement les violences physiques et où il y a des traces sont considérées comme des violences du point de vue de la loi.

⁴⁵ Plus de 2000 plaintes non traitées en septembre 2021

jamais été entendues en audition malgré des signaux d’alerte importants : la présence des enfants et un contexte où les violences perdurent au-delà de la séparation, ce qui écarte la théorie d’une violence « conjoncturelle »⁴⁶.

Là où les pratiques ont peut-être le plus évolué au niveau des forces de l’ordre c’est sur la manière dont ils vont « aller vers » ou « tendre la main » vers les potentielles victimes de violences conjugales. A Ossau, on nous a mis en relation avec un colonel de la gendarmerie, directeur d’une cellule de protection familiale avec « un intérêt aigu pour les enfants exposés aux violences ». Leur cellule, en plus de la prise en charge des dossiers sensibles concernant les violences intrafamiliales et sur mineur·e·s au sens large, va quotidiennement chercher toutes les interventions VIF faites sur le ressort dans les dernières 24 heures et relire les comptes-rendus d’opération. Leur objectif est de saisir les éléments « saillants » de ce compte-rendu que leurs collègues de terrain n’ont pas identifiés afin de mener une intervention plus poussée. Ces relectures déclenchent parfois des GAV, le lien avec un·e intervenant·e social·e et elles servent surtout à rattraper les situations dites « floues ». Le colonel explique, « lorsqu’on sent qu’il y a quelque chose, pour éviter qu’il y ait des trous [dans l’intervention], on peut demander un contact *a posteriori* ». Autrement dit, quelques semaines plus tard, les gendarmes vont rappeler la potentielle victime pour voir si la situation a évolué, si elle souhaite déposer plainte ou simplement pour l’orienter vers un accompagnement social dans un premier temps. Pour le colonel, il faut « lire entre les lignes et déceler quelque chose. C’est aussi notre job pour voir s’il y a des éléments qui peuvent dégénérer. Le but du jeu c’est de ne pas laisser les situations ouvertes qui peuvent dégénérer. »

Pour ce colonel, il n’y a pas d’ambiguïté sur la nécessité d’une approche spécialisée sur les faits de violences conjugales : tout agent de la gendarmerie doit avoir les bons réflexes mais, « pour la prise en charge d’un dossier, il faut être spécialiste ». Cette position est due aux preuves démontrées par le travail de ses collègues qui sont formé·e·s dans des techniques d’enquête et d’audition comme le protocole NICHD⁴⁷ et à une certaine expérience de carrière qui lui permet de

⁴⁶ La violence « conjoncturelle » ou « ponctuelle » est employée par les magistrat·e·s pour parler d’une violence qui se résout par la séparation : « la violence est purement conjoncturelle parce que voilà un geste malheureux – qui est condamnable – mais un geste malheureux qui est purement lié à la séparation mais la situation va être résolue par la séparation de fait. » (Juge aux affaires familiales, 2021)

⁴⁷ « L’objectif du protocole NICHD (National Institute of Child Health and Human Development) est de diminuer la suggestibilité des intervieweurs et d’adapter leurs questions en fonction des capacités des enfants et d’aider ceux-ci à fournir un récit plus riche et plus détaillé tout en étant exact. Ainsi, l’utilisation du protocole aide les intervieweurs à poser plus des questions ouvertes pour obtenir un maximum de détails de la part des enfants. En effet, les recherches

miser sur « l'empathie » et « l'écoute » qui sont des véritables « outils » à former en tant que gendarme. Il parle d'ailleurs d'un réconfort dans les politiques plus poussées notamment en ce qui concerne l'intervention et l'éloignement de la personne violente dans les situations complexes, évoquant son expérience de jeune gendarme où il n'y avait pas de protocole développé à ce sujet et où il était souvent amené à faire des évincements non-cadrés par la loi, ni par sa hiérarchie, en l'absence de moyens d'agir.

Trames d'audition

Afin de tenter de compenser le manque d'agent·e·s formé·e·s et la nécessité d'améliorer la prise en charge des victimes et des auteurs de violences conjugales, une trame d'audition a été déployée sur tout le territoire national, exigeant de la personne en charge de l'audition qu'elle pose systématiquement des questions sur l'étendue de la violence, les conditions de vulnérabilité de la victime comme de l'auteur, l'historique du couple, l'identité et les coordonnées du mis en cause, et tous les éléments qui peuvent signaler la dangerosité auprès d'un·e enquêteur·rice ou d'un·e magistrat·e attentif·ve. En ayant eu accès à des dossiers archivés datant de la période avant le Grenelle ou bien juste après, nous confirmons que les auditions « sans trame » pouvaient facilement durer à peine 20/30/45 minutes – le temps que cela prend pour une victime de décrire « *a minima* » un incident de violence. Ces auditions témoignent, pour nous, d'une indifférence au sujet de la complexité des violences conjugales. Autrement dit, les personnes qui ont mené ces auditions courtes ont considéré que l'historique du couple ne pouvait rien apporter à l'enquête. Ces types d'auditions « sans trame » ont aussi l'effet de mettre la charge de l'enquête sur la victime qui ne sait pas toujours si l'historique intéresse les enquêteur·rice·s, si les insultes, les messages malveillants ou les menaces de mort vont l'intéresser aussi ; parfois même au contraire on a pu lui dire que ces choses n'intéressaient pas l'enquêteur·rice. Toutefois, la trame peut être critiquée, comme une capitaine de police le fait sur le plan des automatismes dans un entretien cité ci-dessous où elle explique que la trame ne devrait pas remplacer l'expertise. Or nous continuons de voir des

ont démontré que les questions spécifiques ou fermées (est-ce que...) sont souvent mal utilisées ou comprises par les jeunes enfants rendant leurs réponses inexactes. Les questions ouvertes, qui visent la mémoire de rappel, sont reconnues pour donner plus de détails et surtout, des détails exacts. » (<https://www.onpe.gouv.fr/actualite/protocole-nichd>, consulté le 16/03/2023). Le protocole NICHHD a aussi l'effet de diminuer l'effet de biais dans les questionnements de l'enquêteur (Brunel, Job, & Launay, 2021).

plaintes rédigées sans que la trame ou un autre format spécifique aux violences conjugales soit utilisée.

« Alors c'est long, c'est fastidieux, et ce n'est pas forcément quelque chose qui favorise le discours libre de la personne. Vous voyez ? C'est très, très cadencé, très – et pour une victime, ça peut être compliqué. Ça permet de balayer toute sa vie. On a toutes les infos pour que les magistrats prennent les décisions, pour que le procureur prenne une décision pour que le JAF, tout le monde puisse avoir une décision, mais nous on trouve, moi – je suis initialement affectée à la brigade des mineurs, donc on nous apprend la prise en compte d'un enfant, d'une victime : il faut respecter le temps de l'enfant, le temps de la personne, le temps de parole et sa façon de parler, de voir les choses. Elle n'a peut-être pas forcément envie de parler de tout et là le fait de faire une série de questions comme ça, ça fait assez robots. Le discours libre n'est pas favorisé. C'est 'oui', 'non', 'non'. Vous voyez ce que je veux dire ? C'est un peu ...et je trouve que ce n'est pas bien pour la prise en compte de la victime de ne pas la laisser s'exprimer. Il y a toujours des questions qui sont posées parce que nous, on a des questions pour établir l'infraction, ce qui s'est passé, les blessures, ce qu'elle a fait. Mais le fait de nous obliger... mais après ce sont des décisions prises au niveau gouvernemental. Nous obliger à suivre cette trame, c'est parfois un peu - moi, je trouve que ce n'est pas forcément très adapté à la bonne prise en compte, on va dire, humaine de la personne. » (Capitaine de police, 2021)

L'interconnaissance

Si le parquet va rencontrer les fonctionnaires de la police et de la gendarmerie pour les former sur la particularité des violences conjugales, dans l'idéal le partage des savoirs peut aussi se faire dans l'autre sens : les agent·e·s de terrain sont parfois les mieux placé·e·s pour porter un regard plus sensible sur les situations de violences conjugales. Par exemple lorsque le colonel de la cellule à Ossau nous explique qu'il insistera toujours au parquet pour des confrontations⁴⁸ « indirectes » au lieu de la confrontation directe qui peut être demandée par les parquets : « les confrontations ne sont jamais une bonne idée car l'auteur va toujours essayer de prendre le dessus sur le bilan ; le regard est intimidant et peut écraser la victime ». Au-delà des coopérations entre les professionnel·le·s relevant des différentes institutions, ce qui paraît fluidifier de manière significative le traitement judiciaire des affaires c'est le fait qu'ils et elles s'identifient réciproquement et se connaissent.

Un autre exemple, tiré de nos observations dans les permanences, peut éclairer l'enjeu de la collaboration et la nécessité de former et sensibiliser les agent·e·s de police et de gendarmerie, ici du point de vue de la judiciarisation et de l'opportunité des poursuites. A la permanence, l'OPJ alerte le parquet à propos du fait qu'il y a une femme et son enfant mineur, adolescent, qui

⁴⁸ Où la personne accusée est mise en confrontation avec la plaignante ou un témoin.

souhaitent porter plainte et dénoncer des violences par conjoint. L'OPJ explique que la situation semble être « tendue » et, après un moment d'hésitation, demande à la substitue du procureur si elle peut entendre la femme et son enfant mineur, dépassant les protocoles du parquet qui exigent la présence d'un·e expert·e aux affaires concernant les mineur·e·s. Elle donne son raisonnement : il faut agir vite, la femme a dit qu'elle a hésité pendant des mois avant de venir déposer plainte, que les deux sont venu·e·s à un horaire où le conjoint n'est pas à la maison, que la femme présente des signes d'angoisse et que l'enfant, lui aussi, veut être entendu. Selon l'enquêtrice, attendre l'expert·e dans ces circonstances-là peut être finalement délétère aux victimes. Et finalement, l'OPJ indique qu'elle est formée au protocole NICHHD ; si elle n'est pas « l'experte » désignée, elle a néanmoins une formation qui améliore l'accueil.

Dans cet exemple, nous pouvons voir la place de l'engagement parfois nécessaire pour entendre ce que disent des personnes, c'est-à-dire pour traiter les femmes qui déposent des plaintes ou qui dénoncent les violences, non comme suspectes mais toutes comme des potentielles victimes d'une violence considérée comme intolérable. L'exemple démontre aussi la mobilisation d'une connaissance des signes d'urgence et de danger, ce qui a l'effet de saisir l'opportunité de bien accueillir la personne qui se déclare victime de violences et de ne pas la faire attendre pendant des heures. L'OPJ a reconnu les signes d'angoisse comme un indicateur de la violence. Elle a considéré cette situation comme dangereuse et potentiellement toujours en cours alors que pour l'instant, la « plaignante » n'a évoqué que les violences morales. Enfin, cette étape de franchir les portes du commissariat avec son enfant est reconnue comme signifiante non seulement dans l'histoire personnelle de cette femme, mais aussi pour la justice.

Cet exemple permet de renverser d'autres discours que nous avons entendus. Par exemple, sur le temps d'attente avant que la victime ne décide de signaler des violences à la justice, qui serait un signe de la non-urgence ; ou bien sur l'instrumentalisation de l'enfant qui l'accompagne. Autrement dit, l'exemple permet de décrire aussi ce qui ressemble à la « présomption de la véracité » que formule la sociologue Irène Théry⁴⁹, qui est, pour le colonel de la cellule spécialisée, essentielle : « au départ il faut croire ».

⁴⁹ https://www.lemonde.fr/idees/article/2011/05/23/la-femme-de-chambre-et-le-financier_1525953_3232.html

2. Les associations

Il est immédiatement évident sur le terrain que les associations d'aide aux victimes et les associations porteuses de TGD et de BAR sont essentielles pour l'exécution des nouveaux impératifs qui visent les violences conjugales. Nous ne pouvons sous-estimer le travail de ces associations du côté de l'accompagnement des victimes et en ce qui concerne l'exécution des mesures de protection et de prévention. Nous l'avons essentiellement vu du côté des victimes mais il existe, bien sûr, tout un travail associatif du côté des auteurs qui assure des suivis empathiques pour les personnes qui voient leur liberté contrainte, font face à des consommations pathologiques d'alcool et de drogues, et doivent démontrer leurs progrès devant des juges ou des agents de probation. Nous n'allons pas ici nous attarder sur l'étendue de leur travail mais essayer de le mettre en rapport avec les initiatives du tribunal notamment du côté des circuits de communication efficaces qui préservent et souvent contribuent à restaurer le lien entre les victimes et la justice et qui remontent les informations clés aux magistrat·e·s.

Interface avec la justice

L'exemple de l'association la plus polyvalente dans les matières tournées vers la justice est l'association qui gère aussi le bureau d'aide aux victimes à Rochebrune. Cette association généraliste accompagne les victimes dans les démarches auprès du tribunal, leur offre un accompagnement psychologique *et* un accompagnement social sur le plan des démarches auprès des assurances et bailleurs sociaux lorsque les infractions ont des effets immédiats sur les conditions de vie. Cette association a une vision globale de la délinquance et de la criminalité car elle prend en charge les contrôles judiciaires, les enquêtes sociales rapides et les stages de responsabilisation qui peuvent être ordonnés par un juge.

Avant 2019, cette association avait déjà un protocole mis en place pour contacter les victimes VIF avant une audience afin de vérifier leur situation, leur demander si elles allaient se constituer partie civile, si elles avaient un avocat et, éventuellement, leur offrir un accompagnement psychologique. Ce travail correspond au travail de beaucoup d'associations d'aide aux victimes, comme France Victimes, qui essaient d'apporter un accompagnement aux victimes de toutes infractions. Après 2019, grâce à l'élan du Grenelle (et les fonds qui ont suivi), le bureau d'aide aux victimes à Rochebrune a pu étendre ses missions. Depuis, l'association est destinatrice des plaintes pour

violences intrafamiliales⁵⁰ venues directement des commissariats du ressort, ce qui lui permet de prendre contact rapidement avec les victimes dans un premier temps et tout au long de la procédure si elles en ont besoin. L'association a resserré son lien avec les victimes de violences conjugales sur les comparutions immédiates où, tous les matins, ses membres font le point avec ces personnes qui sont dans des situations de crise car, d'habitude, dans les dernières 24h-48h, leur vie a été entièrement bouleversée. Les victimes sont également alertées des déferrements après une garde à vue, ce qui permet encore un contact avec la victime *dès* l'intervention de la justice et permet de communiquer sur les détails d'un placement sous contrôle judiciaire. L'association a un lien privilégié avec le juge des libertés et de la détention auquel elles peuvent occasionnellement faire remonter les informations. L'association s'engage également pour accompagner les victimes à formuler des requêtes pour une ordonnance de protection, les orientant vers l'ordre des avocat·e·s quand elles en ont besoin. Finalement, l'association est également destinataire des notifications de classement sans suite. Ces choses que nous détaillons-ici ne concernent que la matière des violences intrafamiliales et ne correspondent pas à l'entièreté de leur travail sur d'autres contentieux. Au bureau d'aide aux victimes, elles sont 6 juristes, 2 stagiaires, 1 coordinatrice, 2 psychologues à temps partiel et un chef de service.

En ce qui concerne les TGD et les BAR, l'association porteuse à Rochebrune est située à l'extérieur du tribunal et fait partie de la Fédération nationale solidarité femmes (FNSF). Sur Ossau et Ventoux ce sont les associations d'aide aux victimes qui prennent en charge ces dispositifs et à Chaberton le travail est partagé entre une association d'aide aux victimes et le CIDFF⁵¹ du département. Toutes ces associations sont des intermédiaires, voire l'interface entre la victime et la justice.

Les missions peuvent différer d'une association à un autre ; l'association de la FNSF par exemple, est une association dédiée aux femmes victimes de violence et elle n'a pas d'intérêt à se positionner en tant que la porte-parole pour la justice même si elle sert à transmettre, communiquer ou expliquer les décisions des magistrat·e·s aux femmes que l'association accompagne. Les associations d'aide aux victimes quant à elles, sont plus intégrées au tribunal et doivent concentrer leurs efforts sur l'accompagnement socio-judiciaire des personnes victimes de toute infraction. Néanmoins, ces associations d'aide aux victimes ont toutes vu leur travail évoluer au cours des

⁵⁰ En 2021, cette association, en lien avec le CIDFF du département, s'est vue transmettre 1000 plaintes pour violences conjugales.

⁵¹ Centre d'Information sur le Droit des Femmes et des Familles

dernières années en matière de violences conjugales et, plus largement, de VIF, constatant une augmentation de la prise en charge juridique de ces affaires mais aussi de leur intégration au sein des tribunaux où elles sont de plus en plus sollicitées pour intervenir auprès des victimes.

Transversalement, une partie des missions des associations qui accompagnent les personnes victimes d'infractions sert à « responsabiliser les gens » et à rendre plus transparentes les procédures judiciaires ; cela passe notamment par une présentation de toutes les démarches que les personnes victimes des infractions peuvent mener. Par exemple, lors d'une journée d'observation du travail de l'association d'aide aux victimes à Rochebrune, deux femmes, paniquées, se sont présentées pour en savoir plus sur un incident concernant leurs deux enfants handicapés qui avaient été attaqués avec armes par des camarades de classe. Tout ce qu'elles ont reçu, c'était une lettre de convocation par un juge d'instruction. Elles n'avaient aucune autre information quant au statut de la procédure ni des informations sur ce à quoi elles pouvaient attendre ; elles commencent à craindre que leurs enfants soient aussi mis en cause. Depuis, les jeunes « agresseurs » sont retournés à l'école et leurs propres enfants ne voulaient plus y aller, peur des représailles. Ici, l'association atteint ces limites car elle n'a pas accès aux dossiers, mais, elle peut néanmoins expliquer à ces femmes les procédures judiciaires, le rôle d'un juge d'instruction, leur donner des repères pour anticiper la lenteur d'une procédure, leur préciser les points sur le traitement des mineurs mis en cause par la justice et finalement les orienter vers des avocat·e·s spécialisées dans les affaires concernant les mineur·e·s au cas où elles en auraient besoin. Cet exemple, un peu loin des violences conjugales, montre néanmoins le manque d'accessibilité de la justice pour les justiciables et comment la première rencontre avec celle-ci ne se fait pas tranquillement. Les lettres de convocation, qui font partie d'une procédure, n'offrent que très peu d'informations et l'accès au bureau d'aide aux victimes (BAV) reste néanmoins limité à ceux qui peuvent se déplacer au tribunal pendant les journées de la semaine.

Or nos observations nous conduisent à considérer que ce manque d'accessibilité peut aussi être décrit comme une forme d'opacité : la justice ne donne que rarement des explications en dehors du temps d'une audience. Les avis de classements sans suite pour des infractions, y compris pour les crimes très graves, sont rarement envoyés aux personnes directement concernées, et surtout ne sont pas *expliqués*. Par exemple, pour un homme qui s'est vu attribué plus de 50 jours d'ITT, comateux et hospitalisé pendant plusieurs jours suite à une agression et un vol aggravé dans

l'espace public, l'avis d'un classement sans suite de l'affaire ne lui parvient jamais. Lorsqu'il recherche les explications pour ce qui semble être un arrêt des investigations, il se confronte aux barrières bureaucratiques de la justice. Le bureau d'aide aux victimes ne peut que l'accompagner dans les démarches auprès de la Commission d'indemnisation des victimes et des infractions (Civi). Parler d'un « manque d'accessibilité » est adéquat pour décrire la situation de certaines personnes qui peuvent persister, mobiliser des ressources, voire même un langage d'autorité pour « faire bouger les choses » et qui peuvent recourir à l'aide couteuse des professionnel·le·s du droit pour avoir des réponses. Cependant, un manque d'accessibilité peut facilement basculer et favoriser une grande opacité pour des personnes qui n'ont pas le temps de se déplacer dans la semaine au tribunal, qui ne maîtrisent pas le langage de la persuasion et ne se sentent peut-être pas autorisées à le faire, et qui ne peuvent pas faire appel à des avocat·e·s simplement pour avoir une réponse de la justice suite à une infraction ou un dépôt de plainte. Cet effet d'opacité peut être encore renforcé lorsque beaucoup de professionnel·le·s, nous l'avons observé, connaissent mal les procédures juridiques et donnent des mauvais conseils. C'était souvent le cas des personnes qui se présentaient aux bureaux d'aide aux victimes et qui ont précédemment parlé avec les juristes de leurs assurances, par exemple, qui leur ont dit qu'il fallait attendre le résultat d'une audience pour déclencher leurs droits (une audience qui dans le cadre d'un classement sans suite n'arrivera jamais). Les associations qui accompagnent les femmes-victimes des violences conjugales en dehors des démarches strictement juridiques ont souvent souligné la difficulté à déclencher les aides sociales auxquelles ces femmes ont droit parce qu'on insiste *à tort* sur le fait que certaines procédures judiciaires doivent précéder l'accès aux aides. Cette question rejoint notre point dans la première partie du rapport (II.B.4.), où les femmes-victimes ne disposent pas toujours de tous les éléments pour se protéger – les plaintes, les certificats médicaux, les informations quant à un placement sous contrôle judiciaire, les détails des condamnations – toutes ces choses auxquelles, en théorie, elles ont droit, mais auxquelles en pratique, elles n'accèdent pas.

Les évaluations personnalisées des victimes

Nous l'avons évoqué plusieurs fois dans le rapport : le travail des associations qui accompagnent les victimes peut servir à faire remonter des informations aux magistrat·e·s – or nous notons que ce contact est souvent une voie privilégiée pour un nombre restreint d'associations et n'est pas toujours ouvert ni accessible à toutes sur le terrain. A Ossau, nous avons vu un large réseau

d'associations qui interviennent et qui étaient au courant des initiatives locales – ayant souvent participé à l'élaboration du schéma départemental. A Ventoux, en revanche, la question de l'accès au·à la procureur·e était plus tendue pour les associations du territoire qui ne faisaient pas partie des associations porteuses des dispositifs de protection même si elles accompagnaient à côté les femmes à qui ont été distribuées des TGD ou des BAR.

Aux associations « à lien privilégié », le tribunal demande de faire des évaluations personnalisées des victimes (EVVI) dans des situations qui paraissent sensibles ou dangereuses et où la vulnérabilité de la victime et la nécessité d'engager des ressources de protection se posent. A l'inverse, il se peut que l'association identifie une situation critique et va transmettre l'EVVI au parquet, signalant qu'il y a un problème à dresser. Ces évaluations prennent toujours en compte l'intérêt de la protection de la victime, l'attention à ses besoins, à ses envies et à sa parole et se concluent avec un avis positif ou négatif pour l'attribution d'un dispositif de protection.

Pour les magistrat·e·s, ces évaluations sont souvent décisives quant à la distribution des TGD. Elles assurent au parquet que la victime, au vu de ses déclarations, ne se sent pas en sécurité, qu'elle est vulnérable et qu'elle ne souhaite pas avoir de contact avec l'auteur. Lorsque les évaluations comportent des déclarations sur des nouveaux faits, le parquet peut aussi intervenir en lançant des investigations de son côté et en requérant le BAR auprès du siège (si la victime est consentante) pour s'assurer que les interdictions sont respectées. Le travail derrière l'évaluation est très chronophage : nos interlocutrices au sein des associations ont cité la nécessité de 3 à 4 heures voire de journées entières pour les cas les plus complexes car les associations doivent obligatoirement prendre en compte tous les aspects de la situation pour bien évaluer sa dangerosité. Pour certain·e·s assistant·e·s de service social, cette évaluation est aussi considérée comme une trace importante pour les victimes à l'égard de la justice car trop souvent les dossiers ne retiennent qu'une partie des faits (notamment lorsque les faits sont prescrits). Même si les déclarations ne restent que ça, autrement dit même si elles ne sont jamais corroborées, ces traces peuvent, dans le cadre de la réitération des faits, être mobilisées pour justifier des mesures plus strictes.

L'interconnaissance

Finalement, la présence des associations et des assistant·e·s/intervenant·s sociaux·ales dans des espaces clés comme au sein des commissariats, des gendarmeries et des unités médico-judiciaires peut aussi améliorer la collaboration entre les personnes vulnérables et les professionnel·le·s qui

ne sont pas dans un rôle d'accompagnement ou de soin. Il est souvent difficile de traduire une violence quasi constante dans un fait ponctuel pour que cela intéresse, par exemple, un policier qui rédige la plainte, comme nous l'a expliqué l'assistante sociale au commissariat qui prend le temps de « trouver le délit » au cœur d'un récit de vie :

« J'essaie de tirer des ficelles pour essayer de comprendre et voir si je vais arriver à trouver – [les victimes] n'ont pas de termes juridiques, elles expliquent ce qui s'est passé, sauf qu'il faut écouter toute l'histoire pour essayer de trouver le délit. » (Assistante Sociale au Commissariat de police, Ventoux, 2021)

Et puis les fonctionnaires de police et de gendarmerie apprécient le travail des assistant·e·s sociaux·ales, les sollicitant pour leur avis sur les faits complexes qui ne relèvent pas de leur domaine d'expertise. L'interconnaissance entre les différents acteur·rice·s du territoire est un avantage non seulement pour les magistrat·e·s du tribunal qui s'appuient sur les connaissances des personnes « de terrain » mais également pour les agent·e·s de police ou de gendarmerie qui sont confronté·e·s à des situations qu'il·elle·s considèrent comme à la limite ou en dehors des limites de leur compétence :

« Il faut dire que la vision du policier sur les violences conjugales a changé. Avant, les policiers, on disait elle a pris une claque, elle n'a qu'à partir si elle est tapée elle n'a qu'à partir. Voilà. Maintenant, ils savent que pour partir, elles ont besoin de faire plusieurs étapes. Elles ont besoin de vérifier. Voilà donc. Maintenant, ce genre de discours n'existe plus... des fois, on ne comprend pas encore pourquoi elle reste bloquée. Mais ici, c'est vrai que je trouve que les collègues sont assez attentifs aux problèmes de violences intrafamiliales sur les enfants et sur les femmes et qu'ils sont assez vigilants quand ils interviennent la nuit pour des cris ou autre chose, quand ils sentent que la situation n'est pas très, très claire, qu'il y a besoin, ils viennent nous [l'équipe spécialisée] voir en disant "Bon, là, monsieur n'était pas là. La victime avait l'air d'avoir peur ou l'enfant a peur du père. Il y a un truc. Il faudrait retourner voir ce qui se passe." Soit, nous, on reprend contact avec les gens, soit j'en parle alors à la psy ou alors à la travailleuse sociale qui est là, qui elle, elle passe des contacts et c'est vrai des fois, quand elle passe des coups de téléphone, quand c'est une approche qui n'est pas policière, les gens se détendent parfois plus. Parce que des fois, la dame, elle a peut-être juste besoin d'une orientation, d'avoir le nom de quelqu'un à contacter, de l'association d'hébergement des femmes, d'avoir quelqu'un, une aide, un conseil juridique. Et ça aide, le fait de travailler à plusieurs : la psychologue, le pôle psycho-social et nous, ça aide à mieux aider les victimes, à les prendre en compte » (Policier, 2021)

Il y a des positionnements que l'assistant·e social·e peut prendre qu'un·e fonctionnaire de la police ne peut pas prendre, comme souligne le policier plus haut. Lorsque nous avons posé des questions sur la place des assistants sociaux en milieu policier, nos interlocuteur·rice·s (du social comme des forces de l'ordre) souhaitaient souligner la co-compétence et la compatibilité de ces deux sphères professionnelles.

3. Les médecins légistes

Formellement, l'examen auprès d'un·e médecin légiste fait aujourd'hui partie du parcours de la personne qui dépose plainte⁵² pour des violences conjugales. Dès la prise de la plainte, la personne est orientée vers les unités médico-judiciaires *sur réquisition* et dans le moindre délai. Une fois que le certificat médical est rédigé, il est transmis aux OPJ et intègre le dossier d'enquête en cours et devient une pièce importante – voire clé – pour la procédure jusqu'à l'audience et parfois au-delà, pour le·la JAF et lorsque les acteur·rice·s « de suivi » comme le·la JAP s'en sert.

Lors du stade des auditions ou au cours d'une garde à vue, le certificat est un instrument pour les enquêteur·rice·s qui peuvent réentendre la victime et lui demander d'être plus précise au vu, par exemple, des déclarations incohérentes avec sa première audition (lorsque par exemple l'examen a dévoilé des traces supplémentaires de violence ou lorsque la parole de la victime s'est davantage libérée devant le·la médecin légiste). Les enquêteur·rice·s peuvent aussi l'utiliser, comme il·elle·s le font souvent, pour interroger l'auteur sur les faits « objectivés » par un examen. Le certificat, s'il peut venir corroborer les déclarations, est aussi un support qui peut toujours venir *défaire* les déclarations. Il est ainsi essentiel que toute personne qui se soumet à un examen de médecine légale soit éclairée de l'utilité et de la fonction d'un examen de ce type où leur corps peut littéralement « témoigner » à leur place (Mulla, 2008; Young, 1989). Les médecins légistes essaient néanmoins de ne jamais faire des déclarations sur ce qu'ils ne voient pas. Selon les médecins légistes avec qui nous avons discuté, l'absence de traces ne confirme jamais l'absence des faits, surtout en ce qui concerne les faits anciens ou qui ont peut-être disparu entre temps.

L'aspect le plus emblématique du certificat médical est l'attribution d'ITT (incapacité totale de travail) qu'on va « accorder » à la victime suite à son examen. L'ITT est néanmoins « source de confusion, voire d'erreur », comme l'indique dans ses recommandations de 2011 la Haute autorité de santé, qui ajoute : « Elle renvoie à une gêne fonctionnelle. L'incapacité ou la perte d'autonomie n'est ni nécessairement 'totale', ni liée au 'travail' au sens de l'activité professionnelle. Cette dénomination est inadaptée. »⁵³ Elle renvoie surtout sur la durée de la gêne notable dans les actes de la vie quotidienne. « L'ITT », nous explique Madame Granger médecin légiste à l'unité médico-

⁵² Plus généralement, toute personne qui est entendue en tant que victime de violences.

⁵³ https://www.has-sante.fr/upload/docs/application/pdf/2011-11/certificat_medical_initial_concernant_une_personne_victime_de_violences_-_recommandations.pdf

judiciaire de Ventoux, « c'est un reflet, en quelque sorte, de la gravité des violences subies. En tout cas, ça évalue les répercussions physiques et psychologiques des violences subies. »

Les médecins légistes nous ont aussi parlé de la complexité d'une telle notion qui est peu précise et dont l'appréhension peut varier d'un·e médecin légiste à un·e autre, voire d'une unité médico-judiciaire à une autre. A Ventoux, par exemple, l'unité médico-judiciaire a considéré qu'il était important d'apporter une cohésion au sein de leur équipe et de collaborer entre eux·elles pour fixer des barèmes et des références communes à toute l'équipe. L'ITT, si elle doit s'appuyer sur les éléments très concrets liés aux retentissements des actes de violence, est néanmoins soumise à la subjectivité et ne peut que rarement être réduite aux seuls retentissements physiques, notamment dans le cadre des violences habituelles ou répétées au cours d'une période longue.

« Ce que je voulais dire sur l'ITT par rapport aux violences conjugales, c'est là où c'est très compliqué. C'est que souvent, les violences conjugales s'inscrivent dans une durée, dans une répétition et il peut être difficile de pouvoir identifier une période d'incapacité totale de travail alors que des faits de violence se perpétuent très fréquemment, ou bien des violences physiques ou psychologiques ou bien, on a un retentissement psychologique mais qui s'étend sur plusieurs années en lien avec les violences physiques...dans ce cas faut-il mettre un ITT de trois mois, dix ans ? C'est là qu'une incapacité totale de travail est, à mon sens, une notion pas très adaptée. C'est surtout dans ces situations où on a de la répétition, de la prolongation des retentissements sur une longue période, des faits traumatiques, psychologiques ou physiques réitérés. Et donc c'est très compliqué de pouvoir fixer des ITT dans ce cadre-là. Ce n'est pas adapté en fait, ce n'est pas de tout adapté pour évaluer la gravité. Est-ce qu'il faut faire trois +3 + 4 ... ? Ça va pour quelqu'un, par exemple, qui a pris une gifle ou un coup de poing un soir dans la rue. Là, on a un épisode traumatique unique. Ça ne va pas être très compliqué en fonction des lésions constatées de fixer une incapacité totale de travail mais sur des faits récurrents réitérés comme ça, c'est très difficile à appréhender. » (Madame Granger, médecin légiste, Ventoux, 2021)

L'ITT qu'accorde le·la médecin légiste n'est pas toujours retenue par le parquet, notamment pour la qualification d'un délit ou d'un crime (plus ou moins de 8 jours d'ITT). Le·la magistrat·e peut, au vu des doléances, de l'audition et d'autres éléments portés à son attention, adhérer au nombre accordé par le·la médecin légiste, ou simplement adhérer aux parties corroboratives du certificat (des traces qui coïncident avec les déclarations de la victime et des retentissements psychologiques importants en lien avec les violences). La point de vue professionnel de Madame Granger se confronte ici au point de vue professionnel du·de la magistrat·e. Pour la première, l'ITT n'est pas adaptée aux violences conjugales parce que l'unité de mesure – le jour – est incompatible avec une violence cumulative. Ce n'est pas parce le·la médecin légiste ne peut pas *constater* que violence a eu lieu, mais plutôt qu'il est difficile de traduire ces choses dans des « jours ». Or, de la perspective professionnelle du·de la magistrat·e, la violence est cumulative dans la limite où les preuves peuvent le démontrer, que le·la magistrat·e peut isoler les événements qui ont eu lieu. En réalité,

les violences cumulatives/habituelles ne sont que rarement retenues par le tribunal sauf lorsqu'on a un historique de violences bien documenté par les traces juridiques (des plaintes, des mains courantes) ainsi que des éléments probatoires comme des traces matérielles et des témoignages. Mais des tensions entre les deux perspectives existent aussi notablement par rapport aux violences psychologiques et à leur preuve. Pour une médecin légiste qui nous accueille pour une journée de suivi, « il n'y a pas trop de différence entre les traces psychologiques et les traces physiques. Ce n'est pas plus difficile de les déceler. Il n'y a pas cette séparation entre le corps et l'esprit ». Cependant, pour quelques magistrat·e·s encore il est *impossible* d'objectiver les retentissements psychologiques et, *globalement*, le lien entre les violences subies et la dégradation de la santé psychique est difficile à tenir devant le tribunal. Il·elle·s préfèrent ne pas poursuivre sur le biais seul des traces psychologiques :

« Je trouve que ce serait extrêmement compliqué, du coup, de poursuivre les seules violences psychologiques parce que, déjà, apporter la preuve des mots bon, ben c'est très compliqué et en plus, ce serait très facile pour la partie en face de dire "oui, mais elle aussi m'insulte." Donc moi, les violences psychologiques, je préfère les poursuivre sous la qualification de harcèlement quand j'ai suffisamment d'éléments pour faire tenir un harcèlement. Donc, c'est vrai que ces questions de violences psychologiques, ça se pose souvent parce que, régulièrement, il y a un fait de violence physique et, à ce moment-là, la victime me dit "bah oui, mais voilà, ça fait des années qu'il m'insulte", voire elle ne dépose plainte que pour des violences psychologiques. La définition des violences en droit pénal c'est tout acte qui est de nature à causer un choc émotif. Pour autant, il faut qu'on le prouve et il faut qu'on prouve aussi que ça ne s'inscrit pas juste dans une relation de couple extrêmement toxique où tous les deux n'ont fait que s'insulter régulièrement. Donc, c'est compliqué. Moi, souvent, ce que je considère, c'est que je poursuis un acte de violence physique si je peux le prouver. Et l'existence des violences psychologiques, par ailleurs, viendra mettre un élément de contexte, soit si on a vraiment une altération de l'état de santé qui est prouvé, je préfère poursuivre sous la qualification de harcèlement. » (Substitute de procureure, 2021)

Cet extrait d'entretien souligne aussi les tensions autour de la notion de preuve entre les médecins légistes et les magistrat·e·s, tensions que nous relions à la vision professionnelle de chacun (Goodwin, 1994) plutôt qu'à des subjectivités individuelles. Chaque partie prenante de ce réseau judiciaire possède ses propres techniques de « lecture de preuves », en lien avec son métier. Les constats d'un·e médecin légiste peuvent être considérés comme simplement accessoires lorsqu'un magistrat martèle que la dégradation de la santé mentale de la victime est « impossible » à lier, sans aucun doute, aux actions du mis en cause, contrairement aux traces physiques (des griffures, des hématomes, etc.). Nous pouvons voir que la manière dont les magistrat·e·s déterminent et mettent à l'épreuve les éléments d'un dossier de violences conjugales, ces « systèmes de

vérification » qui caractérisent le droit pénal (Ghazzal, 2016, p. 42), est influencée par des supposés « truismes » du corps humains qui ne s'accorde pas toujours avec le savoir d'un·e médecin légiste.

Néanmoins, en ce qui concerne les traces physiques, les certificats médicaux sont de véritables modes de preuve qui permettent d'établir la vérité juridique sur certains faits en apportant une corroboration lorsqu'ils lient des lésions à des gestes très précis. Le certificat médical permet de faire la traduction entre les déclarations d'une victime et les effets altérants sur son corps ou sur son esprit. Par exemple, lorsqu'une victime, lors d'une audition, parle des « bousculades », des « gifles » ou bien dit avoir été « poussée » au sol, le·la médecin légiste va reprendre ses déclarations en décrivant précisément les effets et les lésions constatées, les ecchymoses, les hématomes, et un retentissement psychique lié à la peur. « Gifle » manque de la précision alors que le constat qu'une gifle a causé une hémorragie sous-conjoncturale apporte une idée de la violence exercée sur le moment. Le fait d'être plaquée contre le mur n'apporte pas non plus la même réponse que de relever les traces d'une strangulation évidente sur la peau de la victime. Et puis le fait d'avoir peur, d'être dans un état de vigilance constante peut se traduire dans des troubles importants du sommeil et un manque d'appétit qui dégradent de façon importante l'état de santé de la victime. Un certificat médical traduit les déclarations de la victime dans des symptômes et des retentissements médicalisés tout en les reformulant aussi dans un langage efficace et compréhensible de l'extérieur.

Si à Ventoux, Ossau et Rochebrune, la réquisition d'un·e médecin légiste est systématisée lors de la dénonciation des faits, et surtout toujours demandée par les parquetiers à la permanence, c'est aussi grâce au fait qu'il existe des structures sur le ressort qui permettent l'accueil des victimes de toute infraction violente tous les jours de la semaine mais, en priorité, des violences conjugales, d'agressions sexuelles, ou de violences envers des mineur·e·s. Bien évidemment toutes les victimes ne se rendent pas à la visite de médecine légale, par manque d'accessibilité, par manque de temps, ou parce que certaines refusent ou sont réticentes à se soumettre encore à un interrogatoire. Néanmoins, nous ne pouvons ignorer la place importante de ces structures : à Ventoux par exemple, on a évoqué que l'unité reçoit 6 000 victimes par an et que 1/5 d'entre elles sont des victimes de violences conjugales.

A Chaberton, l'accès et aussi la culture de recourir à des médecins légistes est quasi absente des procédures. Au moment de notre enquête, il existait une permanence un matin de la semaine sur

une grande région rurale. Si les comités et réunions sur le ressort ont été avisés du problème, la culture locale est profondément affectée par le manque de médecins légistes. Les magistrats de leur côté s'adaptent et acceptent les certificats produits par des médecins libéraux et font régulièrement des réquisitions psychologiques/psychiatriques par des spécialistes, plus accessibles sur le territoire. Or un certificat médical rédigé par un non-expert n'a pas de valeur strictement juridique (même s'il est accepté au vu de la situation du ressort)⁵⁴ et un psychologue ne peut pas repérer les traces physiques sur le corps. Cela peut entraîner des conséquences plus importantes lorsque le dossier est repris par une autre juridiction où les exigences quant aux certificats médicaux sont strictes. Puis la culture locale du point de vue des services d'enquête est particulièrement affectée à Chaberton : à l'association d'aide aux victimes locales, lorsque la conversation s'est tournée vers le refus de plaintes sur le territoire (ce qui n'est pas propre à Chaberton), une assistante sociale a indiqué que cela se fait surtout *lorsque les victimes n'apportent pas avec elles des certificats médicaux comme preuve de la violence*. Cela est contraire aux procédures⁵⁵, renvoie la charge de l'enquête à la victime et c'est simplement incohérent avec la réalité des violences conjugales. Selon l'assistante sociale, le refus de plaintes pour manque d'un certificat médical est « systématique dans la région ».

Cette situation paraît être particulièrement problématique pour les violences sexuelles où le prélèvement d'ADN doit être fait dans un délai de quelques heures et où on va demander à une personne, adulte comme enfant, de se déplacer à quelques centaines de kilomètres pour avoir accès à un médecin légiste certifié. Il y a certes des urgentistes ou des hôpitaux publics qui peuvent être consultés, mais le rôle d'expert est en soi particulièrement important pour les procès judiciaires. Puis les visites médicales non-cadrées par les procédures judiciaires peuvent aussi entraîner des coûts de prises en charge médicale.

4. La communication entre deux territoires

Une des problématiques récurrentes sur le terrain concernait la communication et la circulation de renseignements, de documents et d'éléments constituant les dossiers à différents stades. C'est d'ailleurs, et nous avons essayé de le souligner, une problématique qui est abordée dans les diverses

⁵⁴ Les médecins légistes peuvent apporter de la clarté aux certificats rédigés par des non-experts, par exemple en reprenant les faits établis et décrits par des médecins et en attribuant formellement des journées d'ITT à ces faits établis.

⁵⁵ C'est l'OPJ qui doit faire la réquisition d'un examen médico-légal après avoir pris la plainte de la victime

politiques pénales qui recentralisent la circulation d'informations des partenaires du ressort autour du parquet et créent des ponts de communication là où les partenariats n'existaient pas auparavant – par exemple entre les hôpitaux et les forces de l'ordre avec le déploiement des pré-plaintes faites à l'hôpital.

Néanmoins, la communication *entre* les partenaires des différents ressorts *et entre* les tribunaux judiciaires territorialisés demeure une grande difficulté malgré les avancées à l'intérieur d'une espace géographique, réunit autour d'un tribunal judiciaire. L'ampleur de la mauvaise communication est finalement très difficile à évaluer car là où la communication est efficace, par exemple lorsqu'il y a un transfert pour compétence qui se fait rapidement et où les éléments essentiels pour prendre une décision ou pour orienter une plainte suit le même parcours que toute autre plainte, il n'y a pas d'effet ressenti. Or quand les enquêtes sont menées à distance, lorsqu'un renseignement judiciaire arrive par courrier sur des événements graves mais lointains, nous observons les effets désastreux d'une mauvaise communication sur les procédures. Le premier effet est le temps d'attente, c'est-à-dire que la priorisation fonctionne mieux là où les choses restent à l'intérieur d'un ressort mais devient plus compliquée lorsqu'une plainte peut être transférée. Une juriste de la CIDFF de Ventoux nous a parlé de cette difficulté et nous a dit qu'elle donne toujours le conseil d'aller là où l'auteur habite pour déposer plainte, s'il vit sur un autre ressort que celui de la victime, du moins quand c'est possible. Car autrement, il faut d'abord compter le temps d'attente pour remonter la plainte au parquet là où habite la victime, ensuite, le parquet doit saisir le parquet du lieu où habite l'auteur pour que soient informées les forces de l'ordre compétents et pour que ça revienne en retour au parquet du lieu du domicile de la victime. Ces circulations peuvent facilement dépasser trois mois. Quand nous avons parlé de cela avec une magistrate, elle a admis que c'est une réalité difficile à entendre car elle renvoie la charge sur la victime alors que c'est la justice qui doit s'en assurer.

Quand la juriste nous parle de trois mois d'attente, elle ne fait pas d'hyperbole, nous avons vu des communications entre deux ressorts qui peuvent prendre plus de 12 mois pour qu'une réponse soit apportée à un signalement SPIP d'une violation d'une interdiction de contact. 12 mois au cours desquels le monsieur en question est entré dans un schéma d'escalade de violences, a commis des violences par conjoint sur une nouvelle compagne et a été emprisonné. La communication était initialement rapide entre les premiers acteur·rice·s qui se trouvent sur le même ressort : le

signalement du SPIP au parquet par voie de courrier électronique est immédiat. Or le parquet communique par courrier à un autre parquet compétent qui prend attache, par courrier, avec la gendarmerie compétente. Depuis le moment où le SPIP a alerté le parquet jusqu'au moment où la gendarmerie compétente renseigne la demande d'entendre la victime, presque 3 mois se sont écoulés (80 jours). Cinq mois après cela (8 mois au total), le parquet initial (là où habite l'auteur) reçoit la PV d'audition de la victime. Ce parquet saisit la gendarmerie pour entendre Monsieur sur les faits de réitération. La gendarmerie répond que ce n'est pas nécessaire car les mesures d'interdiction ne sont plus valables selon le SPIP (nous sommes à 9 mois du signalement initial) et il n'est pas en violation. Or le parquet répond que monsieur était *au moment du signalement* en violation de l'interdiction et que de tout façon monsieur a, au moins commis des faits nouveaux (messages malveillants). Près d'un an plus tard, monsieur est auditionné par les gendarmes (il est à ce moment-là incarcéré pour les nouveaux faits de violences conjugales). Le parquet oriente la procédure et le convoque en CPPVCJ.

Pour la victime, une telle situation est catastrophique. Déjà condamné pour des violences à son encontre, le suivi est essentiellement inefficace car, si le SPIP a pu alerter le parquet de la possibilité que de nouvelles violences soient commises, la chaîne de communication qui a suivi n'a pas fonctionné. Mais du côté de l'auteur *aussi* nous rencontrons des problèmes très graves quant à la possibilité de réinsertion – le suivi des auteurs est aussi un accompagnement vers la réinsertion pour les aider à se remettre sur la bonne voie, à se soigner, à trouver de la stabilité, etc. A l'audience de Monsieur pour les faits de réitération, les comptes-rendus SPIP font mention d'un parcours de vie brisée et de difficultés toute récentes qui sont peut-être à l'origine de sa régression. Nous ne pouvons pas faire des hypothèses de scénario si l'intervention avait été plus rapide, mais il est clair que la justice n'a pu protéger une femme, déjà victime de violences conjugales, ni prévenir les nouvelles violences contre une autre personne, alors même que l'auteur était suivi par les services de probation.

Nous pouvons aussi retenir l'exemple d'un dossier observé en audience pour des violences par conjoint en forme de menaces de morts, menaces de viol et en présence des enfants mais où le juge est contraint à prononcer une relaxe pour une faute d'enquête. A l'audience, les violences ont pourtant l'air d'être clairement établies. Le président de la chambre lit les comptes-rendus d'exploitation des messages vocaux, cite les messages qui parlent d'une violence et d'une

vengeance extrêmes. La période exploitée concerne presque 50 messages laissés avec des appels toutes les trois minutes puis d'autres éléments sont révélés par l'OPJ : monsieur est en récidive pour violences conjugales et l'exploitation du téléphone a été faite par « des experts » qui ont identifié les voix émanant des messages comme celles du mis en cause et de ses enfants. Or c'est lors de l'exposé de la défense que l'on entend que dans son audition, le mis en cause (qui habite sur un autre ressort) s'est vu poser seulement « 6 questions » et que les victimes (qui habite sur le ressort où se tient l'audience) n'ont jamais été entendues.

Ce qui nous concerne ici n'est pas qu'une condamnation n'a pas été prononcée, mais que l'enquête, menée auprès de l'auteur à l'autre bout de la France, était une enquête véritablement insuffisante qui ne renseignait rien à propos de la situation, de la place des enfants, des critères de dangerosité, etc., malgré les signaux d'alerte très importants comme la présence des enfants, les menaces de violences graves et les antécédents judiciaires en lien avec les violences par conjoint (sur la même victime). Nous avons pu discuter avec le ministère public qui a porté ce dossier devant le tribunal et cette personne nous a expliqué un peu plus en détail la problématique, notamment l'absence total des éléments habituellement exigés pour ce type d'enquête et nous a fait part aussi de son exaspération devant l'insuffisance de la communication, trop souvent d'un autre âge :

« C'est vrai que c'était un dossier très, très, très peu épais, où il y avait manifestement une insuffisance. En fait, moi, quand j'ai intégré la justice et c'est ce qui m'a posé question, je me suis dit "OK, la justice travaille par ressorts et parfois la communication, l'échange de procédures entre les ressorts, ça ne marche pas, quoi." Et vraiment, je me souviens quand j'ai commencé pour la première fois, non pas en tant que magistrat, j'étais assistant de justice, je découvre les procédures, je vois comment ça se passe et je me dis mais ce n'est pas possible. On est au 21ème siècle, l'internet existe, on voyage tous les jours. Moi-même, je vis dans un autre département et je vois que la justice en fait, pour s'échanger une procédure entre tel et tel département, ça met 3 mois à arriver et il y a des choses qui se perdent en route. Et là c'était un peu le cas, c'est-à-dire que c'était une procédure qui avait été initiée sur un autre ressort. Il y a le CD des enregistrements des menaces de mort qui s'est perdu en route. Surtout du coup, c'était une brigade qui n'avait pas pris vraiment d'audition. Ici, je connais les enquêteurs, si je vois qu'une enquête n'est pas bien faite, je sais qui appeler pour leur dire 'non, mais là, ça ne va pas. Il m'en faut plus.' En revanche, là, je crois que c'était une brigade du **. Effectivement, en recevant ça par papier un truc de 2019... je n'allais pas les rappeler trois ans plus tard. Donc oui, je ne suis pas seul à dire ça, mais c'est vrai qu'il y avait quand même une enquête insuffisante. Et ça illustre aussi le fait que *quand on décide d'orienter une procédure, on le fait à l'aveugle au parquet*, puisqu'on n'a pas la procédure dans les mains quand on décide de convoquer quelqu'un à l'audience, on a un compte rendu des enquêteurs qui me dit 'voilà ce qu'il y a dans la procédure' et on doit leur faire une confiance absolue. Donc, en soi, moi aussi, sur cette procédure, j'aurais pu faire un compte-rendu en disant, 'ben, voilà, on a deux victimes de menaces de mort. Il y a un CD des enregistrements qui a été exploité, on est sûr que c'est lui, on a reconnu sa voix, c'est acté en procédure, les menaces de mort ont été retranscrites, il y en a tant sur telle période.' Bon, bah, moi, on me fait un compte-rendu comme ça, moi aussi, je poursuis, mais ensuite, quand on a la procédure, on se rend compte qu'en réalité, il n'y a pas eu de plainte des victimes, que le CD,

il s'est perdu en route, que la retranscription elle est faite, mais elle est faite avec un élément un peu subjectif du gendarme qui dit 'Je suis sûr que c'est lui,' mais on ne sait même pas si ce sont ses numéros. Ça illustre aussi, ben oui, parfois, de toute façon, on peut se tromper aussi dans l'orientation quand on n'a pas la procédure sous les yeux. » (Substitut de procureur)

Des difficultés de communication surviennent aussi entre les compétences des juges, par exemple, lorsque le parquet va investiguer les infractions commises sur le ressort et il se trouve que l'auteur est déjà suivi par un·e JAP sur un autre ressort : dans une situation une victime de violences conjugales écrit au·à la procureur·e de la République là où elle habite pour avoir des nouvelles de sa plainte déposée trois mois auparavant. Suite au dépôt de plainte, elle a été entendue assez rapidement par le·la JAP qui suit son ex-conjoint. Or si le·la JAP a de son côté pris des décisions sur le suivi de monsieur, le parquet compétent sur les nouvelles infractions potentiellement commises n'est pas averti, et la victime non plus. Elle reste en suspens face à une personne condamnée pour violences par conjoint et qui ne respecte pas les interdictions (ce qui, si cela est caractérisé, relève d'une infraction et peut être poursuivi).

Ces exemples très précis et ponctuels soulignent des moments où la protection des victimes et le suivi des auteurs ne sont pas assurés. Le parquet ne peut pas travailler la protection de la victime s'il n'a pas des circuits de communication efficace avec ces partenaires du ressort mais aussi auprès d'autres tribunaux. Les exemples permettent aussi, dans un élan optimiste, de montrer la qualité des efforts menés localement pour faire remonter quotidiennement les informations grâce à un suivi régulier des victimes et auteurs de violences conjugales.

B. Le siège et les décisions pénales

« Pour les magistrats du siège, qui sont indépendants, je dirais que cette notion de politique pénale, elle est plus délicate à manier, puisqu'en fait, on peut dire que cette indépendance du juge fait un peu obstacle à la volonté d'uniformiser toutes les réponses à une thématique particulière puisque, de fait, [...] comme je suis indépendant, je suis aussi indépendant du parquet que de mes collègues d'une certaine manière, et du coup, ça peut être délicat de mêler cette notion de politique pénale puisqu'en fait, chaque juge étant indépendant, il va motiver un fait en droit, mais peut avoir une réponse qui va être différente. Essayer d'uniformiser ces réponses, un juge pourrait dire : Mais moi je suis indépendant. Je ne vois pas pourquoi je vais me caler sur telle ou telle réponse, entre guillemets, pénale. » (M. Bruch, Juge de l'application des peines, 2021)

Comme nous l'explique Monsieur Bruch, la notion même d'une politique pénale va à l'encontre des principes d'indépendances des juges, ces derniers devant rester impartiaux et objectifs, et elle peut aussi provoquer des frictions surtout lorsque les « politiques pénales » de la région donnent l'impression de vouloir uniformiser les jugements, ce qui peut avoir pour effet de réduire ce principe. Néanmoins, sur chaque ressort, il était évident que les pratiques évoluaient aussi bien

pour le parquet, comme nous l'avons démontré, qu'auprès du siège désormais confronté à l'augmentation des dossiers et au déploiement de nouveaux outils juridiques pour y faire face. Or il était pour nous difficile de saisir les transformations dans le traitement judiciaire des violences conjugales du côté du siège dans sa pratique quotidienne. Il existe certes un niveau de corroboration/collaboration sur les peines requises par le·la ministère public et les peines retenues par les juges, ce qui montre des transformations concrètes au sein du siège. Autrement dit, si le parquet a fait évoluer ses réponses face à ce contentieux, le siège y répond en lui faisant, majoritairement, confiance.

Dans les entretiens, les juges des audiences correctionnelles nous parlaient souvent des questions qu'il·elle·s pouvaient poser aux justiciables et à la victime, cherchant à savoir ce que les deux parties, mais particulièrement la victime, envisageaient par la suite, afin de peser la condamnation contre la « réalité des choses ». Confrontés à des dossiers où le parquet poursuit indépendamment de la volonté de la victime et en vue de la caractérisation des faits, les juges anticipent que les interdictions de contact ne durent pas et leur décision est contrainte par la nécessité d'une condamnation adaptée d'une part *et* les enjeux pragmatiques de la vie de couple d'autre part. Puis il y a des enjeux « psycho-sociaux » ou relevant de profils criminologiques. On nous a souvent parlé des indicateurs de l'emprise qui correspondent pour les magistrat·e·s à la manière dont la victime n'arrive pas à se déculpabiliser de la situation, adoptant une posture où elle s'excuse elle-même devant le tribunal pour les violences qu'elle a subies ou bien, les indicateurs d'aggravation, comme la consommation de drogues ou d'alcool, des antécédents judiciaires de violences, la misère sociale, et parfois même des catégories opposant le « culturel » et l'« éducatif ».

Lors d'un entretien, une juge des enfants, qui a aussi eu une longue carrière de juge en correctionnelle et aux affaires familiales, nous a posé la question suivante : comment les généralisations sociologiques sur les violences conjugales peuvent-elles être utiles pour le·la magistrat·e qui doit s'en tenir à juger au cas par cas ? Elle avait en tête l'expression « qu'un homme violent ne peut être un bon père », expression dont une partie de la magistrature se réclame pour contrecarrer la présomption que l'intérêt de l'enfant est mieux traité avec ses deux parents dans sa vie. D'autres juges nous ont fait part de réflexions similaires, comme par exemple, sur les bracelets électroniques antirapprochement qui sont considérés par eux·elles comme des outils à restriction de libertés très, très agressifs – faut-il vraiment appliquer massivement ce genre de mesure aux

hommes coupables de violences conjugales ? Nous avons discuté avec cette juge des savoirs sociologiques, des inégalités sociales, des implications pour les enfants, des limites de la protection d'une femme qui doit être « co-parente » avec son agresseur, du problème de la récidive, etc. Or le savoir sociologique produit sur les auteurs et les victimes des violences conjugales reste énigmatique pour les magistrat·e·s qui sont prudents sur la manière d'appréhender une situation dans des mots qui relèvent davantage pour eux·elles de controverses politiques alors qu'ils doivent se tenir à ne pas juger les choses qui ne sont pas encore produits. Ce regard n'est pas partagé par l'ensemble des magistrat·e·s que nous avons rencontrés. Certain·e·s retiennent la légitimité de recourir à des mesures très restrictives vis-à-vis des auteurs de violences conjugales car ils s'appuient justement sur les tendances sociologiques, le grand succès des dispositifs restrictifs dans d'autres pays comme en Espagne, leur propre expérience avec des auteurs, et les pressions professionnelles face à l'attention médiatique des féminicides conjugales surtout lors des affaires qui ont fait l'objet d'une réponse pénale préalable mais peu contraignante.

Quid donc des politiques pénales à l'échelle du siège ?

Le siège *est* véritablement affecté par les politiques d'un parquet qui poursuit de façon volontariste les violences conjugales et nous avons vu que la priorisation concerne tout secteur de la justice. Nous aimerions retenir ici, dans cette partie, au moins trois thématiques concernant le siège qui nous ont paru comme intimement liées aux politiques pénales locales : les audiences violences conjugales et les audiences dites « dédiées », la réquisition et la prononciation des BAR et, finalement, les mesures d'éloignement et l'autorité parentale des auteurs condamnés.

1. Les audiences dédiées : les enjeux, les débats et les possibilités

Nos interlocuteur·rice·s du siège comme du parquet étaient globalement en faveur de la mise en place d'audiences dédiées aux violences conjugales, ou aux VIF plus généralement, en vertu de multiples points positifs supposés et en l'absence de véritables risques inhérents à ces mises en œuvre. Certain·e·s magistrat·e·s s'exprimaient parfois avec une relative indifférence, comme ce fut le cas de Madame Mahler, juge au correctionnel, qui ne ressentait pas la nécessité d'affecter des collègues « sensibles » à un contentieux qui n'est pas particulièrement complexe à juger. Néanmoins elle reconnaissait des aspects positifs du point de vue des justiciables et particulièrement pour les victimes :

« Il y a un avantage pour dire que peut-être, j’imagine une femme qui était victime des violences conjugales et qui va arriver dans une audience lambda et qui va passer au milieu du petit dealer du coin qui a trafiqué cinq grammes de cocaïne et puis le dossier suivant c’est un vol à la tire et puis le dossier suivant c’est un étudiant qui s’est fait agresser à la sortie d’une boîte de nuit et elle, elle arrive et on va lui demander de détailler un peu ça vie. Et je me dis que ça fait un peu bizarre, que ce n’est pas très bien de faire ça. Du coup, les sortir de ces audiences avec les tout venants, très différents, ce n’est peut-être pas plus mal. Plus respectueux, voilà. Peut-être. Je me pose la question. » (Madame Mahler, vice-présidente, 2021)

D’autres magistrat·e·s renaient l’intérêt à porter un regard ciblé sur un contentieux afin de bien préparer l’audience : dans l’idéal, les magistrat·e·s pourraient alors se concentrer sur les particularités du contentieux et s’approprier les outils du droit adaptés aux violences intrafamiliales. C’est un moment pour préparer son discours, adopter une posture plus sensible et regarder en amont les implications que les jugements peuvent avoir sur la configuration familiale et la place des enfants :

« Avoir une façon d’aborder les dossiers qui sont contenus tout au cours de l’audience en disant qu’en gros, “Je m’y émerge là-dedans et je sais que je vais traiter les violences conjugales et je vais repérer, à travers les dossiers, des signes”. Moi, je crois qu’on peut aussi plus s’améliorer dans la façon dont on regarde les dossiers. Par exemple, dans une procédure, on aura des questions qui sont intéressantes, enfin, qui nous renseignent de façon instructive sur, par exemple, un fonctionnement de couple, et du coup, on pourrait peut-être poser ces questions-là à l’occasion de l’audience d’un autre dossier plus facilement parce qu’en préparant une audience, on aura tous ces dossiers à examiner. » (Mme Turner, Vice-procureure, 2021)

Regrouper les violences conjugales/VIF dans les audiences dédiées est aussi une manière pour le parquet de communiquer sur sa politique pénale. Si, comme nous a expliqué nos interlocuteur·rice·s, les mentalités à propos des violences conjugales ont évolué dans les dernières années c’est aussi parce que les magistrat·e·s se sont approprié « l’arsenal juridique » c’est-à-dire les outils, les dispositifs et la jurisprudence qui n’existaient pas auparavant. Les magistrat·e·s du siège vont voir que le·la ministère public envoie plus de violences conjugales devant le tribunal au lieu de passer à des alternatives, qu’il·elle requiert de plus en plus souvent des peines complémentaires, des outils de suivi et qu’il·elle va miser sur les interdictions de contact et, quand c’est nécessaire, les dispositifs d’éloignement qui engagent la mobilisation d’effectifs importants. Les juges doivent forcément prendre en considération l’augmentation de ces affaires surtout lorsqu’eux·elles-mêmes sont confronté·e·s au poids du taux d’incarcération qui a déjà atteint ses limites⁵⁶.

⁵⁶https://www.lemonde.fr/societe/article/2022/12/28/prisons-le-nombre-de-detenus-en-france-atteint-un-nouveau-record-6155891_3224.html#:~:text=Au%201er%20d%C3%A9cembre%2C%2072%20836,une%20densit%C3%A9%20carc%C3%A9rale%20de%20120%20%25.&text=Lecture%201%20min.

Pour Monsieur Pissarro, procureur de la République à Ossau, réunir les audiences VIF serait aussi intéressant pour faire la publicité des politiques pénales, sachant que des journalistes qui écrivent sur la justice et les violences conjugales assistent souvent aux audiences correctionnelles et aux comparutions immédiates : « Il y a [les condamnations] tous les jours au journal [...] et donc ça me permet, à travers cette politique pénale-là, d'envoyer un message au corps social en profondeur, mais il faut que ça dure. Et c'est l'un des éléments qui fait que la victime se dit, 'oui je vais quand même m'adresser à la justice parce que je vois qu'il le prend au sérieux.' »

Il y a aussi l'idée que ces audiences peuvent aussi être des moments pour expliquer à toute personne présente dans la salle ce qui est en jeu dans le domaine des violences intrafamiliales au sens large et d'avoir un discours généraliste, voire pédagogique, sur la gravité des violences conjugales pour la société française aujourd'hui. Dans l'idéal, les magistrat·e·s ont souvent évoqué le fait que l'espace d'une audience dédiée pourrait être plus accueillant, plus empathique envers les victimes, en admettant que les audiences en général, pour toute personne, sont des lieux émotionnellement difficiles et parfois même des expériences violentes.

Finalement, la question de l'organisation s'est aussi posée lors des entretiens avec les magistrat·e·s ; face à l'engorgement des tribunaux, les audiences dédiées permettraient de concentrer sur un contentieux prioritairement et réduire le stock de dossiers en attente.

Sur le terrain, seul Ossau avait des audiences dédiées aux violences intrafamiliales régulièrement organisées dans la semaine, regroupant les affaires de la famille, majoritairement des dossiers de violences conjugales. Ventoux mettait en place occasionnellement des audiences qui regroupaient les affaires de violences par conjoint pour des raisons logistiques⁵⁷ et Rochebrune avait une chambre régulièrement dédiée aux violences sexuelles qui pouvait aussi traiter des violences conjugales, bien que ces dernières étaient aussi souvent jugées dans une chambre correctionnelle plus généraliste. Il faut savoir que, parmi toutes ces juridictions, les violences conjugales passent *aussi* par des comparutions immédiates et des déferrements et donc toutes les affaires ne sont pas concernées dans un premier temps par des audiences dédiées – qu'elles soient des audiences réelles ou hypothétiques.

⁵⁷ Avec l'intention de développer des audiences dédiées au cours des années suivantes.

A Ossau, les audiences VIF étaient souvent une occasion de mobiliser un discours général sur la place qu'occupent les violences par conjoint dans la société. Les juges mobilisaient parfois des chiffres clés (mais pas toujours corrects) qu'on retrouve dans les médias et sur lesquels les politicien·ne·s s'appuient pour justifier la lutte contre les violences faites aux femmes. La collaboration du siège a été à l'origine de ces audiences ; il a accepté de s'organiser autour de ce contentieux, grâce à des juges qui acceptent d'adapter un discours un peu politisé sur des affaires, les reliant les unes aux autres malgré la diversité des situations. Et nous avons pu voir également des petites pratiques intéressantes qui peuvent assurer une meilleure prise en charge sur le temps long, par exemple lorsqu'un juge demandait à l'avocat·e de la partie civile ou à la victime tout court, quelle est la meilleure façon de contacter les victimes pour leur transmettre les résultants de l'audience.

Nous relevons néanmoins un manque de clarté, voire une forme d'ambivalence dans ces audiences où, si les questions au cœur des violences conjugales sont évoquées dans un premier temps à l'ouverture de l'audience, c'est-à-dire au moment où le·la juge parle des inégalités entre les genres, de l'impunité des hommes auteurs, de la charge de la culpabilité des femmes, ces questions sont vite écartées pour des discours neutres en apparence, reprenant par exemple le modèle du couple toxique, qui n'arrive pas à vivre ensemble. Or ceci n'est pas un discours neutre, c'est un discours qui à l'effet d'aplatir la violence et de la diffuser sur les deux parties, dont une qui n'est pas mise en cause. Puis il était possible d'entendre des remarques biaisées de la part du·de la ministère public à propos par exemple du risque d'instrumentalisation de l'affaire par la victime.

Il est difficile d'évaluer ou de faire une comparaison sur les audiences dédiées qui ont longtemps été évoquées mais qui manquent néanmoins de structure : est-ce que les audiences servent à un but autre que de rassembler des dossiers similaires ? Veut-on équiper les audiences des acteur·rice·s spécialisés, ou au minimum sensibilisés, qui veillent à ne pas reprendre des stéréotypes qui n'apportent rien au dossier et qui nuisent à l'objectivité attendue du tribunal ? L'audience peut-elle refléter les politiques pénales en œuvre en France, en priorisant les dossiers et en prenant réellement en compte le contexte de la conjugalité et des inégalités ? Puis comment mettre en place une audience « empathique » envers les victimes, voire même avec toute la famille ?

Pour cette dernière question, c'est plutôt l'inverse qu'on observe dans un premier temps : les salles d'audience françaises sont organisées selon une « neutralité présumée » des parties lorsque le

prévenu comparaît librement, ce qui est souvent le cas pour les audiences correctionnelles. La partie civile et la partie accusée (si celle-ci n'est pas retenue en détention) s'assoient symétriquement devant le·la juge, se déplaçant à la barre pour prendre la parole. Cette configuration ne prend pas en compte les inégalités *de fait* qui peuvent exister entre les parties qui comparaissent. Comment assure-t-on la sérénité des débats dans une situation où la victime rencontre pour la première fois son agresseur, après 6 mois de séparation mandatée par le parquet, pendant lesquels elle a eu la force de maintenir sa plainte et de poursuivre le parcours judiciaire, parfois en dépit du fait que le couple envisage de se remettre ensemble après l'audience ? Nous avons pu voir que les parties peuvent s'installer sur les bancs publics dans l'attente de leur tour, l'une à côté de l'autre, sous le regard des magistrat·e·s qui ne les connaissent pas. Elles partent et déjeunent ensemble pendant la pause et, finalement, après avoir passé le jour ensemble, les deux passent à la barre. Nous pouvons se poser la question du bénéfice de cette rencontre le jour même d'une audience où le poids de la culpabilité peut encore jouer sur la victime et où le parquet a estimé qu'un contrôle judiciaire était nécessaire pour assurer la sécurité de la victime. Les audiences nous sont souvent apparues comme des espaces qui tolèrent le contact entre les deux parties, même lorsque les auteurs sont considérés comme particulièrement dangereux et que sont retenus à leur encontre des faits de récidive ou le non-respect d'un contrôle judiciaire. Nous les avons observés envoyer « des bisous » aux victimes, professer leur amour pour elle, plaider directement à l'attention de la victime pour qu'elle les excuse, tout en étant peu rappelés à l'ordre par les juges. C'est d'autant plus étonnant lorsque nous pouvons observer, dans une même audience, un juge qui contrôle ces types d'expressions émotives dans des situations très différentes, par exemple lorsqu'un jeune homme retenu pour des trafics de stupéfiants s'excuse auprès de sa famille assise dans la salle.

Nous avons pu poser la question à deux magistrat·e·s suite à une audience à Rochebrune qui rassemblait des faits de violences par conjoint et de violences sexuelles, en mobilisant l'exemple précis d'une affaire concernant les agressions sexuelles d'un beau-père sur ses deux belles-filles quand elles étaient mineures et dont une est aujourd'hui adulte. Si nous pouvons se questionner sur des configurations architecturales, ici c'était le placement des chaises mobiles qui nous a étonné lorsque les trois parties, les jeunes femmes et le beau-père étaient priés de s'asseoir littéralement genou contre genou, avec, pour peser nos mots, un inconfort visible ; les jeunes femmes ont d'ailleurs immédiatement essayé de mettre de la distance entre elles et leur beau-père

– usant ainsi des quelques centimètres que l’espace disponible leur autorisait. Les réponses de nos deux interlocuteur·rice·s, les deux magistrat·e·s du siège, chacun·e président de sa propre chambre, étaient ambivalentes : le premier martelait la présomption de l’innocence, nous faisant une leçon d’histoire avec l’affaire Dreyfus. Or il concédait, de façon rétrospective, que cet arrangement – d’être littéralement épaulé contre épaulé – n’est pas l’idéal pour « la sérénité des débats » dans ce type d’affaires. En contrepoint, l’autre magistrate réagit aux réponses de son collègue, en réaffirmant certes la primauté de la présomption de l’innocence pour tout·e juge, mais tout en se questionnant néanmoins sur sa position en tant que femme qui peut voir les choses différemment ; elle est néanmoins restée vague sur « ces choses ». En observant son audience à elle, elle ne tolère pas que les parties civiles de violences sexuelles ou conjugales soient soumises directement aux regards de *leurs* supposant agresseurs, faisant ce qu’elle peut avec une chambre mal organisée pour que la partie civile s’assoit derrière la ligne de vision du prévenu. C’est ce qu’elle appelle « jouer avec les regards » car le plus important, c’est que les parties civiles puissent être à l’aise pour s’exprimer. Cette deuxième magistrate accepte que les jugements du tribunal ne représentent qu’un seul aspect de la vérité et ne défend pas l’idée d’une justice omnisciente qui pourrait trancher si facilement sur le statut de victime. La sérénité des débats est alors une piste concrète à poursuivre pour la mise en place de véritables audiences spécialisées, qui prendraient au sérieux le cadre de la famille et la manière dont les auteurs peuvent maintenir leur contrôle et pouvoir sur la victime, en déployant des gestes d’intimidation, des gestes déplacés, des gestes d’amour.

Une forme d’empathie peut se donner à voir lorsque les magistrat·e·s qui participent aux audiences dédiées tâchent de mettre à distance les stéréotypes sur les violences conjugales comme ceux relatifs à la supposée hystérie des femmes ou à l’instrumentalisation de la justice, ceux qui les conduisent à minimiser les violences morales qui n’apportent rien au dossier⁵⁸. Par exemple dans une audience, non dédiée, mais où on traite néanmoins plusieurs dossiers de violences conjugales, les magistrat·e·s du parquet comme du siège exprimaient leur agacement devant une victime qui est, selon un point de vue, non-collaborative et hostile, ou, selon un autre point de vue, sous emprise. Le ministère public lui demande, « vous trouvez normal d’être frappée ? ». Plus tard la présidente lui reproche de mettre ses enfants en danger. Finalement, la peine requise et retenue ne

⁵⁸ Qui est une critique plutôt formulée aux égards des forces de l’ordre

paraît guère cohérente avec ce qui paraissait être des leçons de morale dispensées par les magistrat·e·s à l'attention de la victime, puisqu'aucune interdiction de contact n'a été prononcée et que la personne responsable des violences a conservé tous ses droits à l'égard des enfants. Nous n'avons pas pu discuter avec les juges de cette affaire, mais il nous paraît néanmoins intéressant de souligner les discours contradictoires à l'œuvre : d'une part, un discours qui culpabilise la victime pour avoir exposé ses enfants aux violences de son conjoint, leur père, et de l'autre part une décision judiciaire qui considère de manière effective que ce ne sont pas des enfants en danger.

L'accessibilité des audiences pour les victimes est une deuxième piste à poursuivre pour la mise en place d'audiences véritablement dédiées. Si l'empathie est une chose que la justice peut toujours essayer d'atteindre, il faut d'abord que les victimes, ici majoritairement des femmes, soient capables d'y assister. Beaucoup d'audiences commençaient en milieu d'après-midi, aux alentours de 15h, ce qui les rendait inaccessibles aux personnes qui ont la charge de l'enfant – pour la plupart ce sont les femmes – ; et celles qui ont pu faire l'effort de venir au tribunal en partaient à 16h pour récupérer les enfants. Si leur présence n'est pas essentielle, les magistrat·e·s apprécient néanmoins qu'elles assistent à l'audience et qu'elles prennent la parole.

2. Le BAR

Le dispositif de protection BAR, bracelet antirapprochement, est un outil d'éloignement qui géolocalise l'auteur et la victime (et conserve les données relatives à la géolocalisation) et qui empêche l'auteur de rentrer en proximité avec la victime. C'est un dispositif de protection physiquement imposant pour les auteurs, stigmatisant et qui relève des nouvelles formes de « gouvernance de l'espace public » (Engle Merry, 2009, p. 60). Ce dispositif peut être attribué à la sortie de détention, décidé en audience ou lors d'un placement sous contrôle judiciaire, prononcé par un·e JAP et aussi par un·e JAF lors de l'énoncé d'une ordonnance de protection. Les deux parties, victime et auteur, doivent être consentantes. La victime doit consentir à porter sur elle un dispositif qui ressemble à un bipeur et à faire des mises à jour régulières. L'auteur, quant à lui, doit consentir à porter un bracelet et à obéir à des interdictions de contact mais aussi à des interdictions d'approcher certaines zones que la victime peut être amenée à fréquenter.

Toutes les personnes rencontrées admettent que le BAR est la meilleure sécurité pour la victime en dehors de l'incarcération ; c'est l'outil le plus efficace surtout lorsque la victime ne veut pas ou ne peut pas déménager alors que l'auteur sait où elle habite. Le BAR demeure néanmoins très

rarement utilisé dans la majorité des juridictions que nous avons étudiées. Son application reste « ponctuelle » et souvent décidé à la sortie de détention par un·e JAP à partir de la manière dont s'est déroulée la période d'incarcération et s'il y a déjà eu ou il y a un risque de réitération des faits.

Globalement, ce dispositif a du mal à se mettre en place et nous avons eu véritablement très peu de recul sur son application dans les juridictions au vu de son taux très bas d'attribution (en dépit d'une légère augmentation entre le début et la fin de notre terrain). Or les problématiques qui freinent son application sont plurifactorielles.

D'abord les problématiques liées à la géographie du ressort, lorsque les résidences des auteurs et victimes dans des zones urbaines sont en proximité et dans les cas où l'auteur et la victime vivent sur une proximité jugée trop importante pour l'attribution d'un BAR. Or quelques magistrat·e·s ont tout de même contesté cette idée, ayant pu, avec succès, mettre en place des BAR sur des zones urbaines avec une diligence particulière sur les zones de déplacement régulier de la victime. Différemment, Chaberton a rencontré des problèmes liés à sa région qui est très rurale, très montagneuse et où la géolocalisation ne fonctionne pas. A Chaberton, on parle de « l'enfer » des BAR où le tribunal, les associations et les forces de l'ordre reçoivent des dizaines de compte-rendu d'incidents tous les jours qui relèvent simplement du dysfonctionnement de la technologie et de la mauvaise communication auprès du gestionnaire de sécurité qui gère les BAR.

Viennent ensuite des problématiques liées à la coordination des acteur·rice·s, dans les situations où pour certains cabinets JAP il faut que la demande soit formalisée au moins un mois avant l'éventuelle sortie du condamné et soit assuré l'engagement du parquet, des associations d'aide aux victimes, et du SPIP. Et cela sans compter les complications qui surviennent lorsque l'adresse déclarée par l'auteur à la sortie de détention peut l'amener sur un autre ressort compétent.

Sont enfin à considérer les problématiques liées à la représentation de cet outil. Est-il simplement un outil de gouvernance de l'espace ou relève-t-il d'une autre forme d'incarcération (Engle Merry, Gender Violence. A Cultural Perspective, 2009) ?

Le BAR : une alternative à l'incarcération

« On n'a pas tant que ça, je dirais, d'hommes éligibles à ce dispositif, d'hommes ciblés comme étant suffisamment dangereux. En fait il faut quand-même là qu'on soit sur des auteurs des violences qui sont d'abord *souvent dans une escalade au fil du temps et pour lesquels il y a un*

*véritable danger de mort pour la victime ou danger de violence très grave, et ce n'est quand même pas la majorité des dossiers, objectivement. Et ces dossiers-là sont quand-même ciblés dès le départ. [...] Ce qui est certain c'est qu'on sait aussi qu'il y a certains auteurs qu'on identifie très vite comme étant potentiellement très dangereux et à propos desquels on sait très bien que la sanction n'aura aucun effet, c'est-à-dire que quand ils vont sortir, qu'ils auront purgé leur peine, on va les retrouver dans le même état de dangerosité qu'à l'entrée. Et donc ceux-là on les suit et les premiers bracelets antirapprochements qu'on a voulu poser ici, c'était pour quelqu'un qui était en maison d'arrêt et dont on avait la *date* de sortie, dont on savait qu'à la sortie, la première chose qu'il allait faire c'était d'essayer de tuer sa femme. Voilà donc on les cible assez bien, après ce n'est pas une science exacte. Il y a aussi des passages à l'acte auxquels on ne s'attend pas de la part de personnes qui ne sont quelque fois même pas connues ou qui sont connues mais n'ont pas été jugées comme extrêmement dangereuses, en tous cas pas au point de passer à l'acte. [...] » (Vice-présidente, 2021)*

Nous avons retenu deux perspectives quant à l'attribution d'un BAR, dont la première est en partie illustrée par cet extrait d'entretien avec une vice-présidente, lorsqu'elle revient sur l'extrême dangerosité des personnes « éligibles » à ce dispositif. Autrement dit, le BAR est d'abord pensé comme une *alternative à l'incarcération*, une peine méritée pour ceux dont on « sait » qu'ils risquent de passer à l'acte, qu'il y a un risque de mort ou de violence physique très grave. Le dispositif BAR est envisagé comme très contraignant par les magistrat·e·s qui nous ont parlé de sa « lourdeur » et comme très restrictif sur le plan des libertés individuelles. C'est un dispositif qui pourrait être imaginé là seulement où l'incarcération s'est faite (mais qui n'était pas suffisant) ou là où l'incarcération n'est pas possible en vue de la personnalité de l'auteur, comme dans l'extrait cité ci-dessous :

Extrait observations d'une audience de comparution immédiate (2021)

Monsieur est mis en cause pour des violences ayant entraîné une ITT supérieure à 8 jours (10 jours) avec 3 circonstances aggravantes : violences *par conjoint*, en *présence d'un mineur* et en *état d'ivresse*. Antérieurement, en 2019, le mis en cause a été condamné, pour des violences par conjoint, à 5 mois d'emprisonnement entièrement assortis de sursis. Aujourd'hui, il est jugé en comparution immédiate. L'audition de la victime – l'ex-conjointe – fait ressortir des habitudes de contrôle et de surveillance, des insultes, des violences physiques et sexuelles répétées et évoque le déni de la séparation du couple de la part du prévenu. La première audition du prévenu l'a conduit à nier totalement les accusations, à l'occasion de la deuxième il a reconnu partiellement les faits, notamment les insultes et les bousculades. L'audition de la mineure, qui s'est imposée entre ses parents au cours des faits, corrobore les dires de sa mère. L'expertise médicale confirme les traces physiques et psychiques (troubles du stress post-traumatique).

L'audience fait ressortir la complexité de la situation conjugale : le couple est en instance de divorce, les règles du partage de la vie commune ne sont pas encore posées à l'égard de la coparentalité, des finances et du partage de l'espace domicile.

Le ministère public recommande un emprisonnement de 12 mois avec sursis probatoire pendant 5 ans et ajoute l'ancienne condamnation au vu de la récidive légale. Le ministère public termine avec la possibilité d'aménagement de peine avec le BAR.

L'avocat pour la défense souligne la santé fragile du prévenu et argumente en faveur de la mise en place d'un BAR ou d'une probation très stricte. L'avocat souligne aussi au vu de sa personnalité, un risque d'assassinat en prison. Il termine sur les conditions de vie favorables au dispositif BAR : la garantie d'un logement stable.

La juge retient 12 mois dont 8 mois assortis d'un sursis probatoire pendant 2 ans avec des obligations de soins, de travail et d'interdiction de contact, de parution au domicile et au lieu de travail de la victime. La juge révoque le sursis simple de l'ancienne condamnation, ce qui fait un total de 9 mois ferme exécuté sous la forme d'un BAR.

L'exemple BAR 2° souligne un cas où la mise en place d'un BAR s'est posée comme option valable, non pas dans les débats à l'audience, mais dans les coulisses du tribunal afin d'avertir le personnel concerné vendredi dans l'après-midi (c'est-à-dire avant que les personnes quittent les lieux de travail pour le week-end).

BAR 2° - Extrait observations d'une audience comparution immédiate (2021)

Monsieur est mis en cause pour avoir violé son contrôle judiciaire pour des faits de violences par conjoint ayant entraîné moins de 8 jours d'ITT. Il a été tenu en détention pendant un mois suivant cette violation jusqu'à cette comparution devant le tribunal. Il est accusé d'avoir envoyé des messages malveillants – 2000 SMS sur 3 mois – et de s'être introduit au domicile de la victime alors que tout contact avec elle lui était interdit. Les débats font ressortir le refus d'accepter la séparation avec la victime, il refuse de signer les papiers de rupture du PACS.

Le ministère public argumente qu'alors qu'un *sursis probatoire n'est pas la norme pour des primo-délinquants* ; le profil inquiétant d'un mis en cause qui refuse d'obéir aux ordonnances d'un juge nécessite des interventions encore plus fermes. Il requiert 12 mois d'emprisonnement, dont 6 mois assortis d'un sursis probatoire avec des obligations de soin, de travail et l'interdiction de contact, de paraître au domicile de la victime et de port d'armes. Le ministère public requiert aussi son maintien en détention. L'avocat pour la défense plaide que Monsieur n'a pas compris son contrôle judiciaire, que les faits sont isolés et qu'ils ne sont pas assez graves pour exiger l'emprisonnement mais demande plutôt un suivi psychique.

Le juge retient *12 mois de semi-liberté* dont 8 assortis de sursis avec l'obligation de soin, de travail et l'interdiction de contact avec la victime et de paraître à son domicile. Le juge maintient sa détention.

Ici, il n'est pas question d'anticipation : le mis en cause, en attente de son jugement, a violé son interdiction de contact. Son contrôle judiciaire révoqué, il est maintenu en détention et sa position

vis-à-vis des faits n'a pas évolué : il maintient son désir de continuer à vivre avec la femme qu'il dit aimer malgré son souhait à elle de se séparer de lui. La décision de la justice est très ferme ; nous avons en effet rarement été témoin de maintien en détention pour les interdictions de contrôle judiciaire pour les « primo-délinquants », ceux-ci faisant souvent l'objet des rappels à l'ordre mais, la décision n'a rien apporté du point de vue de la sécurité de la victime. L'assistante sociale de l'association d'aide aux victimes, qui avait fait elle-même une évaluation de la victime et une recommandation favorable pour la mise en place d'un BAR, explique que c'était, à son avis, un cas parfait pour le BAR. En revanche, la peine choisie n'assure que la surveillance partielle du détenu, n'assure pas la sécurité de la victime et n'offre aucune compensation pour *le bien-être mental* de la victime. Finalement, l'assistante sociale évoque une « frilosité » de la justice ; à ses yeux, les magistrat·e·s considèrent le BAR comme une mesure parfois excessive de contrôle et de surveillance, d'un grade plus sévère encore que la détention semi-libre.

Le BAR : une assurance du respect des interdictions

L'autre perspective, plus rare chez les magistrat·e·s que nous avons rencontré·e·s, est celle des défenseur·euse·s des droits des femmes et de la majorité des acteur·rice·s associatif·ve·s, qui voient le BAR comme une *assurance* que les interdictions *ordonnées* par un·e juge sont respectées. Une juriste assistante, par exemple, qui a beaucoup travaillé dans le monde associatif, retient aussi cette perspective : « Ce n'est pas vraiment une punition, c'est une assurance que les obligations sont suivies...que de toute manière, si elles ne le sont pas, et on sait bien que les auteurs de violences conjugales ne les respectent pas, c'est une infraction – au moins ça permet de garder les traces de ces violations ». Ici, le BAR est découplé de la punition ou de la « lourdeur » de la condamnation ; dès qu'il y a une interdiction de contact, le BAR peut venir étayer et assurer la décision surtout, lorsque les auteurs n'ont pas fait leurs preuves dans un premier temps et qu'ils ont violé les contrôles judiciaires ou qu'il y a eu d'autres incidents avant la comparution devant le tribunal. Autrement dit, le BAR n'est pas seulement mobilisé pour les plus dangereux qui sortent de prison et recherchent de la vengeance mais aussi pour les infractions moins « extrêmes » qui perturbent et interrompent la vie de la victime qui est en voie de reconstruction.

Dans un exemple tiré de nos observations en audience, le juge décide de ne pas prononcer un BAR : « Vous avez bien compris que le tribunal n'a pas prononcé le BAR ni une sanction ferme car vous avez respecté le CJ. Mais les faits sont graves. » Or, en réalité, Monsieur n'a pas respecté

son contrôle judiciaire : il l'a respecté seulement à partir du moment où il a eu un rappel à l'ordre pour le non-respect de celui-ci. Les éléments de personnalité ont été déterminants malgré la gravité des faits en présence des témoins. Monsieur évite l'incarcération car il a, à sa seule charge, la garde d'un enfant handicapé – le juge fait preuve de clémence au vu de la présence de cet enfant qui nécessite une prise en charge particulièrement compliquée. En absence du BAR qui a été requis par le parquet, le magistrat décide de 15 mois d'emprisonnement assorti d'un sursis simple avec des interdictions de contact avec la victime, de paraître à son domicile, des obligations de soin et de verser les indemnités pour les préjudices subis à la partie civile.

Effectivement, classer nos interlocuteur·rice·s dans deux catégories manque de nuance : les magistrat·e·s très impliqué·e·s dans la protection des victimes des violences conjugales essaient de penser séparément la protection de la victime et la condamnation de l'auteur, « de décorréliser la protection de la victime de la condamnation pénale » comme nous l'avait expliqué une vice-procureure. Et d'autres magistrat·e·s, comme par exemple certain·e·s JAP, veillent à personnellement recevoir au cabinet les auteurs de violences conjugales ou de violences sexuelles afin de « mener une évaluation humaine » de la personne qui est sous leur surveillance. Monsieur Bruch, juge de l'application des peines qui se dit très investi dans la lutte contre les violences conjugales, a mis en place des directives dans son cabinet pour le traitement rapide des violences conjugales avec le recueil des dossiers dans leur intégralité (c'est-à-dire non seulement le jugement écrit de l'audience mais tout le dossier avec les PV d'enquête, les évaluations des victimes/auteurs, etc.), qui contiennent des éléments importants quant à la relation de l'auteur avec la victime. C'est un JAP qui est connu dans le tribunal pour avoir mobilisé rapidement les BAR et s'être saisi de cet outil peu utilisé. Or il note néanmoins le manque de clarté, à l'époque où nous avons fait l'enquête, et des informations contradictoires sur le BAR :

« Le décret dit que c'est si les éléments, si les mesures, les interdictions paraissent insuffisantes, on peut rajouter le bracelet antirapprochement – dans le sens où il y a insuffisances. Et dans le circulaire du ministère de la Justice, qui vient expliquer le texte de loi ou le décret, eux, ils ont dit vous pouvez rajouter le bracelet antirapprochement s'il n'a pas été décidé au départ par le tribunal *et* si la personne a violé son interdiction de contact ou commis une nouvelle infraction en lien avec ça. Donc ils ont été beaucoup plus restrictifs sur la notion d'ajout de ce bracelet antirapprochement, c'est-à-dire qu'on ne pouvait pas le rajouter s'il n'y a pas de violation de l'interdiction de contact. Or le décret, lui, dit, 'si c'est insuffisant', ce qui n'est pas à mon sens pareil. Il y en a un où il y a une notion quand même d'appréciation de cette notion suffisant ou insuffisant et il y a l'autre qui dit soit s'il y a violation, vous pouvez rajouter. C'est-à-dire comme une première étape il y a les interdictions. Si les interdictions ne sont pas suffisantes, il y a le bracelet antirapprochement. » (2021)

A son avis, les deux consignes se contredisent. Monsieur Bruch mobilise néanmoins les éléments apportés par le décret pour que l'action judiciaire soit prise *avant* qu'il y ait une violation des interdictions. A son sens, la circulaire du ministère de la Justice est un non-sens quant à la lutte renforcée contre la récidive dans laquelle s'inscrit le dispositif BAR.

De l'autre côté, les personnes qui forment notre deuxièmement catégorie n'ignorent pas que le dispositif est contraignant et elles le reconnaissent tant pour les auteurs que pour les victimes. Or pour ces personnes la violence n'est pas binaire : il n'y a pas que les féminicides conjugaux ou les tentatives de féminicides conjugaux ; la violence est un spectre continu qui est catastrophique pour la personne qui la subit.

Finalement, il faut prendre aussi en considération le ressenti des victimes. Dans les juridictions, nous avons souvent entendu dire qu'un des obstacles, c'est que les victimes souvent refusent elles-mêmes un dispositif de protection – que ce soit le TGD ou le BAR – car le dispositif en soi est perçu comme déstabilisant et comme un rappel constant des violences. Pour le BAR, c'est encore plus déstabilisant, surtout au vu des problèmes techniques lorsque par exemple le BAR se met à sonner sans qu'il y ait eu la moindre violation, ce qui est une expérience difficile si non traumatique pour la personne qui est en danger. C'est sans doute une raison qui explique que les victimes peuvent se montrer réticentes à l'égard de ce dispositif. Or nous aimerions souligner deux autres raisons pour lesquelles les victimes peuvent se montrer réticentes et qui sont plus rarement évoquées par les magistrat·e·s : 1) Le manque de clarté sur les conditions de l'attribution d'un BAR et 2) le manque de confiance dans un système judiciaire qui les a déçues voire les a abandonnés dans le passé.

Dans un exemple très précis, une assistante de service social essaie d'expliquer à une femme particulièrement vulnérable l'intérêt d'un BAR afin de voir si elle serait consentante pour en bénéficier à la demande d'un JAP et au vu d'un possible aménagement de la peine de son ex-conjoint. L'assistante sociale explique son fonctionnement, les principes des zones de sécurité, ce qu'elle va avoir besoin de faire, etc. Or Madame n'est pas du tout rassurée et elle craint que si elle accepte le BAR, le JAP va automatiquement considérer que l'aménagement de la peine est une bonne option. Elle ne comprend pas d'ailleurs pourquoi cette personne dangereuse ferait objet d'un aménagement de peine dans un premier temps. Elle vit cette décision comme le fait de prendre en charge sur elle la condamnation de Monsieur, sorti de prison ; c'est elle aujourd'hui la gardienne

de sa propre protection alors que l'auteur n'a même pas à ses yeux purgé la peine qui a été prononcée par un·e juge. Si l'assistant social tente d'expliquer les options d'un·e JAP et de l'assurer que si un·e JAP réfléchit au BAR c'est parce qu'il a compris le risque de danger pour Madame, elle ne peut pas vraiment parler à la place de ce·tte juge. Finalement, nous comprenons aussi que Madame est peut rassurée par le dispositif car elle a déjà eu affaire avec la justice plusieurs fois et avec les policier·ère·s qui ne l'ont jamais écoutée. Il est finalement très difficile de demander aux femmes de faire confiance dans tous les rouages du système judiciaire qui doivent s'aligner parfaitement lorsque le BAR est déclenché, de leur demander d'avoir confiance dans le fait que les forces de l'ordre interviendront, que les magistrat·e·s prononceront une condamnation encore plus ferme alors que ces mêmes femmes ont déjà été confrontées à une justice peu accueillante voire violente en retour.

3. L'autorité parentale : la difficulté d'inter-compétence juridique

Dans les juridictions que nous avons étudiées, le traitement judiciaire de la violence conjugale implique, dans un premier temps, d'être attentif à l'aspect du couple et de la famille atteint par les violences. Dans la pratique, cela implique le recueil et l'évaluation globale de la situation conjugale dès la prise en charge des victimes avec des auditions approfondies quant à l'historique du couple, des évaluations psycho-sociales des parties et une enquête qui se déploie sur les multiples aspects de la vie du couple dans le but de porter à l'attention de la justice *l'étendue* de la violence qui s'est produite. Or si le contexte conjugal est certes retenu au cours des étapes de l'enquête, discuté même à l'audience, ce qui est moins évident, c'est la manière dont ce contexte conjugal et les rapports familiaux sont conçus en relation avec la violence qui est mise en cause.

Dans les audiences, les débats à l'oral s'enquêtent souvent des *raisons pour lesquelles* la violence est survenue : vous avez consommé ? vous étiez en colère ? vous vous êtes disputés ? vous étiez jaloux ? pourquoi ? Cette reconstitution de l'histoire qui s'appuie sur des liens de causalité a du mal à inclure des morceaux de la grande histoire du couple qui ne relèvent pas strictement de l'incident en question mais d'un environnement où une personne contrôle, domine et exerce ses pouvoirs sur l'autre, ou au moins, essaie de le faire. Dans cette perspective, il n'est pas évident de trouver le lien entre les gestes violents précis, comme par exemple avoir bousculé violemment sa copine, et les autres modalités d'action qui sont relevées au tribunal mais qui ne constituent pas en soi des infractions : les messages humiliants envoyés au père de l'ex-copine parlant de leurs

exploits sexuels, le fait de demander des comptes lorsque la victime sort avec des amis, de contrôler ce qu'elle porte, d'alterner constamment entre les dénigrement quant à ses capacités intellectuelles et une attitude consistant au contraire à la couvrir d'attention et de gestes d'amour, etc.⁵⁹

« En réalité, on ne cherche pas non plus à savoir de manière exhaustive comment fonctionne un couple. Le but n'est pas de refaire l'histoire du couple. Le but c'est de savoir si, une infraction, si elle est caractérisée ou pas. Et d'apporter dans l'hypothèse où elle nous paraît caractérisée des éléments sur la personnalité de chacun qui permettent, quand le tribunal décidera de condamner ou pas, s'il le condamne, d'être sur une peine adaptée. » (Vice-Procureure, 2021)

La reconstitution des faits et la façon de parler dans les audiences qui reposent sur les liens de causalité ne sont pas neutres et elles envisagent la violence conjugale comme une réaction – certes mal placée et illégale – mais une réaction néanmoins à une situation de conflit qui s'est dégradée et qui devient parfois violente. Le problème n'est pas *la* violence conjugale, « le problème », pour reprendre les dires d'une juge à l'audience, « c'est que vous ne savez pas comment vous tenir », ou comme le dit un autre juge, le problème, c'est que « vous entrez dans un schéma de violence que vous ne contrôlez pas ». La mise en relation avec la victime, la constante jalousie, la surveillance, les insultes, ne sont que rarement évoquées sauf pour *expliquer* l'infraction. Cela peut induire un effet de minimisation et revenir à donner raison à des passions masculines même s'il y a, néanmoins, une condamnation.

Envisagé comme cela, *l'apport* de l'historique du couple et la prise en compte des rapports hiérarchiques deviennent difficiles à considérer dans le temps d'une audience et lors de l'énonciation des peines. Cela est encore plus compliqué en ce qui concerne la place des enfants dans le cadre des violences conjugales, qui sont quant à eux, plutôt réduits à des éléments de contexte que de véritables victimes. De quelle manière justement les enfants sont-il·elle·s pris en compte lorsqu'il·elle·s partagent l'espace domestique avec une personne ou un·e parent qui est violent envers l'autre parent ? Les recherches qui portent sur les enfants dans ces contextes le démontrent sans beaucoup d'ambiguïté : les enfants sont très souvent témoins directs de ces violences et il·elle·s ne sont guère épargné·e·s par les effets traumatiques de cet environnement hostile (Brown & Jaspard, 2004; Fortin, 2009). Depuis 2018, la loi s'est adaptée au vu de ces constats et les violences conjugales retiennent le caractère aggravant « alors qu'un mineur assiste aux faits et que ceux-ci sont commis par le conjoint ou le concubin de la victime ou le partenaire

⁵⁹ Exemple tiré d'une observation à l'audience correctionnelle, 2021

lié à la victime par un pacte civil de solidarité » (article 222-8 Code pénal). Dans la pratique, néanmoins, nous avons eu du mal à retrouver le sens de ce caractère aggravant, c'est-à-dire le sens de la réponse pénale qui permet de prendre en considération l'auteur qui exerce la violence devant un·e mineur·e et l'enfant qui est, *a minima*, exposé·e à une scène de violence.

Dans le cadre de la lutte contre les violences conjugales, nous pouvons isoler quatre arguments mobilisés pour limiter le rôle du parent joué par la personne condamnée pour violences conjugales :

- 1) Afin de réellement protéger la victime des violences, il faut qu'une distance physique et morale soit mise en œuvre ; les décisions prises quant à la garde des enfants et la coparentalité tiennent rarement compte des manières dont l'auteur continue d'exercer les violences à travers les régimes de coparentalité (Agraz & Guerts, 2016; Fischer, 2020)
 - 2) Les enfants « exposé·e·s » à la violence sont aussi des victimes ; les études psychologiques et sociologiques recensent les répercussions néfastes de ces violences sur leur développement (Zaouche-Gaudran, 2016; Zaouche Gaudron & Paul, 2014) et notent une corrélation entre ces violences vécues dans l'enfance et le risque de reproduction ou de victimisation à l'âge adulte (Anderson, 2010).
 - 3) La protection et la sécurité de la mère victime des violences est dans l'intérêt de l'enfant : « Si l'on veut espérer des effets permanents dans l'aide apportée à l'enfant, on ne peut faire l'économie d'aider la mère de façon à ce que cette dernière puisse jouer adéquatement son rôle auprès de l'enfant. » (Fortin, 2009)
 - 4) La suspension de l'exercice de l'autorité parentale, le retrait ou les modifications apportées à celle-ci sont des conséquences adaptées aux infractions criminelles ou délictuelles commises par la personne qui est aussi parent. Autrement dit, un conjoint violent ne peut être un bon parent (Durand, 2022).
-

En reprenant le circulaire du ministre de la Justice du 28 janvier 2020⁶⁰, « la cour d'assises ou le tribunal correctionnel a l'obligation de statuer sur le retrait total ou partiel de l'autorité parentale ou [...] le retrait de l'exercice de celle-ci en cas de condamnation d'un parent » pour plusieurs crimes ou délits, dont pour ce qui nous concerne, les violences par conjoint. La cour d'assises ou le tribunal correctionnel à la « faculté » de se prononcer sur ces mêmes mesures. Les parquetier·ère·s, qui nous ont tous dit que la protection de l'enfant en danger est une priorité, sont encouragé·e·s à faire des réquisitions pour au moins la suspension de l'exercice de l'autorité parentale qui est une mesure plus souple mais surtout symbolique de la sévérité des actions qui se déroulent devant des mineur·e·s, en sachant aussi que le·la JAF peut toujours être saisi par l'un·e ou les deux parents pour revenir sur les décisions prises dans le cadre d'une procédure pénale. Or,

⁶⁰ <https://www.legifrance.gouv.fr/circulaire/id/44922>

en réalité, les réquisitions sont minimales et les juges saisissent rarement l'opportunité de couper, même temporairement, les liens entre le parent violent et les enfants, ce qui entraîne une incohérence du point de vue de la protection de la victime qui participe d'une coparentalité qui doit néanmoins continuer.

Une vice-procureure, référente des violences conjugales nous a expliqué sa position : « Moi je ne requiers presque jamais [la suspension de l'exercice de l'autorité parentale]. Seulement deux fois dans des cas très particuliers » (2022). Elle considère que le temps de l'audience correctionnelle n'est pas suffisant alors qu'elle la considère une question importante. L'autorité parentale, c'est alors la compétence de JAF qui a plus de temps pour revoir le dossier et qui a, dans l'idéal, une vision des rapports familiaux plus nuancée que le parquetier·ère qui agit plutôt dans la réaction. Une autre vice-procureure explique ce qu'elle voit comme « mélange » des deux procédures, l'une pénale, l'autre civile :

« Pour moi, vraiment, les procédures doivent être totalement distinctes, distinguées. Et quand on plaide, on plaide sur le bon terrain, c'est-à-dire au pénal ou au civil. Mais on ne plaide pas en mélangeant les deux parce que sinon, ça donne l'impression d'une instrumentalisation qui, en fait, ne sert personne parce que ce n'est pas la partie du tribunal correctionnel que de faire le juge aux affaires familiales. Et ce n'est pas non plus la partie du juge aux affaires familiales de faire le tribunal correctionnel. Mais, les dispositifs qu'on a aujourd'hui à disposition que sont l'ordonnance de protection ou, par exemple, le fait que le tribunal correctionnel statue sur l'autorité parentale crée un peu ce mélange. C'est vrai que, c'est perso, je m'interroge sur la réelle pertinence de créer ce mélange alors qu'en fait chacun doit être à sa place. » (Vice-procureure, 2021)

Si nous adoptons un point de vue optimiste, nous pouvons imaginer que la victime qui se sépare de son conjoint demande aussi parallèlement au·à la JAF, compte tenu de la violence dénoncée, de statuer sur l'autorité parentale et sur le contenu et la forme de cette coparentalité, établissant sans ambiguïté les modalités d'échange des enfants entre les deux parent·e·s, les horaires de visite, supervisés ou non, dans des espaces neutres ou non, etc. Dans l'idéal, le·la JAF, avec plus de recul sur les dossiers familiaux, en ayant peut être entendu plus amplement les enfants en dehors des moments de crises, pourrait amener une réponse juste et mesurée. Or la décision du tribunal correctionnel quant à l'autorité parentale n'empêche pas qu'un·e JAF vienne statuer en suivant (celui·celle-ci sera obligatoirement saisi par le·la ministère public lorsque l'autorité parentale est suspendue dans le cadre des poursuites criminelles). Puis l'accès au JAF n'est pas non plus évident : il y a des délais très importants dans les cabinets, même lorsqu'un dossier est traité en priorité. Il y a aussi le risque que le·la JAF de son côté offre des solutions qui ne prennent pas en

compte le caractère délictuel ou criminel⁶¹ des violences (Agraz & Guerts, 2016). Et, finalement, les couples faisant l'objet d'une procédure pénale pour violences conjugales ne sont pas tous concernés par la compétence de JAF, notamment lorsque la famille est informellement composée et lorsque les liens de parentalité ne sont pas légalement reconnus ce qui ne signifie pas bien entendu qu'ils sont moins réels.

Sur 29 audiences où nous avons aussi pu observer les jugements, 15 ont concerné des faits qui se sont déroulés en présence d'un·e ou plusieurs mineurs⁶². Sur ces 15 audiences, 2 ont aussi concerné des situations où des violences ont également été commises sur les mineur·e·s. Sur la totalité des audiences, il n'y a eu aucune décision quant à l'autorité parentale de l'auteur. Dans *une* affaire, le ministère public a demandé la suspension de l'exercice de l'autorité parentale. Dans cinq affaires ont été prononcées des interdictions de contact avec les victimes-partenaires.

Dans beaucoup de ces situations, le statut des enfants vis-à-vis des « pères » violents est flou pour les juges car la relation relève d'une parentalité informelle, non encadrée par le principe légal de l'autorité parentale. Dans ces situations, l'homme violent qui se comporte comme un parent à l'égard des enfants de sa compagne, n'exerce pas une autorité parentale légale. La parentalité informelle n'est pas moins réelle que la parentalité légalement reconnue, ni plus souple ni moins exigeante en matière d'obligations parentales et ce sont des obligations qui affectent aussi les mères lorsque ses enfants sont attaché·e·s à leur « papa ». Nous pouvons par exemple citer le cas d'une femme qui maintient sa plainte pour violences conjugales mais qui insiste pour que soit conservé le lien entre l'enfant et son ex-compagnon qui est la seule figure paternelle que son enfant connaisse. Nous n'avons pas pu assister au jugement dans cette affaire, mais la juge avait néanmoins entendu (et a partagé) le point de vue de Madame quant à l'importance des figures paternelles et avait posé des questions à Monsieur à propos de son souhait de conserver son lien avec cet enfant. Nous pouvons également nous référer à une autre affaire : l'homme mis en cause

⁶¹ « La priorité que les juges accordent au droit de visite médiatisé reflète en outre leur attachement au principe de coparentalité, fût-il exercé de manière symbolique par les pères. Ce principe s'objective aussi dans leurs réticences à remettre en cause le principe de l'exercice conjoint de l'autorité parentale. Retiré dans seulement 25 % des affaires, ce sont au final 73 % des mères d'enfants mineurs qui se voient contraintes d'exercer cette autorité avec le conjoint qui, selon ces mêmes juges, les a vraisemblablement violentées et mises en danger, elles et leurs enfants. » (Jouanneau S. , 2022)

⁶² Alors que le caractère aggravant n'est pas toujours retenu dans la qualification de l'infraction, nous avons retenu strictement 15 audiences où les magistrat·e·s ont traité la présence des enfants comme un fait. Nous n'incluons pas les affaires où des enfants vivent sous le même toit et ont très certainement été exposés aux faits de violence.

est jugé coupable d'avoir exercé des violences habituelles par conjoint et envers une mineure, sa belle-fille vis-à-vis de laquelle il n'a aucun droit mais qu'il dit avoir élevée comme la sienne ; sentiment que la belle-fille reconnaît aussi en retour. Les violences sont graves et leur caractère habituel est reconnu. Alors que les deux victimes se disent prêtes à l'excuser, les juges prononcent une interdiction de paraître au domicile de la victime et par conséquent au domicile de la belle-fille. Néanmoins, l'auteur conserve l'autorité parentale à l'égard de ses deux fils mineurs qu'il partage avec sa conjointe, et qui ont assisté à plusieurs faits de violences. Il est difficile d'imaginer comment les deux parents vont s'organiser pour partager les responsabilités dans ces conditions et le verbe « s'organiser » dit tout – ici, le peu de répit que la victime reçoit de son ex-conjoint avec l'interdiction de paraître est éclipsé par une coparentalité qui n'est pas, pour le moment, suivi par une autorité judiciaire.

Dans d'autres cas les enjeux sont plus clairs quant à la place des enfants : par exemple dans le cas d'un homme qui frappe sa femme avec une ceinture – faits corroborés par le médecin légiste et plusieurs témoignages dont une partie venant d'un enfant de 16 ans, le plus âgé d'une fratrie de trois. Considéré comme dangereux par le procureur, le prévenu se voit condamné à 18 mois de prison dont 6 mois fermes avec un maintien en détention et des interdictions de contact et de paraître au domicile. Or aucune réponse n'est donnée à propos de l'exercice de l'autorité parentale alors que Monsieur sera emprisonné pour une durée de 6 mois. 6 mois au cours desquels il lui sera bien difficile d'exercer la moindre responsabilité parentale⁶³. Or 6 mois passent vite pour la personne victime qui doit faire des démarches auprès du JAF (le temps d'attente d'une audience peut facilement dépasser 6 mois). La victime n'a aucun répit de l'obligation de maintenir les liens entre les enfants et leur père, obligation qui pèse sur les femmes qu'on reproche d'être des mauvaises mères en aliénant les petits de leurs pères. Obligation qui n'est pas remise en cause par l'autorité judiciaire car elle ne considère pas non-plus qu'un homme qui fouette sa femme avec une boucle de ceinture devant ses enfants est aussi incapable d'être un bon père.

On sait que les parents condamnés continuent d'exercer de la pression depuis la détention. Nous avons pu observer une remise de TGD à une femme en raison de la sortie imminente de son conjoint incarcéré pendant trois ans. Les violences qu'il a commises envers elle et un de leurs

⁶³ « La juridiction pénale pourra ainsi dès la condamnation pénale et sans attendre la saisine du juge aux affaires familiales, retirer l'exercice de l'autorité parentale devenu difficile ou impossible à exercer – notamment en cas de placement en détention [...] » Circulaire du 28 janvier, 2020 <https://www.legifrance.gouv.fr/circulaire/id/44922>

enfants était extrêmement graves⁶⁴. Or, lors de la condamnation, Monsieur a conservé l'exercice de l'autorité parentale sur les deux autres enfants (il n'était pas clair s'il le conservait aussi à l'égard de l'enfant-victime des violences). Pendant ce temps, son dossier devant le·la JAF était toujours en attente. Elle vit, avec ses trois enfants, en itinérance, passant d'un hébergement d'urgence à un autre à cause de la dangerosité de Monsieur *et* à cause de son influence sur un entourage qui la menace. Madame est complètement isolée pour gérer la situation avec ses enfants dont un nécessite des interventions hebdomadaires à l'hôpital. Lors de l'attribution du TGD, elle explique sa situation à la vice-procureure, tentant de soulever les difficultés pratiques de sa situation familiale : chaque fois qu'elle va dans un nouvel hôpital (celui qui va être le plus proche de son hébergement) elle doit expliquer à toute l'équipe de soignant·e·s que si le père de son fils hospitalisé appelle, il faut faire comme s'il n'était pas là, il ne faut pas lui communiquer des renseignements ni des informations identifiantes qui pourraient lui permettre d'apprendre où elle habite, où ses enfants sont scolarisés, etc. Si les personnel·le·s des hôpitaux sont toujours bienveillants à l'égard des demandes de Madame, comprenant sans doute le contexte, il faut admettre qu'elle est légalement en dehors de la loi. La vice-procureure reste muette sur l'ensemble des détails et elle réfère à la compétence de JAF qui pourrait trancher sur ces questions-là.

Cet exemple souligne aussi la manière dont les victimes doivent « jongler » avec la préservation des liens avec l'autre parent tout en se protégeant, deux choses qui ne vont pas toujours ensemble. Dans ces conditions-là, et lorsque le·la JAF n'a pas fixé des visites médiatisées dans des lieux neutres où les parent·e·s ne se croisent jamais (comme dans des structures associatives qui ont elles aussi des listes d'attente), les interdictions de contact sont toujours partielles ; le parquet accepte, généralement, qu'en ce qui concerne la garde des enfants, le contact renouvelé à ce moment ne constitue pas une infraction. Lorsque les règles quant à l'échange des enfants ne sont pas fixées, ce qui pourrait permettre de minimiser le contact, ces victimes-là ne peuvent pas réellement bénéficier d'un dispositif de protection car c'est *la vue* de l'auteur qui permet à la

⁶⁴ Nous pouvons aussi apporter un autre regard critique de la « correctionnalisation » des crimes qui a un effet secondaire sur les mineurs exposés et/ou victimes des violences par conjoint. Si pour le tribunal correctionnel, c'est à l'appréciation du juge de retirer ou suspendre les différents aspects de l'autorité parentale, l'article 378-2 du Code civil prévoit que « L'exercice de l'autorité parentale et les droits de visite et d'hébergement du parent poursuivi ou condamné, même non définitivement, pour un crime commis sur la personne de l'autre parent sont suspendus de plein droit jusqu'à la décision du juge et pour une durée maximale de six mois, à charge pour le procureur de la République de saisir le juge aux affaires familiales dans un délai de huit jours. » Les magistrat·e·s du correctionnel non-habitué·e·s à statuer sur l'autorité parentale doivent néanmoins faire face à des situations qui ont été requalifiées comme des délits et pour lesquels la loi aurait prévu un mécanisme automatique en absence d'une décision d'un juge.

victime de déclencher le téléphone et de se protéger. Dans l'exemple mentionné ci-dessus, le TGD est attribué exceptionnellement en attente d'une décision de JAP qui va *peut-être* ordonner un BAR – ce qui exigerait que la justice fasse des choix du point de vue des visites médiatisées des enfants. L'exemple de Monsieur Breton, avocat, illustre bien les difficultés complexes que rencontrent les femmes lorsque la parentalité n'est pas ou peu questionnée à travers le prisme de la violence :

« J'étais devant un juge des enfants pour une femme qui est précisément dans une situation d'emprise qui a été diagnostiquée par un médecin désigné sur réquisition du procureur. Elle n'est pas en capacité d'être mise en contact avec le père. Il y a une décision au terme de laquelle le père doit avoir les enfants. Elle n'est pas en capacité de remettre les enfants au père. Elle se met hors de la loi. Elle le sait. Elle n'est pas en capacité. Elle a eu trois jours d'ITT, des conséquences post-traumatiques, sous réserve d'aggravation. Elle a été vue par trois médecins légistes différents qui tous disent qu'il y a une réelle situation de souffrance chez cette personne. Et la juge, d'être extrêmement peu nuancée et de lui dire, 'Mais madame, vous ne respectez pas une décision de justice.' Elle est dans son rôle quand elle le dit. Bien sûr. Elle est là pour rappeler qu'une décision de la justice doit s'appliquer, mais elle n'essaie pas de comprendre aussi. Soyons pragmatiques. Pourquoi ne le fait-elle pas ? Et comment allons-nous faire pour l'accompagner, précisant sans l'y contraindre et sans se dire qu'on va aller déposer des plaintes pour non-présentation d'enfant et aller devant le tribunal correctionnel ? Et ainsi de suite, éviter cette escalade. Essayer d'accompagner, d'apaiser les choses, d'essayer de comprendre la situation de cette personne. Et j'ai expliqué quelque chose de très simple. J'ai dit, si madame, elle avait un handicap physique. Est-ce qu'on viendrait lui reprocher de ne pas aller amener ses enfants à la plage si elle était sur fauteuil roulant ? On ne lui ferait pas grief. Or, là, elle est dans un handicap psychologique. Elle a trois jours d'ITT. Elle a des conséquences. Elle a un syndrome de stress post-traumatique. Je pense que souvent, ils ne savent pas ce que c'est. Elle a un vrai syndrome de stress post-traumatique. Elle n'est pas en capacité. Ça, ça relève du handicap. Elle ne le peut pas. Comment on fait pour gérer cette situation ? C'est là que la justice doit apporter une solution. Ce n'est pas à madame de trouver la solution. » (Monsieur Breton, avocat, 2021)

4. Les doubles poursuites

Les dossiers de violences conjugales – les magistrat·e·s sont les premiers à le dire – sont complexes sur le plan des mœurs même si parfois la caractérisation (ou non) de l'infraction est plutôt évidente. Mais cette évidence ne réduit pas l'importance du contexte afin que puissent être mesurées l'inégalité au sein du couple, les tentatives de dominer, d'humilier, de rabaisser l'autre personne, l'importance de comprendre ce qui s'installe au cours de la violence, au-delà de l'acte ciblé de violence en lui-même. Ainsi, nous souhaitons finalement attirer l'attention sur l'augmentation palpable des doubles poursuites qui donnent lieu à deux formes de comparution. Dans un cas, les deux parties comparaissent en même temps devant le tribunal en tant que prévenu·e mais aussi en tant que partie civile. Dans l'autre les parties comparaissent séparément dans deux procédures distinctes. Dans le premier cas, nous avons eu beaucoup de mal à comprendre comment deux personnes, parfois accusées de deux faits séparés qui se sont matérialisés à deux moments

différents, peuvent parvenir à s'expliquer *dans la même audience* en tant que partie civile *et* à se défendre. En dehors des questions morales, il est aussi nécessaire de se poser une question importante relative à la forme d'une telle audience où les magistrat·e·s et les avocat·e·s perdent la trace de qui parle et pour quelle raison – est-elle en train de prendre la parole en tant que partie civile ou en tant qu'accusée ? Et, nous le savons, les magistrat·e·s attendent aussi que les prévenu·e·s reconnaissent leur culpabilité, qu'il·elle·s acceptent leurs torts, qu'il·elle·s évoluent et qu'il·elle·s démontrent qu'il·elle·s ont évolué. Or cela semble particulièrement compliqué lorsque les prévenu·e·s sont reconnus simultanément en tant que partie civile. Cela nous paraît être un format peu adapté aux audiences françaises en général. Là, le tribunal risque de manquer le fond du dossier où une victime de violences conjugales est mise en cause, sanctionnée par la justice parce qu'elle a levé la main contre quelqu'un qui est quotidiennement violent. Le risque est aussi de limiter ses moyens de se protéger au motif qu'elle a été aussi l'autrice de violences.

Dans une audience où une femme est entendue en comparution immédiate pour des violences conjugales contre son ex-conjoint, nous pouvons nous interroger sur la rigueur des investigations lorsqu'on ignore tout de sa relation avec son ex-conjoint qui va être jugé en 6 mois pour des faits qui relèvent du même événement. Si elle admet qu'elle a été violente, elle maintient tout de même qu'elle a eu peur, que Monsieur lui envoie constamment des messages de menaces de violences sexuelles, qu'il l'a contrainte à des rapports sexuels la nuit où les faits se sont déroulés, qu'il menace de mort sa sœur, qu'il n'accepte pas la séparation, etc. Monsieur, quant à lui, s'est permis de rentrer dans la maison en brisant une vitre, et a des antécédents dont l'exercice de violences par conjoint. Or les magistrates ne veulent pas entendre ce qui relève à leurs yeux d'une autre procédure qui concerne les faits reprochés à Monsieur et où elle aurait l'opportunité de se présenter en tant que partie civile. Le problème ici est qu'ils se privent de tout un pan de l'histoire de la prévenue qui pourrait pourtant leur permettre de comprendre ce qui l'a conduite ce jour-là à porter un coup de couteau à son conjoint. Elle doit répondre des violences qu'elle a commises sans les lier aux violences qu'elle a subies (alors que le·la médecin-légiste évoque des « contusions » et des « hématomes » sur le corps de cette femme mise en cause). La condamnation est lourde mais elle aura la possibilité de bénéficier d'un aménagement de peine avec un bracelet électronique. Or elle est piégée par l'énonciation d'une interdiction de contact avec son ex qui ne cesse de la harceler. Il ne s'agit bien évidemment pas de dire qu'on ne peut pas poursuivre une femme autrice de violences envers un homme, mais de se questionner la forme que prend une audience lorsqu'on

refuse de prendre en compte les éléments qui peuvent indiquer que la violence est profondément asymétrique, plutôt que relevant d'une soi-disant toxicité du couple.

Les associations qui travaillent auprès des femmes victimes de violences conjugales se sont aussi alarmées de cette augmentation des doubles poursuites et de l'ironie malheureuse qui voit, par exemple, une femme qui va à son rendez-vous SPIP avec un TGD dans sa poche car elle s'est défendue contre une tentative de meurtre. Une travailleuse sociale nous parle du traumatisme qu'elle observe chez ces femmes qui sont ballotées entre le statut de victime et d'auteur et où le niveau de violence infligée l'un à l'autre « n'est pas la même ». Elle prend un exemple, « pour Monsieur, nous avons des violences habituelles très graves, très importantes, ponctuées par une réaction de la part de la victime. Les deux sont interpellés et placés en GAV et ils ressortent chacun avec des CJ. Les choses se sont aggravées lorsque Monsieur n'a pas respecté son CJ. Un jour il l'a amenée au parc et a tenté de la noyer ; il l'a ramenée chez elle et violée. Depuis cet incident Monsieur est remis en détention et lors de sa sortie Madame s'est vue attribuer un TGD ».

Est-ce que cela est un effet secondaire des politiques pénales volontaristes qui ne prennent pas le temps d'examiner les dossiers en profondeur ? Nous nous demandons s'il s'agit d'un phénomène propre à la France ou plutôt d'un changement observé partout où le discernement est remplacé par un protocole standardisé sans appréciation. Cela a été aussi relevé aux Etats-Unis lorsque les doubles GAV systématiques étaient mises en place dans les années 1990 (Miller, 2001; Novisky & Peralta, 2014) ou encore en Angleterre lorsqu'une enquête a révélé que les femmes sont plus fréquemment arrêtées pour des faits de violences conjugales que les hommes⁶⁵. Il nous paraît important d'explorer plus profondément cet aspect-là des politiques pénales qui peuvent avoir l'effet inverse de celui recherché : d'éloigner les victimes de la justice et de les décourager à porter plainte.

⁶⁵ <https://www.theguardian.com/society/2009/aug/28/women-arrested-domestic-violence>

IV. Conclusion

Nous avons étudié les politiques pénales dans leur ensemble afin de montrer comment les différentes juridictions se mobilisent pour se confronter aux problématiques liées aux violences conjugales. Nos objectifs étaient d'apporter un premier regard sur les pratiques quotidiennes des magistrat·e·s et de leurs partenaires dans quatre juridictions, observer la mise en place des initiatives nouvelles et voir concrètement les effets qu'ont ces pratiques sur le traitement judiciaire de ce contentieux.

Il est certes intéressant de prendre en compte les différences territoriales pour comprendre comment les pratiques s'inscrivent dans une géographie locale. Par exemple, compte tenu du taux de procès-verbaux amenés à l'attention du tribunal judiciaire, chacun doit gérer un flux quantitatif de dossiers et de procédures, en s'assurant qu'ils sont examinés par des personnes compétentes. Forcément, la difficulté à gérer l'exécution des peines à Rochebrune et à Ventoux ne représente pas la même difficulté à Chaberton ou à Ossau au vu des taux d'activité beaucoup moins importants. Or ce petit élément d'analyse nécessite un regard plus nuancé sur le nombre d'effectifs et le taux d'activité de chacun·e afin de voir si la problématique est *simplement* liée au taux d'activité ou à d'autres problématiques locales comme le besoin d'allouer des effectifs à d'autres contentieux aussi prioritaires. Quoi qu'il en soit, toutes les juridictions sur lesquelles nous avons travaillé ont renforcé leurs effectifs face aux violences conjugales en recrutant des juristes assistant·e·s, des chargé·e·s de missions, ou en renforçant une équipe avec plusieurs référent·e·s qui portent d'abord leur attention vers les premières réponses pénales et l'amélioration de la réception des dossiers – or, cela n'est jamais suffisant. Le traitement de ce contentieux reste tendu à chaque stade de la procédure, ce qui s'explique en partie par le caractère chronophage de dossiers pour lesquels les magistrat·e·s « engagés » dépensent beaucoup plus de temps à examiner la situation.

A Ossau, nous avons observé une prise en charge *transversale* où les acteur·rice·s du judiciaire sont mobilisés autour de la priorisation de ce contentieux grâce, en partie, à une pression palpable au tribunal poussant à être attentif aux risques d'une aggravation de la violence. Ossau était le seul tribunal à avoir mis en place de véritables mécanismes de suivi des victimes au sein du parquet, qui peuvent permettre de veiller sur les situations les moins claires mais où on décèle néanmoins des signaux d'alertes. Dans cette prise en charge globale où les voies de communication sont

efficaces, la prévention devient un objectif tangible d'une justice qui est souvent critiquée pour être dans la réaction plutôt que dans la prévention. Une juge des enfants par exemple parle de l'immédiateté des réponses du parquet lorsqu'elle peut être amenée à signaler des violences entre les parents d'un enfant qu'elle accompagne. C'est pour elle un signe que les choses ont changé et qu'enfin les affaires de la famille sont traitées sérieusement par le pénal. La culture judiciaire locale privilégie des modes de communication informels ; les parquetier·ère·s traversent le couloir pour toquer aux portes des JAP afin d'en savoir plus sur un déclenchement TGD afin de pouvoir, le cas échéant, partager des éléments de dossiers qui pourraient éclaircir la situation. Les rapports avec les structures associatives sont aussi plus anciens ; aujourd'hui, par exemple, le chef du cabinet du procureur de la République est l'ancien président d'une des structures socio-judiciaires implantées sur le territoire. Les politiques pénales sont véritablement tournées vers la poursuite des violences conjugales et la philosophie de *l'interconnaissance* avec les autres acteur·rice·s favorise un regard plus sensible à ces situations où « tous les éléments essentiels de la vie » (Monsieur Pissarro) sont engagés et pour lesquelles on reconnaît que les magistrat·e·s ne sont pas toujours les mieux placé·e·s pour repérer les dangers qu'elles recèlent.

Différemment, à Ventoux⁶⁶, les parquetier·ère·s se sont vraiment appuyés sur la montée de sévérité des réponses pénales et un meilleur suivi des auteurs en milieu fermé (et à leur sortie). Les magistrat·e·s de Ventoux s'appuient aussi beaucoup sur des structures d'aide sociale rattachées au tribunal sans forcément ouvrir les voies d'une communication efficace avec les autres associations du territoire qui gèrent les violences faites aux femmes ou auprès des avocat·e·s qui peuvent signaler de nouvelles violences. Le travail des parquetier·ère·s à Ventoux est très préoccupé par la stricte caractérisation de l'infraction, notamment de la violence physique, sans forcément prendre en compte les éléments contextuels qui peuvent venir étayer les violences moins évidentes comme la violence morale ou psychologique. Il y a ainsi un risque que le suivi soit limité par la réponse pénale apportée dans un premier temps et qu'il n'existe pas de moyens pour « rattraper » les dossiers qui se sont présentés initialement comme peu complexes mais qui, en cours de route, ont dégénéré. Autrement dit, l'attention est tournée vers les cas où il y a eu une période d'incarcération plutôt que vers l'ensemble de ce contentieux. Cette attention peut déboucher sur une

⁶⁶ Ventoux, comme sans doute les autres juridictions, a néanmoins beaucoup évolué depuis notre terrain : deux juristes assistantes sont venus en renfort et plusieurs référentes ont été engagés afin de mieux prendre en compte les spécificités de la famille.

hiérarchisation entre des faits de violence « grave » et des violences considérées comme moins importantes sur le plan des retentissements physiques.

A Rochebrune, la prise en charge des violences conjugales est aussi une prise en charge à « l'offensive » si nous pouvons le dire ainsi, similaire à Ossau, dans le sens où l'équipe dédiée se concentre sur tout ce qui est particulièrement problématique avec les violences conjugales et utilise les signaux d'alertes comme des leviers pour pousser les investigations là où l'infraction n'est pas immédiatement perçue. L'approche « globale » du service nous a été expliquée notamment à travers l'attention portée à l'égard de l'enfance ; c'est « l'idée de dire (et encore de plus en plus) qu'un mineur dans ce contexte est un mineur en danger, qu'il y a un risque de santé et de reproduction des violences », considérant ainsi que la violence devant le mineur constitue un caractère aggravant. En pratique la manière dont cela est pris en compte est moins évident, et il aurait peut-être fallu que nous nous concentrions plus amplement sur les affaires qui relèvent d'une véritable intervention auprès de l'enfant exposé·e, n'ayant pas observé des instances où cela se fait. Le siège, comme à Ventoux, très attaché à son indépendance, passe à l'arrière-plan de cette lutte « active » contre les violences conjugales et laissant le parquet en première ligne. L'aspect segmenté de la prise en charge de ce contentieux est sans doute à relier à l'organisation du tribunal, caractéristique des administrations « monstrueuses » par la taille comme celle-ci et où les différents secteurs de la justice ne communiquent pas efficacement entre eux.

A Chaberton, se trouve le tribunal judiciaire le plus rural sur lequel nous avons travaillé, et c'est là que les dispositifs de lutte contre les violences conjugales étaient le moins développés. Du point de vue du BAR, malgré un dysfonctionnement important au niveau de la géolocalisation, celui semble être utilisé pour renforcer le suivi des auteurs, peut être en raison du fait qu'il n'y avait qu'une seule JAP sur le ressort. A Chaberton, le BAR est un outil à préconiser pour les suivis importants. Malgré cela, les circuits de communication sont lents sur le territoire et avec les autres acteur·rice·s du réseau, notamment en ce qui concerne la prise en charge des forces de l'ordre et l'accès aux médecins légistes, qui est bien en-deçà des standards attendus.

Ce qu'il nous paraît intéressant de relever tient aussi à la manière dont les acteur·rice·s du tribunal ont une tendance à saisir les violences conjugales à travers un prisme local de la délinquance. C'est-à-dire que dans une région rurale et très pauvre, les violences conjugales deviennent un problème relevant d'une situation de misère sociale comme à Chaberton où la vice-procureure

nous dit que les violences conjugales « ça ne se passe pas comme ça ici » – le « ça » désignant le risque de féminicide conjugal et d’une grande sévérité des faits. Dans une région caractérisée par une population très consommatrice d’alcool, la violence conjugale est envisagée comme liée à une consommation toxique. Dans une région où la population est majoritairement constituée de groupes minoritaires et issus de l’immigration, les violences conjugales sont envisagées un problème culturel. Nous ne voudrions pas suggérer que les violences conjugales ne peuvent pas être saisies localement, ce qui implique d’être attentif au rôle des interprètes dans les audiences, de financer des établissements de soins liés à des addictions, d’être particulièrement attentif à des protocoles d’hébergement d’urgence, etc. mais, nous avons eu parfois l’impression que la violence conjugale était *réduite* à une délinquance⁶⁷ parmi d’autres au lieu de la saisir par le prisme de la dynamique conjugale et peut-être surtout des rapports de pouvoir hiérarchiques persistant entre hommes et femmes.

Les politiques pénales et le parcours des victimes

Les violences conjugales sont souvent décrites comme « des crimes cachés » (Bellotti, Boethius, Åkerström, & Hydén, 2021), c’est-à-dire sous-déclarés aux forces de l’ordre et dissimulés aux proches de la victime. En revanche, les travaux récents sur les femmes victimes de violences conjugales montrent que celles-ci divulguent à des proches les violences qu’elles subissent mais aussi à des moins proches en fonction de leurs besoins et de leurs attentes auprès de ces personnes ; « la divulgation n’est pas un événement singulier mais une progression » écrit Bellotti *et al* (2021) dans une étude sur les réseaux de soutien des femmes victimes des violences conjugales en Suède, où les femmes ont réussi à échapper aux partenaires violents. L’enquête Virage a pu revenir sur ce phénomène de divulgation en montrant que les femmes, contrairement à l’idée reçue d’« un crime caché », parlent souvent à leur entourage des faits de violence et qu’elles mobilisent des structures institutionnelles dans le champ de la santé même si le recours à la justice demeure minoritaire (Brown, Dupuis, & Mazuy, 2020, pp. 247-248). Mais ce que Bellotti *et al* souligne aussi, en se concentrant sur les réseaux des femmes et en examinant les manières dont les individus d’un réseau « aident » ces femmes à s’échapper, que ces moments *critiques* correspondent plutôt à une *opportunité de partir* plutôt qu’à un moment recherché, préparé et planifié en amont. Ceci fait écho

⁶⁷ « Prenons par exemple la sémantique utilisée dans les médias, mais aussi parfois celle des magistrat.e.s, des avocat.e.s : ‘crimes passionnels’, ‘dramas familiaux’ ou de la ‘jalousie’, de la ‘folie’. Ces termes renvoient les femmes à une question individuelle et non plus sociétale [...] » (Brié, 2016, p. 31)

aux recherches qui montrent que les femmes « partent » ou essaient de partir plusieurs fois avant que cela ne puisse devenir une réalité durable (Engle Merry, 1990; Jaspard, 2015). Certains travaux se penchent sur « l'emprise » qui pèse sur ces femmes (Hirigoyen, 2010) ou le fait d'être emprisonnée comme des otages (Stark, 2007). D'autres soulignent l'agentivité de celles-ci qui font des calculs bénéfices/risques face à une précarité multifactorielle (Novisky & Peralta, 2014). D'autres encore soulignent que, malgré les multiples mains tendues pour aider les victimes à les dénoncer, certaines situations de violences se sédimentent sans qu'il soit toujours possible d'en identifier les ressorts (Fischer, 2020). Sous cet angle-là, les politiques pénales qui s'appuient sur un large réseau d'acteurs sont très intéressantes lorsque les victimes peuvent être amenées à dénoncer les violences à des moments imprévus plutôt qu'en arrivant, « valise toute faite », au commissariat pour déposer plainte. C'est par exemple l'intérêt de l'intervention de la policière formée au protocole NICHHD qui ne souhaite pas attendre « l'expert désigné » pour auditionner la dame et son enfant au risque qu'une autre « opportunité » pour la victime ne se représente pas nécessairement.

Les magistrats ont souvent exprimé leur regret devant le défaut de parole des victimes ou leur réticence à tout dire, ce qui peut rendre difficile de juger la situation ou de caractériser l'infraction. Cette hésitation des victimes à tout dévoiler d'emblée est évidemment à mettre en relation avec le fait que pour un certain nombre d'entre elles la divulgation des violences subies est le résultat d'un long processus. Ce qui peut paraître à première vue incohérent dans une situation, s'explique en réalité par le parcours de la victime, le temps qu'il lui a fallu pour être prête à dénoncer les violences, à se séparer de son partenaire et à protéger ses enfants de comportements délétères à la construction de soi. Un parcours qui peut être d'autant plus heurté et étiré dans le temps qu'il se fait en parallèle avec la reconstruction psychologique et physique de la victime elle-même. Une politique pénale qui attend pour que la victime se présente avec un dossier de preuves, qu'elle se soit séparée de l'auteur, organisée devant le JAF pour gérer la garde de l'enfant, etc. n'est pas toujours en cohérence avec la réalité des choses. Et, d'un autre côté, une politique pénale qui poursuit les violences conjugales avec force ne peut guère s'étonner que les victimes soient parfois en apparence « hostiles » à la collaboration, surtout lorsque l'intervention judiciaire n'apporte pas de solutions concrètes ni pragmatiques. On les encourage à partir, à se libérer d'une situation de violence mais lorsqu'elles partent et si elles ont des enfants à charge et partagés avec l'auteur des violences, on peut leur reprocher aussi d'avoir séparé ses enfants de leur père, comme cela a été

entendu dans une audience où la JAF sermonne une femme pour avoir déménagé après le divorce là où habite ces parents. La JAF lui rappelle que c'est ainsi à sa charge de payer pour les déplacements des enfants pour rendre visite à leur père qui, lui, ne s'est pas mobilisé pour les voir pendant 3 mois et qui est, en retour, violent envers elle.

Certes, les objectifs de la justice pénale ne s'alignent pas toujours sur les besoins et les souhaits des victimes ; les poursuites indépendantes témoignent de la difficulté parfois de poursuivre et de forcer la séparation d'un couple pour protéger quelqu'un qui déclare ne pas en avoir besoin. Néanmoins, les politiques pénales qui s'appuient, dans la mesure du possible, sur d'autres partenaires comme les partenaires associatifs ou dans le champ de la santé, qui tissent des liens avec ces personnes vulnérables, peuvent potentiellement davantage réussir à collaborer avec les victimes qui ne sont pas encore « prêtes » à dénoncer tout. Cela peut aller à l'encontre de l'organisation du parquet qui entend répondre à beaucoup d'affaires avec célérité, rapidement et mettre un terme à la violence avant qu'il n'y ait escalade. Or la capacité à adopter une approche flexible dans des dossiers où on constate que les victimes sont réticentes à prendre la parole ou de séparer les partenaires peut favoriser des solutions plus durables sur le long terme.

Ce point nous amène à souligner un autre aspect largement absent des discours judiciaires, celui de la nécessité que la justice parvienne à instaurer de la confiance avec les victimes. Les dossiers de violences conjugales témoignent que les victimes ont souvent eu plusieurs rencontres avec la justice pour ce qui concerne les violences conjugales. Encore en 2021, il n'était pas rare de tomber sur des dossiers où la première plainte pour violences conjugales datait de 20 ans et où au cours des années, des mains courantes et les dépôts de plaintes s'étaient multipliés, même si parfois des années séparaient les signalements. Ce sont ces femmes, mais aussi les femmes que l'on refuse aujourd'hui d'entendre au commissariat et les femmes qui lisent qu'une autre a été tuée après avoir porté plainte deux fois⁶⁸ contre un homme déjà condamné pour violences, qu'il faut finalement convaincre qu'aujourd'hui la justice répond, agit et protège les personnes comme elles. La confiance en la justice n'est pas accessoire. Instaurer, restaurer cette confiance, ce n'est pas seulement pour leur permettre de faire une « meilleure » expérience (qui est déjà d'ailleurs une très bonne raison) mais c'est aussi parce que leur protection dépend souvent de leur capacité à

⁶⁸ https://www.lemonde.fr/societe/article/2023/03/04/femicide-en-gironde-gerald-darmanin-demande-une-enquete-de-l-iggn_6164138_3224.html

croire en la justice. Ce sont notamment les dispositifs de protection qui nécessitent leur collaboration et leur confiance dans le fait que, si elles appuient trois fois sur leur TGD, les policier·ère·s arriveront immédiatement et que l'auteur sera retenu et rejugé devant le tribunal.

Nous avons pu retrouver des traces de cette confiance-méfiance à l'égard de l'institution judiciaire à plusieurs moments, notamment lorsqu'on demande aux femmes de collaborer ou de libérer leur parole. Nous avons déjà évoqué l'exemple de cette femme réticente à accepter la mise en œuvre d'un BAR mais nous pouvons aussi mentionner un exemple tiré des observations dans une unité médico-judiciaire, lorsqu'une femme que la médecin qualifie comme « sévèrement handicapée » est accueillie avec sa fille après s'être rendue au commissariat. Au vu de la gravité de la situation, le parquet et les associations se sont mobilisées pour leur obtenir une place d'hébergement d'urgence. Or, il y a dix ans, Madame avait déjà porté plainte de même qu'un an plus tard, lorsqu'elle est allée à l'hôpital pour recevoir des points de suture suite à des violences. Mais c'est surtout lorsque les violences se sont tout récemment tournées vers sa fille qu'elle est allée porter plainte encore une fois pour des violences qui n'ont jamais cessé. Elle dit à la médecin : « En 2013, la police n'a rien fait pour nous. Ils n'ont pas trouvé une solution et c'est pourquoi on est resté avec lui. Mais cette fois, ils nous ont trouvé une solution. C'est mieux cette fois. Ils nous ont envoyé à une association, trouvé un hôtel, nous ont ramené ici. C'est bien cette fois. »

Différemment, une autre femme qui n'a pas porté plainte se retrouve auditionnée par des policier·ère·s en raison de la violence qu'elle subit (signalée par un tiers). Elle se montre très méfiante à l'égard de l'intervention de la justice. Elle évoque son parcours de vie, marqué par les violences des hommes : « Je ne comprends pas parce qu'il y a eu plein d'histoires dans ma vie et la police n'a jamais été là. Personne ne m'a soutenu alors que là, deux jours après, la police est à ma porte ». Les violences cette fois-ci sont néanmoins très graves malgré le faible nombre d'informations qu'elle divulgue à la médecin légiste ; c'est finalement son corps, porteur de traces, qui témoigne à sa place avant qu'elle n'admette que son ex « n'accepte pas la séparation ». C'est au cours de l'examen que l'on comprend que plus que de l'auteur, père d'un de ses enfants, elle craint surtout que le·la JAF sache qu'elle est exposée à des violences et décide de lui retirer la garde de ses enfants. Ici, le bénéfice d'une intervention judiciaire ne vaut pas à ses yeux le coût que serait la perte de la garde de ses enfants.

Les solutions judiciaires qui ne sont pas pragmatiques à l'égard de la réalité des violences conjugales, c'est-à-dire les conséquences qui touchent à toute la famille, qui ne protègent pas les victimes de *toutes* les violences qu'elles subissent peuvent conduire non seulement au sentiment d'impunité des auteurs mais elles sont aussi vécues comme une violence supplémentaire pour les victimes. Il n'était pas rare d'entendre les histoires de femmes qui déclarent ne plus jamais vouloir porter plainte puisque finalement elles se trouvaient dans des situations bien plus terribles qu'avant : sans abri, à la rue, les enfants retirés à leur garde.

« Qu'est-ce qui a changé ? »

Une des difficultés de ce terrain était le manque de point de vue rétrospectif sur les pratiques judiciaires, par exemple, lorsque nous posons des questions sur le recours aux alternatives ou à des rappels à la loi ; qu'est-ce qui conditionnait cette réponse « autrefois » alors que l'infraction était caractérisée ? Les réponses étaient diverses : pour certain·e·s magistrat·e·s plus jeunes et qui ont récemment pris leur poste au sein du parquet, les politiques pénales étaient pour eux·elles la nouvelle norme. Il·elle·s ne connaissaient pas les autres manières de faire et ont simplement entendu dire par le biais notamment de la presse que les réponses n'étaient pas toujours à la hauteur, et que, finalement, peut-être, les « mentalités ont changé ». Pour les magistrat·e·s qui ont déjà de longues années de carrière derrière eux·elles, certain·e·s renvoyaient cette évidence à la suppression de la parole des femmes et à « la zone grise » de l'espace intime. Une vice-procureure, qui a initialement répondu à cette question en évoquant l'augmentation des plaintes, une réponse qui ne nous paraissait pas totalement satisfaisante, s'est ensuite penchée sur les pratiques judiciaires qui ont évolué et par là, la « diversification de la réponse pénale », l'augmentation des dispositifs, l'engagement de tout le ressort et finalement le temps nécessaire pour développer les nouveaux outils de « l'arsenal juridique » :

« On a, je pense, grimpé un peu plus. Je ne sais pas s'il y a 7-8 ans on faisait des comparutions immédiates sur des violences conjugales. Je ne pense pas. Foncièrement, je ne pense pas. C'est à dire qu'il y a aussi derrière ça toute une organisation de la juridiction. C'est-à-dire que vous ne pouvez pas avoir une politique pénale comme on a aujourd'hui ici à Ossau, si, par exemple, vous ne l'avez pas fait quasiment au niveau de la juridiction. C'est à dire que c'est parce qu'on a aussi un siège qui a accepté de créer des audiences spécialisées, c'est aussi parce qu'on a des juges d'application des peines qui sont sensibilisés à la question, c'est parce qu'on a aussi des juges aux affaires familiales qui savent pratiquer l'ordonnance de protection. Ce que je veux dire, c'est qu'il y a plein d'outils qu'il n'y avait pas il y a deux ou trois ans non plus. [...] Mais finalement, quand vous regardez l'évolution, vous semblez dire qu'on a mis beaucoup de temps pour s'y atteler. Mais en fait, quand on voit aujourd'hui le dispositif, l'arsenal juridique qu'on a déployé sur le sujet en si peu de temps ... Je pense que tout le monde vous en a parlé... on reçoit tous les mois une circulaire

sur les violences conjugales, les textes ont changé, les outils sont nouveaux, de nouveaux outils vont arriver, de nouveaux outils sont arrivés avec une pression extrêmement importante ces dernières années. Je peux vous dire qu'on s'y est peut-être mis tard, mais alors on y va à fond. [...] Après, il n'y avait pas les outils de l'interdiction de paraître, l'interdiction de contact. Tout ça, c'étaient des outils qui étaient beaucoup moins développés. S'ils ne sont pas développés, on ne peut pas y recourir [...] Ce n'est pas si facile que ça parce que vous le mettez dans le texte. Certes, ça va être appliqué parce que les procureurs appliquent la loi, mais pour autant, il y a du contenu à mettre derrière. Et ça, ça ne se fait pas en un claquement de doigts. Donc, je pense que dans les pistes de réflexion il y a ça. Cet aspect face caché [la zone grise de la vie intime] et puis les outils qu'on avait à disposition. Moi, je trouve que pour le coup, là, depuis, c'est devenu un sujet prioritaire de beaucoup de procureurs de la République. » (Madame Morisot, Vice-procureure, Ossau, 2021)

Les politiques pénales qui sont aujourd'hui élaborées dans une partie des juridictions témoignent d'un changement dans le traitement des violences conjugales où, autrefois, l'apaisement du conflit était recherché plutôt que la sanction. Dans son analyse de la « troisième voie » des alternatives dans deux juridictions d'Île-de-France et une à Bordeaux, Laura Aubert constate que les politiques pénales de l'époque de son enquête (2004-2007) favorisaient le renvoi des violences conjugales caractérisée (et aussi dans bien d'autres contentieux) aux alternatives à la poursuite, c'est-à-dire les médiations familiales et les rappels à la loi (Aubert, 2010). Si Aubert constate que les politiques pénales répondaient toujours à des préoccupations locales du ressort *et* à l'engorgement inévitable des tribunaux, les violences conjugales n'étaient pas saisies comme 1) particulièrement grave, ni 2) comme des formes de délinquance *faisant partie de la toile locale* de la délinquance. Aujourd'hui, dans des juridictions avec des politiques pénales clairement définies, le renvoi systématique à des alternatives n'est en théorie plus possible, même si un·e procureur·e peut néanmoins s'appuyer sur son discernement pour renvoyer des violences conjugales dites « isolées » et d'un très faible degré de violence devant des délégué·e·s pour des rappels à la loi ou des stages de responsabilisation. Les violences conjugales sont aujourd'hui considérées comme 1) *a priori* prioritaires et graves avant qu'elles soient peut-être réorientées vers des alternatives et 2) comme faisant partie de la toile de délinquance sur toute la France. En théorie, toute juridiction est concernée, même si nous observons néanmoins une volonté de vouloir réduire la violence conjugale à une délinquance parmi d'autres au lieu de la saisir par le prisme de la dynamique conjugale et peut-être surtout des rapports de pouvoir hiérarchiques persistant entre hommes et femmes en couple.

Si « l'arsenal juridique » que mentionne Madame Morisot a changé de manière importante depuis peu de temps, les outils juridiques bien connus existent depuis une vingtaine d'années afin de poursuivre et éloigner les auteurs violents de leurs conjointes (Couturier, 2011; Grunvald, 2020).

Un procureur de la République a saisi notre question (« mais qu'est-ce qui a changé ? ») qu'il qualifie comme « intéressante » et « pas du tout facile ». N'ignorant pas le lien important avec les changements sociaux tels que la longue lutte pour la libération des femmes – qu'il place plutôt aux années 1970 que le mouvement plus récent de « Metoo »⁶⁹ – il admet aussi que les violences conjugales sont d'une complexité importante qui ne relève pas seulement de la libération de la femme dans sa vie individuelle mais réunit plusieurs « éléments essentiels de la vie » qui sont difficiles à saisir pour les politiques publiques, comme pénales, c'est-à-dire l'aspect familial, d'une femme *en couple* :

« C'est vrai que sur le traitement des violences conjugales finalement ça n'est parti avec plus d'efficacité que très tard. Et c'est vrai que c'est étonnant, ce décalage, alors que les textes permettaient tout à fait de – bon... Est-ce que finalement, moi, en essayant de réfléchir à cette question compliquée... je pense que, paradoxalement, la question de la contraception, puis la question de l'avortement, par exemple pour prendre des grands marqueurs et des indicateurs, engagent moins de choses et sont plus faciles à traiter – je ne dirais pas qu'on est dans la complexité, la question de la contraception, de son financement, de son accès – ce n'est pas de la même complexité. [...] Je pense que la lutte contre les violences conjugales a mis beaucoup plus de temps à être vraiment prise en compte alors que les textes existaient, je pense que c'est cette « difficulté » à affronter cette complexité. Et en France, par exemple, on avait l'Espagne qui était bien plus avancée que nous – ils avaient dix ans d'avance sur nous, à peu près. Alors en plus, quand on a commencé à prendre en compte le phénomène, on l'a pris de manière – mais moi j'ai participé aussi donc maintenant ça ne me paraît pas être la bonne manière de le prendre mais, à l'époque on pensait bien faire – par exemple à une époque, je me rappelle dans les années 2000 donc il y a 20 ans, avoir une politique de lutte contre les violences conjugales des femmes c'était développer des places de l'hébergement pour les femmes pour leur permettre de quitter les domiciles. Et c'était ça la politique. Et on laissait les mis en cause chez eux et on aidait les femmes et les enfants à partir. C'est aberrant. Mais c'était ça. » (Monsieur Pissarro, Procureur de la République, Ossau, 2021)

Il nous paraît ainsi essentiel de mettre cette récente « priorisation » de violences conjugales qui se saisit de l'infraction pour les sanctionner, en perspective avec une approche plus ancienne qui recherche l'apaisement de conflits et ignore le caractère récidiviste des violences conjugales⁷⁰, l'encadrant comme un problème interne au couple au lieu d'un problème sociétal.

⁶⁹ Si « Metoo » a permis une libération de parole, il nous semble réducteur de réduire la libération de la parole des femmes et les changements des mentalités à ce mouvement très récent.

⁷⁰ La lettre de l'observatoire national des violences faites aux femmes, novembre 2022 <https://arretonslesviolences.gouv.fr/sites/default/files/2022-11/Lettre%20n%C2%B018%20-%20Les%20violences%20au%20sein%20du%20couple%20et%20les%20violences%20sexuelles%20en%202021.pdf>

Spécialisation et sensibilisation : une priorisation qui dure sur le long terme ?

La question de savoir à quel point les besoins de la victime peuvent être pris en compte divise au sein la magistrature. Si s'exprime un consensus sur le besoin d'avoir un minimum de formation, l'étendue de cette sensibilisation qui tend à la spécialisation est plus discuté.

Par exemple, une vice-présidente au service correctionnel, n'a pas personnellement constaté le besoin de dédier des magistrat·e·s particulièrement formés sur ce contentieux même si elle reconnaît que le cadre conjugal impose des particularités comme « le phénomène d'emprise ». Tout de même « on est sur des violences à la personne alors, certes dans un cadre intrafamilial avec des spécificités mais, pour autant, je crois qu'on est tous à peu près formés là-dessus donc je ne crois pas qu'il y ait des difficultés. » (Vice-présidente, 2021). Selon elle, les violences conjugales ne présentent pas de difficultés en matière de droit pour les juges au correctionnel comme c'est le cas dans les matières économiques ou financières : « en matière de violence conjugale, les coups de poings, ça, on connaît. On sait comment ça marche. »

Procureur de la République, Monsieur Pissarro, quant à lui, s'exprime différemment et reprend à son compte la notion de « sensibilisation » et la nécessité de faire preuve de diligence dans l'examen des dossiers et aussi à l'égard des victimes de violences conjugales qui se retrouvent surexposées par le dévoilement de tous les aspects de leurs vies :

« Moi je pense que ce sujet nécessite d'en avoir l'habitude, de s'en imprégner, que ça soit le juge ou le parquetier, donc c'est pour ça que j'avais l'idée d'audiences spécialisées. Même si je sais que ce sont des audiences qui sont lourdes pour les collègues, je pense que c'est quand même nécessaire d'avoir une spécialisation – je ne sais pas si c'est une spécialisation mais, au moins une sensibilisation. Moi je crois à, je dirais, de davantage de formation, davantage de sensibilisation, mais à l'intérieur quelque chose qui reste un peu généraliste » (Monsieur Pissarro, Procureur de la République, Ossau, 2021)

Sensibilisé, formé et néanmoins généraliste. Mais, qu'un·e magistrat·e reste « généraliste » ne signifie pas, dans la bouche de Monsieur Pissarro, qu'il considère que les violences conjugales recèlent une dimension somme toute assez banale, ni qu'elles s'intègrent simplement à la toile locale de délinquance. Au contraire, pour Monsieur Pissarro, les violences conjugales, qui font partie des violences faites aux femmes, devraient être une préoccupation constante des tribunaux. S'il tâche d'imprégner les pratiques de ces collègues d'une politique pénale qui priorise les violences conjugales, il n'aime pas trop ce mot :

« Je n'aime pas qu'on parle de priorité. Parce que parler de priorité c'est un moment momentané, ça répond à des orientations gouvernementales. Par exemple en ce moment, c'est la lutte contre les stupéfiants. Très bien. Ça je le fais. C'est une priorité. Avant c'était l'insécurité routière. En ce moment c'est le trafic des stupéfiants. Ça c'est une priorité. Parce qu'il y a une sorte de choix de dire que – voilà. Mais en ce qui concerne la place des femmes, etc., pour moi on est dans autre chose –. Ça se traduit par une politique publique et une politique pénale mais philosophiquement ça n'a rien à voir donc ça m'agace qu'on la mette au même niveau. »

Nous avons posé une question sur la spécialisation à une cheffe du service spécialisée à Rochebrune : la vice-procureure nous explique que les formations sont certes nécessaires et qu'une « connaissance est quand-même très importante ». Elle s'appuie sur « l'effet weekend » pour illustrer son propos. Pendant le week-end, les membres extérieurs au service viennent remplacer ses substituts et les décisions nécessitent parfois un « rattrapage » car elles ne sont pas du tout adaptées aux violences intrafamiliales. Nous voyons que les connaissances ordinaires ne suffisent pas toujours et que, parfois, un dossier nécessite une intervention d'autres juges « plus expérimenté·e·s » pour apporter de vraies solutions à une violence qui affecte tous les membres de la famille. Du point de vue de la vice-procureur, une forme de spécialisation est bien nécessaire, mais il faut en même temps veiller à ce que les savoirs circulent et les connaissances soient partagées. C'est ce qui garantirait qu'à tout moment une affaire puisse trouver une réponse adaptée.

Les politiques pénales telles qu'elles sont élaborées aujourd'hui avec des référent·e·s et des juristes assistant·e·s, peuvent-elles continuer sur le long terme ? La « priorisation » et la célérité s'inscrivent-elles aussi dans le temps long ? Des formations régulières vont-elles exister lorsque la « grande cause » se déplacera du sujet des violences conjugales sur un autre ? Ces questions nous paraissent être légitimes en raison de la tension qui existe sur ces pratiques, du stress constant qu'éprouvent les acteur·rice·s de la justice qui veillent, suivent et évaluent dans un état constant d'urgence.

V. Bibliographie

- Agraz, R., & Guerts, M. (2016). L'autorité parentale à l'épreuve de l'égalité. Dans M. Pichard, & C. Viennot, *Le traitement juridique et judiciaire des violences conjugales* (pp. 157-167). mare et martin.
- Anderson, K. (2010). Conflict, Power, and Violence in Families. *Journal of Marriage and Family*, 72(3), 726-742.
- Aubert, L. (2010). Systématisation pénale et alternatives aux poursuites en France : une politique pénale en trompe-l'oeil. *Droit et société*, pp. 17-33.
- Bateson, G. (2000). Toward a Theory of Schizophrenia. Dans G. Bateson, *Steps to an Ecology of Mind* (pp. 201-227). University of Chicago Press.
- Bellotti, E., Boethius, S., Åkerström, M., & Hydén, M. (2021). Ambivalent and Consistent Relationships : The Role of Personal Networks in Cases of Domestic Violence. *Social Inclusion*, 9(4).
- Brié, F. (2016). Les principes d'intervention face à la complexité des violences conjugales. Dans M. Pichard, & C. Viennot, *Le traitement juridique et judiciaire des violences conjugales* (pp. 27-34). mare et martin .
- Brown, E., & Jaspard, M. (2004). La place de l'enfant dans les conflits et les violences conjugales. *Recherche et Prévisions*(78), pp. 5-19.
- Brown, E., Debauche, A., Hamel, C., & Mazuy, M. (2020). *Violences et rapports de genre*. Paris: Ined.
- Brown, E., Dupuis, J., & Mazuy, M. (2020). Au sein du couple, des situations de violence genrées et asymétriques. Dans E. Brown, A. Debauche, C. Hamel, & M. Mazuy, *Violences et rapports de genre* (pp. 183-208). Paris: Ined.
- Brown, E., Dupuis, J., & Mazuy, M. (2020). Parcours conjugaux, violence conjugale et différences de genre. Dans E. Brown, A. Debauche, C. Hamel, & M. Mazuy, *Virage* (pp. 223-253). Paris: Ined.

- Brunel, M., Job, R., & Launay, C. (2021). Recueil de la parole des mineurs avec le protocole du NICHD. *Enfances & Psy*, 4(92), pp. 88-95.
- Collin, C. (2019, décembre 12). *Dalloz Actualité*. Consulté le juillet 19, 2023, sur [https://www.dalloz-actualite.fr/flash/lutte-contre-violences-faites-aux-femmes-en-france-est-insuffisante-au-regard-de-convention-d-#:~:text=La%20Convention%20pr%C3%A9voit%20notamment%20une,actes%20de%20violence%20%C2%BB%20\(art.](https://www.dalloz-actualite.fr/flash/lutte-contre-violences-faites-aux-femmes-en-france-est-insuffisante-au-regard-de-convention-d-#:~:text=La%20Convention%20pr%C3%A9voit%20notamment%20une,actes%20de%20violence%20%C2%BB%20(art.)
- Couturier, M. (2011). Les évolutions du droit français face aux violences conjugales. *Dialogue*, 1(191), pp. 67-78.
- Danet, J. (2008). Le traitement processuel de la « parole » dans le procès d'agressions sexuelles. *Droit et cultures*(55), pp. 137-148.
- Durand, E. (2022). *Protéger la mère, c'est protéger l'enfant*. Dunod.
- Engle Merry, S. (1990). *Getting Justice and Getting Even*. Chicago: University of Chicago Press.
- Engle Merry, S. (2009). *Gender Violence. A Cultural Perspective*. Wiley-Blackwell.
- Engle-Merry, S. (1994). Courts as Performances: domestic violence hearings in Hawai'i family court. Dans S. F. Hirsch, & M. Lazarus-Black, *Contested States: Law, Hegemony, and Resistance* (pp. 35-48). New York: Routledge.
- Fischer, C. (2020). "Domestic Violence" : de la maison au tribunal. *Mémoire de master, Anthropologie sociale et historique*. Université Toulouse Jean Jaurès.
- Fortin, A. (2009). L'enfant exposé à la violence conjugale : quelles difficultés et quels besoins d'aide ? *Empan*, 1, pp. 119-127.
- Gerry-Vernières, S. (2019). *La barémisation de la justice*. Mission de Recherche Droit et Justice. Récupéré sur <https://shs.hal.science/halshs-02490767>
- Ghazzal, Z. (2016). Le "dire vrai" de l'aveu lors d'une confession criminelle. Dans Y. Ben Hounet, & D. Puccio-Den, *Autour du crime*. Paris: L'Herne.
- Goodwin, C. (1994). Professional Vision. *American Anthropologist*, 96(3), pp. 606-633.

- Grunvald, S. (2020). Les instruments juridiques pour lutter contre les violences au sein du couple. Dans E. Brown, A. Debauche, C. Hamel, & M. Mazuy, *Violences et rapports de genre* (pp. 217-221). Ined éditions.
- Hirigoyen, M.-F. (2010). Pourquoi il est important d'aider les femmes à refuser la violence psychologique. Dans G. Francequin, *Tu me fais peur quand tu cries!* (pp. 53-61). Erès.
- Jaspard, M. (2007). L'enquête nationale sur les violences envers les femmes en France (Enveff): Historique et contextes. Dans N. Chetcuti, & M. Jaspard, *Violences envers les femmes. Trois pas en avant deux pas en arrière* (pp. 25-38). Paris: L'Harmattan.
- Jaspard, M. (2015). *Je suis à toi, tu es à moi*. Paris: Payot et Rivages.
- Jouanneau, S. (2022). Protéger les mères en préservant l'autorité paternelle des (ex-)partenaires violents? Les conditions d'application de l'ordonnance de protection dans les juridictions familiales. *Informations sociales*(207), 106-115.
- Jouanneau, S., & Matteoli, A. (2018). Les violences au sein du couple au prisme de la justice familiale. Invention et mise en oeuvre de l'ordonnance de protection. *Droit et société*, 2(99), pp. 305-321.
- Lavoie, K., & Thibault, S. (2016). Briser le silence entourant la violence entre partenaires gais : prises de conscience et réactions d'acteurs sociaux concernées par la problématique en Communauté française de Belgique. *Nouvelles pratiques sociales*, 28(1), 141-159.
- Milburn, P., & Mouhanna, C. (2010). Présentation. *Droit et Société*, 1(74), pp. 7-16.
- Miller, S. (2001). The Paradox of Women Arrested for Domestic Violence. *Violence Against Women*, 7(12), pp. 1339-1376.
- Mulla, S. (2008). There is No Place Like Home : The Body as the Scene of the Crime in Sexual Assault Intervention. *Home Cultures*, 5(3), pp. 301-325.
- Mulla, S. (2016). Just Living: Law, Life, Livelihood, and Sexual Assault. Dans V. Das (Éd.), *Living and Dying in the Contemporary World* (pp. 289-300). University of California Press.

- Myhill, A. (2015). Measuring Coercive Control : What Can We Learn From National Population Surveys? *Violence Against Women*, 21(3), pp. 355-375.
- Novisky, M. A., & Peralta, R. L. (2014). When Women Tell: Intimate Partner Violence and the Factors Related to Police Notification. *Violence Against Women*, 21(1).
- Pérona, O. (2018). Déqualifier les viols : une enquête sur les mains courantes de la police judiciaire. *Droit et société*, 2(99), pp. 341-355.
- Rouméas, R. (2022). Le passage en force du droit. Les victimes de crimes correctionnalisés face à la gestion professionnelle des délais judiciaires. *Droit et société*, 2(111), pp. 269-288.
- San Martin, E., Tillous, M., Bulteau, J., Delage, P., & Torres, E. R. (2021). *Spatialité des violences conjugales et crise du covid-19*. Projet de Recherche ANR.
- Stark, E. (2007). *Coercive Control: How Men Entrap Women in Personal Life*. New York: Oxford University Press.
- Young, K. (1989). Disembodiment: The phenomenology of the body in medical examinations. *Semiotica*, 73(1-2), pp. 43-66.
- Zaouche Gaudron, C., & Paul, O. (2014). *Le développement socio-affectif des enfants exposés à la violence conjugale et leurs représentations de cette violence : une approche de la sécurité émotionnelle*. Observatoire National de l'Enfance en Danger, Toulouse.
- Zaouche-Gaudran, C. (2016). *Exposés aux violences conjugales, les enfants de l'oubli*. Erès.

Ce rapport intitulé *Pratiques et impacts des réponses judiciaires aux violences conjugales. Regards sur quelques initiatives locales en France* contribue à la documentation des dispositifs mis en place depuis le Grenelle des violences conjugales de 2019 et de l'évolution des pratiques judiciaires en lien avec ce contentieux. Le cœur du rapport consiste à exposer les différents axes des politiques pénales au sein de quatre tribunaux judiciaires au niveau correctionnel, c'est-à-dire l'articulation entre la législation, les directives émanant du ministère de la Justice et les pratiques localement mises en place. Le rapport souligne comment les politiques pénales servent à réunir le large réseau d'acteurs et actrices qui interviennent dans les affaires de violences conjugales afin d'améliorer la communication et de partager plus efficacement les aperçus et les connaissances sur les dossiers. Néanmoins, les cas d'études mobilisés dans le rapport montrent que quelques barrières persistent encore sur le plan bureaucratique et parfois aussi géographique, mettant en relief l'organisation parfois disparate des mondes judiciaires. Le rapport met aussi en lumière les pratiques qui montrent que les violences conjugales appellent à un traitement particulier : ces affaires sont souvent conçues par les magistrat·e·s comme un contentieux spécifique, parfois comme une des formes les plus récurrentes des violences faites aux femmes par les hommes, nécessitant quelques fois l'acquisition d'une connaissance spécialisée aux égards des dispositifs judiciaires mais aussi une connaissance de ce qui est en jeu pour les victimes. Le rapport entend également souligner les limites de la prise en compte du contexte « conjugal » et familial dans le traitement pénal de l'infraction dans les cas où les victimes et les familles ont besoin des solutions protectrices mais aussi pragmatiques, notamment lorsque des enfants sont concerné·e·s. Les solutions judiciaires qui ne sont pas pragmatiques à l'égard de la réalité des violences conjugales (c'est-à-dire les conséquences qui touchent à toute la famille), qui ne protègent pas les victimes de toutes les violences qu'elles subissent peuvent conduire non seulement au sentiment d'impunité chez les auteurs mais elles sont aussi vécues comme une violence supplémentaire pour les victimes.

La méthodologie d'enquête s'appuie sur une démarche ethnographique, caractérisée par une analyse inductive et un travail in situ de l'ethnologue. Elle a consisté en une série d'observations de plusieurs contextes comme, par exemple, les audiences correctionnelles, auprès des juges de l'application des peines, au sein des permanences téléphoniques au parquet et au sein des associations qui accompagnent les femmes et les victimes des infractions. En plus des discussions informelles, 38 entretiens semi-directifs ont été effectués. Deux tiers des entretiens ont été menés auprès des magistrat·e·s, un tiers auprès des partenaires à l'extérieur du tribunal (des médecins légistes, des acteur·rice·s associatifs, des avocat·e·s et des membres des forces de l'ordre).

Charlotte FISCHER

Doctorante en anthropologie, LISST-CAS, université Toulouse Jean Jaurès

Jérôme COURDURIÈS

Professeur des universités en anthropologie, LISST-CAS, université Toulouse Jean Jaurès

